

SÉNAT DE BELGIQUE

**Le Sénat au cours
de la session de 2005-2006**

SOMMAIRE

I. Séance plénière	3
II. Commissions, comités d'avis et groupes de travail	
1. Commission des Affaires institutionnelles	6
2. Commission de la Justice	10
3. Commission des Relations extérieures et de la Défense	16
4. Commission des Finances et des Affaires économiques	29
5. Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives	39
6. Commission des Affaires sociales.....	44
7. Commission spéciale « Mondialisation »	56
8. Groupe de travail « Bioéthique »	58
9. Groupe de travail « Vieillesse de la population »	59
10. Groupe de travail « Espace »	60
11. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	65
12. Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.....	68
13. Commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité	69
14. Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques	71
III. Commission parlementaire de concertation.....	74
IV. Assemblées internationales	
1. Conseil interparlementaire consultatif du Benelux	75
2. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.....	76
3. Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale	78
4. Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).....	79
5. Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires et européennes des parlements de l'Union européenne (COSAC).....	81
6. Union interparlementaire.....	82
7. Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM)	85
8. Réunion parlementaire Europe-Asie (ASEP).....	86
V. Relations internationales	
1. Visites officielles du Président du Sénat à l'étranger	87
2. Personnalités étrangères reçues par la Présidente du Sénat	88
3. Ambassadeurs étrangers reçus par la Présidente du Sénat	98
4. Visites officielles de délégations étrangères au Sénat	100
5. Divers	101
VI Communication	
1. Relations avec les médias	107
2. Relations publiques	109

I. Séance plénière

a) Nombre de séances

Lors de la session ordinaire 2005-2006 (jusqu'au 14 juillet 2006 inclus), le Sénat a tenu **54** séances plénières, d'une durée totale de **203** heures.

b) Travail législatif

Ces travaux ont permis d'**adopter** :

- **93** projets de loi (procédure bicamérale *classique*);
- **34** projets de loi (procédure d'évocation);
- **23** propositions de loi déposées par des sénateurs^(*) dont 2 propositions de loi spéciale;

(*)

- 1) Proposition de loi rétablissant l'article 61 du Code civil en ce qui concerne la preuve de la naissance à défaut d'acte de naissance (de Mme Nyssens); n° 3-54
- 2) Proposition de loi modifiant l'article 145 du Code civil (de M. Vandenhove); n° 3-227
- 3) Proposition de loi modifiant la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en vue de l'organisation d'élections réglant la représentation des organisations professionnelles représentatives des infirmiers au sein des organes de l'INAMI (de Mme Van de Casteele et de MM. Germeaux et Vankrunkelsven); n° 3-336
- 4) Proposition de loi relative à l'intermédiation bancaire et à la distribution d'instruments financiers (de M. Willems); n° 3-377
- 5) Proposition de loi contenant le Code de procédure pénale (de MM. Hugo Vandenberghe, Mahoux et Coveliers, Mme Defraigne, M. Vandenhove, Mme Nyssens et M. Zenner); n° 3-450
- 6) Proposition de loi modifiant les articles 1er et 2 de la loi du 8 avril 1965 instituant le dépôt légal à la Bibliothèque royale de Belgique en vue d'étendre le champ d'application aux microfilms et aux supports numériques (de M. Roelants du Vivier); n° 3-806
- 7) Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de réduire le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut être adopté (de Mme Defraigne); n° 3-1145
- 8) Proposition de loi modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle (de Mmes Hermans et Anseeuw); n° 3-1284
- 9) Proposition de loi modifiant l'article 475 du Code pénal (de MM. Cheffert et Collas, de Mmes Laloy et Talhaoui et de M. Delpérée); n° 3-1286
- 10) Proposition de loi modifiant la date du 2 septembre 1945 en 1er juin 1946 dans certains statuts de reconnaissance nationale (de Mmes Lizin et Leduc et de M. Brotcorne); n° 3-1394
- 11) Proposition de loi spéciale adaptant diverses dispositions à la nouvelle dénomination du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone (de Mme Lizin); n° 3-1405
- 12) Proposition de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la nouvelle dénomination des assemblées législatives des Communautés et des Régions (de Mme Lizin); n° 3-1423
- 13) Proposition de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la nouvelle dénomination des assemblées législatives des Communautés et des Régions (de Mme Lizin) n° 3-1424
- 14) Proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes (de Mme Defraigne, M. Vankrunkelsven, Mme De Roeck, M. Mahoux et Mme Durant); n° 3-1440
- 15) Proposition de loi réglant la publication en langue allemande des lois et arrêtés royaux et ministériels d'origine fédérale (de M. Collas, Mmes Lizin et Defraigne, MM. Mahoux et Wille, Mmes Vanlerberghe et de Bethune et MM. Istasse et Delpérée); n° 3-1495

- **1** propositions de révision de la Constitution (**);
- **23** propositions de résolution;

Procédure d'évocation

La Chambre a transmis au Sénat **107** textes évocables. Pendant la session actuelle, le Sénat a fait **35** fois usage du droit d'évocation. Le texte a été amendé et renvoyé à la Chambre des représentants dans **5** cas.

Dans ces **5** cas :

- la Chambre des représentants a adopté entièrement le texte du Sénat;

c) Contrôle parlementaire

Au cours de la même session, le Sénat a entendu **715** demandes d'explications et **431** questions orales.

Par ailleurs, **2446** questions écrites ont été posées à ce jour.

d) Débats d'actualité

Le Sénat a également tenu des débats en séance plénière sur les thèmes suivants :

- la politique des poursuites en matière de drogues;

-
- 16) Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (de M. Collas, Mme Defraigne, MM. Mahoux et Wille, Mmes Vanlerberghe et de Bethune, M. Brotcorne, Mme Durant et M. Istasse); n° 3-1496
 - 17) Proposition de loi visant à modifier l'article 5 de la loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistiques (de M. Mahoux); n° 3-1497
 - 18) Proposition de loi spéciale complétant l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, prévoyant la présence du Président du Gouvernement de la Communauté germanophone au sein du Comité de concertation (de M. Collas); n° 3-1594
 - 19) Proposition de loi modifiant les articles 78 et 79 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (de M. Collas et Mme de T'Serclaes); n° 1595
 - 20) Proposition de loi adaptant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone à la nouvelle numérotation des articles de la Constitution (de M. Collas et Mme de T'Serclaes); n° 1596
 - 21) Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (de M. Collas et Mme de T'Serclaes); n° 1597
 - 22) Proposition de loi complétant l'article 149 du Code des droits de succession en ce qui concerne l'exonération de la taxe compensatoire des droits de succession pour les associations sans but lucratif qui rendent des zones naturelles accessibles au public (de Mme De Schamphelaere, MM. Martens et Vankrunkelsven et Mme De Roeck); n° 3-1606
 - 23) Proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des aînés (de Mmes Geerts, Zrihen, Van de Castele et de T'Serclaes et de M. Mahoux); n° 3-1641

(**) Proposition visant à insérer un titre Ierbis et un article 7bis en vue d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les communautés et les régions (de MM. Cornil et Martens, Mme Talhaoui, M. Delpérée, Mmes Van de Castele et de T'Serclaes, MM. Hugo Vandenberghe, Mahoux et Vankrunkelsven); n° 3-1778

- l'existence éventuelle de prisons secrètes et les vols de la CIA vers des aéroports européens;

e) Conflit d'intérêts

Néant

*
* *

II. Commissions, comités d'avis et groupes de travail

Les commissions du Sénat ont tenu au total **444** réunions d'une durée totale de **749** heures et 30 minutes.

Travaux des diverses commissions :

1. Affaires institutionnelles

Présidente : Mme Anne-Marie Lizin.

a. Législation

1. Proposition de révision de la Constitution adoptée

- Proposition visant à insérer un titre Ierbis et un article 7bis en vue d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les communautés et les régions (de M. Jean Cornil et consorts) ; n° 3-1778/1 ;

2. Projets et propositions de loi adoptés

- Projet de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux médiateurs fédéraux, aux commissions de nomination pour le notariat et à la Commission de la protection de la vie privée; n° 3-1060/1 ;
- Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique des services de police et de renseignements; n° 3-1061/1 ;
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la dotation allouée au Conseil supérieur de la Justice; n° 3-1062/1 ;
- Projet de loi spéciale attribuant une allocation spéciale unique en faveur de la Communauté française, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale; n° 3-1575/1 ;
- Projet de loi attribuant une allocation spéciale unique en faveur de la Communauté germanophone; n° 3-1576/1 ;
- Projet de loi modifiant la loi-programme du 27 décembre 2005; n° 3-1577/1 ;
- Proposition de loi spéciale adaptant diverses dispositions à la nouvelle dénomination du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1405/1 ;
- Proposition de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la nouvelle dénomination des assemblées législatives des Communautés et des Régions (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1423/1 ;
- Proposition de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la nouvelle dénomination des assemblées législatives des Communautés et des Régions (de Mme Anne-Marie Lizin); n° 3-1424/1 ;

- Proposition de loi réglant la publication en langue allemande des lois et arrêtés royaux et ministériels d'origine fédérale (de M. Berni Collas et consorts); n° 3-1495/1 ;
- Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (de M. Berni Collas et consorts); n° 3-1496/1 ;
- Proposition de loi spéciale complétant l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, prévoyant la présence du président du Gouvernement de la Communauté germanophone au sein du Comité de concertation (de M. Berni Collas); n° 3-1594/1 ;
- Proposition de loi modifiant les articles 78 et 79 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (de M. Berni Collas et Mme Nathalie de T' Serclaes); n° 3-1595/1 ;
- Proposition de loi adaptant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone à la nouvelle numérotation des articles de la Constitution (de M. Berni Collas et Mme Nathalie de T' Serclaes); n° 3-1596/1 ;
- Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (de M. Berni Collas et Mme Nathalie de T' Serclaes); n° 3-1597/1 ;

3. *Proposition de résolution adoptée*

- Proposition de résolution relative à l'étude menée par le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES), intitulé : "Les autorités belges, la persécution et la déportation des Juifs" (de MM. Alain Destexhe et Philippe Mahoux); n° 3-1653/1 ;

4. *Projets et propositions en discussion*

- a) Révision de l'article 23 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant le droit du citoyen à un service universel en matière de poste, de communication et de mobilité
(Déclaration du pouvoir législatif, voir le "Moniteur belge" n° 128 - Éd. 2 du 10 avril 2003)

*Révision de l'article 23 de la Constitution en ce qui concerne le principe de précaution à l'égard des générations actuelles et futures (proposition de Mme Clotilde Nyssens);
n° 3-49/1.-*

- b) Révision de l'article 23 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant le droit du citoyen à un service universel en matière de poste, de communication et de mobilité
(Déclaration du pouvoir législatif, voir le "Moniteur belge" n° 128 - Deuxième édition du 10 avril 2003)

*Révision de l'article 23, alinéa 3, de la Constitution, en vue de le compléter par un 6° garantissant le droit à l'eau (proposition de M. Philippe Mahoux);
n° 3-480/1.-*

- a) Projet de loi instaurant un Comité parlementaire chargé du suivi législatif; n° 3-648/1;
- b) Proposition de loi instituant une procédure d'évaluation législative (de M. Hugo Vandenberghe); n° 3-464/1;
- Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour; n° 3-1063/1 ;
- Proposition de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, aux médiateurs fédéraux et aux commissions de nomination pour le notariat ; n° 3-319/1 ;
- Proposition de loi spéciale modifiant l'article 123 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, en ce qui concerne la dotation à cette Cour (de MM. Jean-Marie Dedecker et Luc Willems); n° 3-322/1 ;

b. Débats – Auditions

- a) Les autorités belges, la persécution et la déportation des Juifs - Rapport intermédiaire du Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES) - Septembre 2005; n° 3-1431/1;
- b) Proposition de résolution relative à l'étude menée par le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES), intitulée : "Les autorités belges, la persécution et la déportation des Juifs" (de MM. Alain Destexhe et Philippe Mahoux); n° 3-1653/1;
 - Audition de l'équipe de recherche du CEGES :
 - M. Rudi Van Doorslaer, directeur;
 - M. Michaël Amara;
 - M. Emmanuel Debruyne;
 - M. Frank Seberechts;
 - M. Nico Wouters;
 - Audition sur la politique en matière d'archives en Belgique de :
 - M. Karel Velle, Archiviste général du Royaume;
 - M. Rudi Van Doorslaer, Directeur du CEGES;

- a) Proposition visant à insérer un titre Ierbis et un article 7bis en vue d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les communautés et les régions (de M. Jean Cornil et consorts) ;
n° 3-1778/1 ;
 - b) Proposition de révision de la Constitution en vue d'y insérer un article nouveau dans un nouveau titre Ibis, relatif au développement durable comme objectif de politique générale (de M. Jean Cornil); n° 3-1422/1.-
 - c) Proposition de révision de l'article 23 de la Constitution en ce qui concerne le principe de précaution à l'égard des générations actuelles et futures (de Mme Clotilde Nyssens); n° 3-49/1.-
 - d) Proposition de révision de l'article 23, alinéa 3, de la Constitution, en vue de le compléter par un 6° garantissant le droit à l'eau (de M. Philippe Mahoux);
n° 3-480/1.-
 - e) Proposition visant à insérer dans la Constitution un titre Ierbis et un article 7bis en vue d'y inscrire le développement durable comme objectif pour l'État, les communautés et les régions (de M. Bart Martens et Mme Fauzaya Talhaoui);
n° 3-1557/1.-
 - Mme Anne Feyt, assistante à l' Université Libre de Bruxelles;
 - prof. dr. Paul Van Orshoven, *Katholieke Universiteit Leuven*;
 - prof. dr. Jan Velaers, *Universiteit Antwerpen*;
 - Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale;
 - M. Theo Rombouts, président du Conseil fédéral pour le Développement durable;
 - Mme Nadine Gouzée, Task Force Développement durable du Bureau Fédéral du Plan et représentante belge à la Commission du Développement durable des Nations unies;
 - Prof. dr. Hans Bruyninckx, professeur à la *Katholieke Universiteit Leuven* et président du *Bond Beter Leefmilieu-Vlaanderen*;
 - Prof. dr. Emmanuel Sérusiaux, professeur à l'Université de Liège et président de la Société wallonne des Eaux;
 - Prof. dr. Edwin Zaccai, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, directeur du Centre d'études du développement durable (CEDD) et président de l'Institut de Gestion de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire (IGEAT);
 - Prof. dr. Marc Pallemarts, chargé de cours à la *Vrije Universiteit Brussel* et à l'Université Libre de Bruxelles et *Senior Fellow & Head of the Governance Team, Institute for European Environmental Policy (IEEP)*;
 - Prof. dr. Nicolas de Sadeleer, professeur à la *Vrije Universiteit Brussel* et aux Facultés Universitaires Saint-Louis;
- c. Constitution d'un groupe de travail ad hoc en matière de développement durable
- Elaboration d'une proposition de révision de la Constitution en ce qui concerne le développement durable (n° 3-1778/1) ;

d. Colloque

Journée d'études sur « La Constitution : hier, aujourd'hui et demain », organisée à l'occasion de la commémoration du 175^e anniversaire de l'indépendance de la Belgique et des 25 ans de fédéralisme.

*
* *

2. Justice

Président : M. Hugo Vandenberghe.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

- Projet de loi portant des dispositions diverses relatives aux délais, à la requête contradictoire et à la procédure en règlement collectif de dette; n° 3-1207/1;
- Projet de loi modifiant les articles 81, 104, 569, 578, 579, 580, 583 et 1395 du Code judiciaire; n° 3-1210/1;
- Projet de loi relatif au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine; n° 3-1128;
- Projet de loi visant à transposer la directive 2004/80/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité; n° 31420/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de justice; n° 3-1438/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de justice; n° 3-1447/1;
- Projet de loi apportant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code judiciaire en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée; n° 3-1491/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1492/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1493/1;
- Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en vue de permettre l'adoption par des personnes de même sexe; n° 3-1460/1;
- Projet de loi modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction; n° 3-1312/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption; n° 3-1313/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la

Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, relatif à la mise en oeuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption; n° 3-1570/1;

- Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission Communautaire commune et la Commission communautaire française portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant, conclu à Bruxelles, le 19 septembre 2005; n° 3-1537/1
- Projet de loi modifiant des dispositions du Code civil relatives à l'établissement de la filiation et aux effets de celle-ci; n° 3-1402/1;
- Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire concernant le barreau et la procédure disciplinaire applicable aux membres de celui-ci; n° 3-1626/1;
- Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire concernant le barreau et la procédure disciplinaire applicable aux membres de celui-ci; n° 3-1127/1;
- Projet de loi portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétariats des parquets; n° 3-1644/1;
- Projet de loi modifiant les articles 161, alinéa 2, 164, alinéa 2, et 182, alinéa 8, du Code judiciaire, la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police et la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance; n° 3-1643/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, et insérant dans cette loi un nouveau Titre V concernant le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone; n°3-1661/1;
- Projet de loi insérant dans la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux un nouveau Titre VI concernant les Chambres extraordinaires chargées de poursuivre les crimes commis sous le régime du Kampuchéa démocratique; n°3-1662/1;
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, ainsi qu'une disposition de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves de droit international humanitaire; n° 3-1666/1;
- Projet de loi tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant; n 3-1645/1;
- Projet de loi relatif à l'analyse de la menace; n° 3-1611/1;
- Projet de loi modifiant la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et les articles 323bis et 327bis du Code judiciaire; n° 3-1612/1;

- Projet de loi modifiant les articles 80, 259quater, 259quinquies, 259nonies, 259decies, 259undecies, 323bis, 340, 341, 346 et 359 du Code judiciaire et insérant dans celui-ci un article 324 et modifiant les articles 43 et 43quater de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire; n°3-1707/1;
- Projet de loi instaurant la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires de l'Ordre judiciaire; n°3-1720/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n°3-1775/1;
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'assistance judiciaire; n°3-1674/1;
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique; n°3-1737/1;
- Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique; n°3-1742/1;

2. *Propositions de loi adoptées*

- Proposition de loi contenant le Code de procédure pénale; n° 3-450/1;
- Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en vue de faciliter la preuve de l'état des personnes à défaut d'acte de l'état civil; n° 3-54/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 70 du Code civil; n° 3-163/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 145 du Code civil; n° 3-227/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 475 du Code pénal; n° 3-1286/1;
- Proposition de loi visant à modifier l'article 5 de la loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistiques; n° 3-1497/1;
- Proposition de loi complétant l'article 56 du Code pénal en vue de sanctionner l'hypothèse de récidive de crime sur délit; n° 3-871/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle en vue d'allonger la période d'exécution de la peine privative de liberté en cas de récidive légale; n° 3-786/1;
- Proposition de loi modifiant le Code pénal et la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, en ce qui concerne la récidive; n° 3-848/1;

3. *Projets et propositions de loi en discussion*

- Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; n° 3-371/1;

- Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; n° 3-584/1;
- Proposition de loi complétant l'article 1017 du Code judiciaire en ce qui concerne les dépens de la procédure dans tous les litiges relatifs à l'application d'une loi en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; n° 3-873/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; n° 3-1603/1;
- Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le remboursement des frais non compris dans les dépens; n° 3-204/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 1018, 6°, et 1022 du Code judiciaire; n° 3-1342/1;
- Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le remboursement des frais de justice; n° 3-51/1;
- Proposition de loi instaurant une procédure du règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice, instance de recours et médiateur de justice; nr. 3-286/1;
- Proposition de loi visant à introduire une procédure unique de traitement des plaintes relatives à l'organisation judiciaire; n° 3-440/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 1344ter et 1344quater du Code judiciaire; n° 3-28/1;
- Proposition de loi contenant quelques procédures particulières en matière pénale et d'autres dispositions de nature diverse; n° 3-1429/1;
- Projet de loi modifiant l'article 505 du Code pénal et l'article 35 du Code d'instruction criminelle à propos de la confiscation applicable en cas de recèlement; n° 3-1610/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 505 du Code pénal en ce qui concerne le recel; n° 3-39/1;
- Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale; n° 3-1363/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 31 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire; n° 3-1085/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 70 à 72 du Code civil; n° 3-1619/1;
- Proposition de loi relative à l'internement des délinquants atteints d'un trouble mental; n° 3-328/1;

- Proposition de loi modifiant les lois relatives à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux; n° 329/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 416 et 417 du Code pénal; n° 3-409/1;
- Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code pénal en matière de légitime défense; n° 3-511/1;
- Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les règles relatives à la légitime défense et introduisant la cause absolutoire générale de l'excès de légitime défense; n° 3-243/1;
- Proposition de loi visant à créer un Registre national des auteurs d'infractions sexuelles au sein du Casier judiciaire central; n° 3-850/1;
- Projet de loi relatif à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne; n° 3-1672/1;

b. Rapports annuels – Débats – Auditions

- a. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne le remboursement des frais non compris dans les dépens (de M. Alain Destexhe);
n° 3-204/1.-
- b. Proposition de loi modifiant les articles 1018, 6°, et 1022 du Code judiciaire (de MM. Hugo Vandenberghe et Jan Steverlynck);
n° 3-1342/1.-
- c. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le remboursement des frais de justice (de Mme Clotilde Nyssens);
n° 3-51/1 et 2.-

Audition de :

- représentants de la magistrature;
- représentants de l'Orde van Vlaamse Balies;
- représentants de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;
- représentants des syndicats;
- représentants d'Assuralia;
- représentants de la FEB;
- représentants de Test-Achats;
- représentants du Centre de Recherche et d'Information des Organisations de consommateurs (CRIOC);
- représentants des mutuelles;
- M. Jean-François Van Drooghenbroeck, professeur de droit judiciaire à l'UCL;
- M. Jacques Laffineur, avocat au barreau de Bruxelles;
- M. Bertrand De Coninck, avocat au barreau de Bruxelles;
- M. François Glansdorff, ancien bâtonnier du barreau de Bruxelles, avocat;
- M. Bart De Temmerman, collaborateur scientifique à la KUL et référendaire à la Cour de cassation.

Projet de loi apportant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code judiciaire en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée;

n° 3-1491/1.-

Audition

- d'un représentant de l'Orde van Vlaamse balies;
- d'un représentant de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;
- d'un représentant du Syndicat des Avocats pour la Démocratie;
- de Mme Boribon, secrétaire générale de la sclr "Les journaux francophones belges";
- de représentants de l'Association générale des journalistes professionnelles de Belgique.

Examen des rapports d'activités concernant la prorogation des chambres supplémentaires des cours d'appel (artt. 106*bis* et 112, § 1^{er}, du Code judiciaire)

Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en vue de permettre l'adoption par des personnes de même sexe

n° 3-1460/1.-

Audition :

- du dr. Jean-Paul Matot, pédopsychiatre à l'ULB;
- de M. Jean-François Taymans, notaire;
- du dr. Philippe Kinoo, cliniques universitaires Saint-Luc, Bruxelles;
- de M. Alfons Heyvaert, professeur pensionné, UIA;
- de Mme Françoise Pastor, coordinatrice d'un organisme d'adoption internationale;
- de Mme Diane Drory, psychologue;
- de Mme Katrien Vanfraussen, chercheuse à la VUB;
- de M. N. Journet, sociologue.

Rapport annuel 2004 du Conseil supérieur de la Justice.

Audition de représentants du Conseil supérieur de la Justice.

1. Projet de loi modifiant diverses dispositions du Code judiciaire concernant l'évaluation des magistrats et les mandats de chef de corps et modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire;

n° 3-1707/1.-

2. Projet de loi instaurant la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires de l'Ordre judiciaire;

n° 3-1720/1.-

Audition de :

- Mme C. Dekkers, procureur générale près la cour d'appel d'Anvers;
- M. J. Hubin, président du collège des premiers présidents des cours d'appel et des cours du travail.
- M. I. Verougstraete, président à la Cour de cassation;
- M. M. De Swaef, procureur général près la Cour de cassation;
- M. P. Romijn, président du Conseil des procureurs du Roi;
- représentants du Conseil supérieur de la Justice.

Rapport annuel 2005 de la Cour de cassation.
Audition de représentants de la Cour de cassation.

c. Échanges de vues

La situation dans les prisons belges et les mesures prises par le gouvernement.
 Échange de vues avec la ministre de la Justice.

*
* *

3. Relations extérieures et Défense

Président : M. François Roelants du Vivier.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

1.1. Projets de loi portant assentiment aux actes internationaux

- Projet de loi portant assentiment aux Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, "INTELSAT", adoptés à Washington le 17 novembre 2000; n° 3-1259/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, au Protocole d'application, et aux Annexes 1 et 2, faits à Berne le 12 décembre 2003; n° 3-1260/1;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, faite à Helsinki le 17 mars 1992; n° 3-1326/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'échange automatique d'informations concernant les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Royaume de Belgique et Anguilla, signé à Bruxelles le 5 octobre 2004 et à Anguilla le 17 novembre 2004; n° 3-1330/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Royaume de Belgique et les Îles Turks et Caicos, signé à Bruxelles le 5 octobre 2004 et à Grand Turk le 16 décembre 2004; n° 3-1331/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Royaume de Belgique et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni de Montserrat, signé à Bruxelles le 5 octobre 2004 et à Montserrat le 7 avril 2005; n° 3-1332/1 ;

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Royaume de Belgique et les Îles Vierges britanniques, signé à Bruxelles le 5 octobre 2004 et à Tortola le 11 avril 2005; n° 3-1333/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Royaume de Belgique et les Îles Caymans, signé à Bruxelles le 5 octobre 2004 et à Grand Cayman le 12 avril 2005; n° 3-1334/1 ;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Protocole coordonnant la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960, suite aux différentes modifications intervenues, fait à Bruxelles le 27 juin 1997;
 - 2° Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises, et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 8 octobre 2002; n° 3-1339/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Bénin, signée à Cotonou le 25 avril 2002; n° 3-1350/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et la République du Niger, signée à Bruxelles le 26 mars 2003; n° 3-1351/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et la République unie de Tanzanie, signée à Dar Es Salaam le 16 octobre 2002; n° 3-1352/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale sur la coopération entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Cambodge, signée à Bruxelles le 29 mai 2001; n° 3-1353/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et le Burkina Faso, signée à Bruxelles le 14 janvier 2003; n° 3-1354/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Mozambique, signée à Bruxelles le 11 mai 2001; n° 3-1355/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération internationale entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal, signée à Dakar le 19 octobre 2001; n° 3-1356/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et la République algérienne démocratique et populaire, signée à Bruxelles le 10 décembre 2002; n° 3-1357/1 ;

- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc, signée à Bruxelles le 26 juin 2002; n° 3-1358/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et l'Organisation de libération palestinienne pour le compte de l'Autorité palestinienne, signée à Ramallah le 12 novembre 2001; n° 3-1359/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et la République du Mali, signée à Bamako le 28 février 2003; n° 3-1360/1 ;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Convention générale de coopération entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République d'Afrique du sud, signée à Durban le 8 juillet 2002;
 - 2° Convention régissant l'assistance technique entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République d'Afrique du sud, signée à Pretoria le 18 octobre 2002.; n° 3-1361/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement bilatérale entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, signée à Addis Abeba le 9 avril 2001; n° 3-1365/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale sur la coopération entre le Royaume de Belgique et la République démocratique populaire Lao, signée à Bruxelles le 29 mai 2002; n° 3-1366/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Pérou, signée à Lima le 15 octobre 2002; n° 3-1367/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de Nouvelle-Zélande sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille de membres du personnel diplomatique et consulaire, signé à Bruxelles le 23 avril 2003; n° 3-1368/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal le 1er mars 1991; n° 3-1373/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Organisation de l'Unité Africaine, signé à Bruxelles le 9 octobre 1985 et aux Échanges de lettres du 9 octobre 1985 et du 29 juin 1998 entre le Royaume de Belgique et l'Organisation de l'Unité Africaine; n° 3-1374/1 ;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, fait à Göteborg le 30 novembre 1999; n° 3-1375/1 ;

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye le 15 août 1996; n° 3-1376/1 ;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté à New York le 25 mai 2000, tel qu'il a été rectifié par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 14 novembre 2000; n° 3-1377/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 18 mai 2004; n° 3-1400/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission), à l'Annexe, et au Protocole d'application, faits à Bruxelles le 9 juin 1999; n° 3-1442/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), faite à La Haye le 25 février 2005; n° 3-1452/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 18 mai 2004; n° 3-1478/1 ;
- Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants:
 - 1° Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 ;
 - 2° Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996; n° 3-1487/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, fait à Beijing le 3 décembre 1999; n° 3-1489/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004; n° 3-1498/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, et à l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003; n° 3-1503/1 ;

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses Pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, et à l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003; n° 3-1504/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République démocratique du Congo, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Kinshasa le 17 février 2005; n° 3-1515/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République du Guatemala concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 14 avril 2005; n° 3-1524/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Nicaragua, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Luxembourg le 27 mai 2005; n° 3-1525/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Sécurité OCCAR entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, fait à Paris le 24 septembre 2004; n° 3-1551/1 ;
- Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, au Protocole, à l'Acte, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 25 avril 2005; n° 3-1572/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les États-Unis d'Amérique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel diplomatique et consulaire, conclu par échange de notes datées à Bruxelles le 19 février 2004 et le 18 mars 2004; n° 3-1573/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Siège entre le Royaume de Belgique et le International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003; n° 3-1605/1 ;

- Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles le 23 février 2005; n° 3-1618/1 ;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole n° 2 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale, fait à Strasbourg le 5 mai 1998; n° 3-1621/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord bilatéral d'assistance mutuelle administrative en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, signé à Bruxelles le 12 février 2004; n° 3-1622/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention consulaire entre le Royaume de Belgique et la Fédération de Russie, signée à Moscou le 22 décembre 2004; n° 3-1651/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de Hong Kong, Région administrative spéciale de la République populaire de Chine, signée à Bruxelles le 20 septembre 2004; n° 3-1654/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à la Convention d'assistance mutuelle administrative en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie, signée à Bruxelles le 2 octobre 2001; n° 3-1655/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement du Canada relatif au programme vacances-travail, signé à Bruxelles le 29 avril 2005; n° 3-1656/1 ;
- Projet de loi portant assentiment au Protocole n° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendement le système de contrôle de la Convention, fait à Strasbourg le 13 mai 2004; n° 3-1668/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA-UE), fait à Bruxelles le 17 novembre 2003; n° 3-1693/1.-
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Australie sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel diplomatique et consulaire, signé à Sydney le 19 novembre 2002, et à l'échange de notes, datées du 4 avril 2005 et du 29 août 2005; n° 3-1700/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord, conclu par échange de lettres datées à Bruxelles les 21 mars 2005 et 7 juin 2005, portant amendement à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de

Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif à la délimitation du plateau continental entre les deux pays, signé à Bruxelles le 29 mai 1991; n° 3-1717/1.-

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Canada sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille de membres du personnel diplomatique et consulaire, signé à Bruxelles le 29 avril 2005; n° 3-1718/1 ;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 26 octobre 2004; n° 3-1731/1 ;
- Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et aux Annexes, faits à Prüm le 27 mai 2005; n° 3-1746/1 ;

1.2. Autres projets de loi

- Projet de loi-programme; n° 3-1492/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1774/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1775/1 ;

2. Propositions de loi adoptées

- Proposition de loi étendant la gratuité des soins de santé à certains anciens combattants et victimes de guerre, à l'intervention de l'Institut des Vétérans - Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre (de Mme Anne-Marie Lizin et consorts); n° 3-1394/1 ;

3. Propositions de résolutions adoptées

- Proposition de résolution concernant le Partenariat euro-méditerranéen à la veille de ses dix ans: bilan et perspectives (de Mme Jihane Annane); n° 3-1031/1 ;
- Proposition de résolution concernant la situation politique en Iran et ses relations avec l'Union européenne (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-1057/1 ;
- Proposition de résolution sur la lutte contre le paludisme (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-1213/1 ;
- Proposition de résolution concernant les enfants dans les conflits armés (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-1370/1 ;

- Proposition de résolution relative à la sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (Hong-Kong 13-18 décembre 2005) (de Mme Olga Zrihen); n° 3-1398/1.-
- Proposition de résolution sur la situation en Éthiopie (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-1470/1 ;
- Proposition de résolution relative à la menace d'exécution capitale de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien en Libye (de M. Josy Dubié et Mme Isabelle Durant); n° 3-1474/1 ;
- Proposition de résolution visant à la reconnaissance dans les conventions internationales du statut de réfugié environnemental (de M. Philippe Mahoux); n° 3-1556/1;
- Proposition de résolution sur la situation politique et les droits de l'homme en Birmanie (de MM. François Roelants du Vivier et Philippe Mahoux); n° 3-1585/1 ;
- Proposition de résolution sur la situation politique à Haïti (de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton); n° 3-1632/1;
- Résolution relative à l'extradition éventuelle de M. Fujimori vers le Pérou; n° 3-1639/1;
- Proposition de résolution relative à l'extradition de Hissène Habré vers la Belgique (de M. Pierre Galand et consorts); n° 3-1701/1;
- Proposition de résolution sur les objectifs de la Conférence chargée de revoir le programme d'action des Nations unies destinée à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre ; n° 3-1748/1 ;

4. *Projets de loi, propositions de loi et propositions de résolution en discussion*

- Proposition de résolution relative à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-875/1;
- Proposition de résolution concernant les problèmes auxquels sont confrontés les voyageurs qui transitent par la Bulgarie (de Mme Fatma Pehlivan et M. Staf Nimmegeers); n° 3-1454/1 ;
- Proposition de résolution concernant l'octroi, à Taiwan, du statut d'observateur à l'Assemblée générale annuelle de l'Organisation Mondiale de la Santé (de M. Alain Destexhe et consorts); n° 3-1465/1 ;
- Proposition de résolution sur l'annulation de la dette des pays les moins avancés (de Mme Olga Zrihen et M. Pierre Galand); n° 3-1507/1 ;
- Proposition de résolution sur les objectifs de la Conférence chargée de revoir le programme d'action des Nations unies destinée à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-1738/1 ;

b. Débats - Auditions

1. Débats - Auditions suivis d'un rapport contenant des recommandations

- La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs; n° 3-1578/1 ;

2. Débats – Auditions dans le cadre de projets de loi, propositions de loi ou de résolution

- Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, au Protocole, à l'Acte, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 25 avril 2005; n° 3-1572/1 ;
 - S.E.M. Emil Valev, ambassadeur de la République de Bulgarie ;
 - S.E. le Dr Ion Jinga, ambassadeur de Roumanie ;
- Proposition de loi étendant la gratuité des soins de santé à certains anciens combattants et victimes de guerre, à l'intervention de l'Institut des Vétérans - Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre (de Mme Anne-Marie Lizin et consorts); n° 3-1394/1 ;
 - M. Max Blavier, président de la Fraternelle Royale des Volontaires de Guerre de la 2^{me} Brigade d'Infanterie "Yser";
 - M. Coppieters 't Wallant, président national de la fédération nationale des volontaires de guerre ;
- Proposition de résolution concernant le Partenariat euro-méditerranéen à la veille de ses dix ans: bilan et perspectives (de Mme Jihane Annane); n° 3-1031/1 ;
 - M. Armand Imbert, Chef d'Unité adjoint à la direction Méditerranée de la direction générale des relations extérieures de la Commission de l'Union européenne;
 - S.E. M. Oguz Demiralp, ambassadeur, délégué permanent de la République de Turquie auprès de l'Union européenne ;
 - Mme Sandrine Grenier, coordinatrice à Bruxelles de "*Euro-Mediterranean Human Rights Network*";
 - Mme Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri) ;
 - M. Didier Donfut, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères ;
- Proposition de résolution concernant la situation politique en Iran et ses relations avec l'Union européenne (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-1057/1 ;

- S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran ;
- Proposition de résolution concernant les enfants dans les conflits armés (de Mme Sabine de Bethune et consorts); n° 3-1370/1 ;
 - M. Sven Rooms, coordinateur de la Coalition belge contre l'utilisation d'enfants soldats;
 - M. Philippe Hensmans, directeur, Amnesty International Belgique francophone;
 - M. Mark Van Dommele, responsable du programme *Kindsoldaten Noord-Kivu, Vlaams Internationaal Centrum (VIC)*;
 - M. Claudio Gramizzi, chargé de recherche, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP);
 - M. Martin Nagler, *EU Outreach Officer, European Coalition to Stop the Use of Child Soldiers* ;
 - Mme Sophie da Câmara Santa Clara Gomes, Expert Afrique Centrale, DGCD ;
 - lieutenant-colonel Jean-Paul Claeys, Direction générale Human Resources, Statut administratif des militaires, Ministère de la Défense;
 - major Dominique Jones, division relations nationales et internationales politico-militaires, département stratégique du Ministère de la Défense ;
- a) Proposition de résolution relative à la sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (Hong-Kong 13-18 décembre 2005) (de Mme Olga Zrihen); n° 3-1398/1 ;
- b) Proposition de résolution relative au cycle de Doha à la veille de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (Hong-Kong, 13-18 décembre 2005) (de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton et consorts); n° 3-1434/1 ;
 - M. Marc Vanheukelen, directeur adjoint à la Cellule Stratégique, SPF Affaires étrangères ;
 - S.E. Madame Liliane Bloem, ambassadeur, titulaire Comité 133 et DG adjoint, DGE ;
 - M. Philippe De Buck, secrétaire général de l'UNICE (*Union of Industrial and Employers Confederations of Europe*) ;
 - M. Pascal Kerneis, *European Services Forum* ;

3. Autres débats – auditions

- "BRIC" (Brésil, Russie, Inde et Chine) ; n° 3-1517/1.-
Volet « Chine »
 - S.E. Mme Zhang Qiyue, Ambassadeur de la République populaire de Chine;
 - Mme Tanya Cox, *Human Rights Watch, EU-Advocacy Coordinator*;
 - M. Sean Dougherty, Économiste, *China desk, OCDE, Economics Department*;
 - M. Ruddy Doom, Professeur, Unité de recherche "*Studie van de Derde Wereld*" ;
- L'évolution de l'OTAN - Sommet de Riga, 28 novembre 2006; n° 3-1683/1 ;
 - M. Dominique Struye de Swielande, représentant permanent de la Belgique à l'OTAN ;
 - M. André Flahaut, ministre de la Défense ;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères;

- M. André Demoulin, attaché à l'École militaire ;
- S.E.M. Martin Erdmann, *Assistant Secretary General for Political Affairs and Security-Policy*;
- M. Holger Pfeiffer, *Deputy Assistant Secretary General for Policy and Planning in the Division for Defence Policy and Planning* ;
- M. Frédéric Bozo, professeur, Université de la Sorbonne Nouvelle (Paris III);
- M. Eric Remacle; professeur, ULB;
- Mme Barbara Delcourt, professeur, ULB;
- S.E.M. Richard Duqué, représentant permanent de la France à l'OTAN;
- M. Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'OTAN ;
- Les élections en République démocratique du Congo ; n° 3-1814/1 ;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères ;
 - M. Louis Michel, commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire ;
 - M. Jean-Michel Dumont, expert national détaché, conseiller "Elections", délégation de la Commission européenne en RDC ;
 - M. l'abbé Apollinaire MALU MALU, président de la Commission électorale indépendante (CEI);
- L'avenir de l'Union européenne - De quelle Europe avons-nous besoin ?
 - M. Guy Verhofstadt, Premier ministre;
- L'avenir de l'Europe ;
 - M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne;
- Le processus de paix au Moyen-Orient;
 - M. Marc Otte, représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient
- L'évolution de la situation en République démocratique du Congo ;
 - S.E. M. Jean-Pierre Mutamba Tshampanga, ambassadeur de la République démocratique du Congo;
 - M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement;
 - M. A. Kundycki, représentant du ministre des Affaires étrangères ;
- La contribution de la Commission européenne à la période de réflexion sur le traité constitutionnel européen et au-delà (Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat) ;
 - Mme Margot Wallström, vice-présidente de la Commission européenne ;
- La présidence belge de l'OSCE ;
 - M. Pierre Chevalier, envoyé spécial de la présidence en exercice;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères
- La présidence finlandaise de l'Union européenne ;
 - S.E.M. Antti Sierla, ambassadeur de Finlande ;
- L'évolution de l'Afrique du Sud et son rôle en Afrique centrale ;
 - S.E.M. Jerry Matthews Matjila, ambassadeur d'Afrique du Sud;

- Les critères de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne ;
 - M. Paul Rietjens, juriconsulte à la Représentation permanente de la Belgique auprès l'Union européenne ;
 - Mark van de Vreken, collaborateur à la Cellule stratégique Affaires étrangères ;
 - Évaluation des travaux sur la réforme des Nations Unies ;
 - Mme Bénédicte Frankinet, ambassadeur, DG "Nations unies", SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ;
 - M. Antonio Vigilante, directeur des NU et du PNUD à Bruxelles ;
 - Élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006 ;
 - Mme Leïla Shahid, déléguée générale palestinienne en Belgique ;
 - La présidence autrichienne de l'Union européenne ;
 - S.E.M. Franz Cede, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Autriche ;
 - Rapport sur la CEPGL ;
 - Le programme législatif et de travail de la Commission européenne pour 2006 ;
 - M. Jan De Bock, représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne ;
 - M. Louis Michel, Membre de la Commission européenne;
 - Les élections en Israël du 26 mars 2006 ;
 - S.E. M. Jehudi Kinar, ambassadeur d'Israël ;
 - Rapport 2005 de l'évaluateur spécial de la Coopération au Développement ;
 - Le ministre de la Coopération au Développement ;
 - L'évaluateur spécial ;
 - Les relations avec l'Asie ;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères ;
 - Les droits de l'homme dans le monde et la Première session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies - Genève, juin 2006 ;
 - M. Benoît Ryelandt, directeur de la Direction des Droits de l'Homme et des Actions humanitaires, SPF Affaires étrangères;
 - Mme Montserrat Carreras, Amnesty International;
 - M. Antoine Madelin, Représentant permanent auprès de l'Union européenne de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme;
 - M. Sottas, directeur de l'Organisation mondiale contre la torture ;
 - Exposé de M. Guy Verhofstadt, premier ministre, sur la décision du gouvernement belge de l'envoi de troupes à la force de paix de l'ONU du Liban ;
 - M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères ;
 - M. André Flahaut, ministre de la Défense ;
4. Briefings et debriefings par M. Guy Verhofstadt, premier ministre, sur les conseils européens des
- 15 et 16 décembre 2005;
 - 15 et 16 juin 2006 ;

5. Entretiens - Rencontres

- Rencontre de S.E. M. Oscar Murtua de Romana, ministre des Affaires étrangères du Pérou ;

6. Voyages - Visites

- Rapport sur le voyage d'étude en Roumanie et en Turquie;

7. Colloquium

« Africa Malaria Day » ;

Exposé :

- de M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement;
- du professeur Awa Marie Coll-Seck, *executive secretary, Roll Back Malaria Partnership, WHO*;
- M. Emile Bongeli, ministre de la Santé, République Démocratique du Congo, *Board member, Roll Back Malaria Partnership*;
- du professeur Bruno Gryseels, directeur de l'Institut de Médecine Tropicale Prince Léopold, Anvers (IMT);
- du docteur François Meurice, *vice president, GlaxoSmithKline Biologicals*;
- de M. Axel Vande veegaete, *head International Affaires, Rode Kruis-Vlaanderen*;
- du docteur Vincent Janssens, Médecins sans Frontières.

Avec la collaboration :

- de Hon. Stephen O'Brien, *member of Parliament, United Kingdom, Chair of the All Party Parliamentary Malaria Group (APPMG) and Shadow Minister for Health*;
- du professeur Marc Coosemans, chef du service Parasitologie, Institut de Médecine Tropicale Prince Léopold, Anvers (IMT);
- de M. Mikkel Vestergaard, *CEO, Vestergaard-Frandsen, first producer worldwide of Long Lasting Insecticidal Nets (LLINs)*;
- de Mme Anna Wang, vice president Public Affaires, et le docteur David Ubben, *director Clinical Development, Medicines for Malaria Venture*;
- de M. Sunil Mehra, *executive director, Malaria Consortium*.

*
* * *

4. Finances et Affaires économiques

Président : M. Jean-Marie Dedecker.

a. Législation

1. *Projets de loi adoptés*

- Projet de loi relatif à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial; n° 3-1292/1;
- Projet de loi relatif à l'établissement et au financement de plans d'action en matière de sécurité routière; n° 3-1427/1;
- Projet de loi portant assentiment de la Convention du 4 avril 2003 visant à mettre en oeuvre le programme du réseau express régional de, vers, dans et autour de Bruxelles; n° 3-1437/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1447/1;
- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle; n° 3-1459/1;
- Projet de loi relatif au Pacte de solidarité entre les générations; n° 3-1484/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1492/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1493/1;
- Projet de loi spéciale modifiant la matière imposable visée à l'article 94, 1°, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne la taxe de mise en circulation; n° 3-1494/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers; n° 3-1509/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances; n° 3-1510/1;
- Projet de loi instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles; n° 3-1574/1;
- Projet de loi instituant un Conseil de la concurrence; n° 3-1665/1;
- Projet de loi relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services; n° 3-1689/1;
- Projet de loi relatif à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux de fournitures et de services; n° 3-1690/1;
- Projet de loi modifiant l'article 220 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers et les articles 121, § 1er, 1°, et 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers; n° 3-1697/1;

- Projet de loi portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité; n° 3-1709/1;
- Projet de loi-cadre sur le port du titre professionnel d'une profession intellectuelle prestataire de services et sur le port du titre professionnel d'une profession artisanale; n° 3-1723/1;
- Projet de loi relative aux commissions et commissions de recours compétentes en matière de port du titre professionnel d'une profession intellectuelle prestataire de services; n° 3-1724/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1774/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1775/1;
- Projet de loi portant fusion de la Société fédérale d'investissement et de la Société fédérale de participations; n° 3-1796/1;
- Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux des 26 novembre 2004, 28 juin 2005, 12 juillet 2005, 15 décembre 2005 et 2 février 2006 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92; n° 3-1811/1;
- Projet de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat; n° 3-1815/1.

2. *Propositions de loi adoptées*

- Projet de loi relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (de M. Luc Willems); n° 3-377/1;
- Proposition de loi-cadre réglementant la protection du titre professionnel des professions intellectuelles prestataires de services agréées (de M. Jan Steverlynck); n° 3-837/1;
- Projet de loi modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle (de Mmes Margriet Hermans et Stéphanie Anseeuw); n° 3-1284/1;
- Projet de loi complétant l'article 149 du Code des droits de succession en ce qui concerne l'exonération de la taxe compensatoire des droits de succession pour les associations sans but lucratif qui rendent des zones naturelles accessibles au public (de Mme Mia De Schampelaere et consorts)); n° 3-1606/1.

3. *Résolutions adoptées*

- Proposition de résolution visant à garantir une meilleure assurabilité des malades chroniques et des personnes handicapées (de Mme Stéphanie Anseeuw et consorts); n° 3-1278/1;
- Proposition de résolution relative à la promotion de l'utilisation de Tax-on-web (de MM. André Van Nieuwkerke et Flor Koninckx); n° 3-1323/1;
- Proposition de résolution relative à l'image des femmes et des hommes dans la publicité (de Mme Marie-José Laloy et consorts);); n° 3-1341/1;

- Proposition de résolution en vue du Conseil ministériel de l'Agence spatiale européenne (ESA) des 5 et 6 décembre 2005 à Berlin (de M. Luc Willems et consorts); n° 3-1428/1;
- Proposition de résolution visant à soutenir les facteurs critiques de succès nécessaires à la réussite de l'e-société (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-1430/1;
- Proposition de résolution relative à la coopération entre l'administration fiscale fédérale et les communautés en vue d'optimiser l'octroi des allocations d'études (de M. André Van Nieuwkerke); n° 3-1450/1;
- Proposition de résolution visant à faire équiper les véhicules à moteur de phares de jour (de MM. Jacques Germeaux et Flor Koninckx); n° 3-1481/1;
- Proposition de résolution présentant des alternatives dans la problématique de l'aéroport de Bruxelles-National (de M. Jacques Germeaux); n° 3-1483/1;
- Proposition de résolution recommandant de compléter la réglementation de la circulation routière par des dispositions relatives à la veste de sécurité (de MM. Flor Koninckx et Ludwig Vandenhove); n° 3-1634/1;
- Proposition de résolution recommandant la modification, en ce qui concerne les règles de priorité, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (de la Commission des Finances et des Affaires économiques); n° 3-1703/1;
- Proposition de résolution recommandant la modification de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, en vue de permettre au détenteur d'un permis B de conduire une motocyclette d'une cylindrée maximale de 125 cm³ et d'une puissance maximale de 11 kW (de la Commission des Finances et des Affaires économiques); n° 3-1704/1;
- Proposition de résolution recommandant la modification de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, en vue d'assurer une meilleure sécurité aux deux-roues motorisés (de la Commission des Finances et des Affaires économiques); n° 3-1705/1.

4. *Projets et propositions de loi en discussion*

- Proposition de loi visant à permettre l'imputation du précompte immobilier pour les sociétés immobilières de service public (de M. Jean-François Istasse); n° 3-15/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 104 et 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dépenses déductibles pour les frais des maisons de repos ou MRS (de Mme Anne-Marie Lizin et M. Jean-Marie Happart); n° 3-19/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue d'assurer plus de transparence et de contrôle (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-36/1;
- Proposition de loi modifiant diverses dispositions en matière d'assurance dans le but de favoriser l'octroi de prêts hypothécaires pour certaines catégories de personnes (de M. François Roelants du Vivier); n° 3-37/1;

- Proposition de loi complétant le Code des taxes assimilées au timbre et la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, en ce qui concerne une taxe sur les mouvements internationaux de capitaux (de MM. Jean Cornil et Philippe Mahoux); n° 3-66/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 148sexies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue de permettre un contrôle préalable à la diffusion d'imprimés à caractère raciste, xénophobe ou négationniste(de MM. Jean Cornil et Philippe Mahoux); n° 3-68/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport terrestre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (de M. Louis Siquet); n° 3-76/1;
- Proposition de loi visant à instaurer un service de base en matière d'assurances (de MM. Francis Poty et Philippe Mahoux); n° 3-125/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité des frais d'adoption (de Mme Sabine de Bethune); n° 3-157/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne la réinsertion des prostitué(e)s (de Mme Sabine de Bethune); n° 3-161/1;
- Proposition de loi étendant le taux de TVA applicable à l'horticulture ornementale à la fourniture de plantes et de fleurs pour l'aménagement de jardins (de M. Ludwig Caluwé); n° 3-212/1;
- Proposition de loi instituant un Fonds pour la promotion du développement durable et complétant l'article 198 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de Mme Jacinta De Roeck) ; n° -252/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de MM. Didier Ramoudt); n° 3-348/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 11 mars 2003 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, en vue d'en étendre le champ d'application aux communications non sollicitées (de MM. Philippe Mahoux et Jean-François Istasse); n° 3-355/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 94 et 102 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en vue d'interdire tout acte commercial induisant en erreur un mineur sur ses droits et obligations (de Mme Marie-Hélène Crombé-Berton); n° 3-357/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 44 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (de M. Didier Ramoudt); n° 3-376/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des sociétés ainsi que l'article 1er de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-387/1;

- Proposition de loi modifiant l'article 115 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-391/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de réduire les charges fiscales grevant les immeubles (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-392/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 180 du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les régies communales autonomes et les régies provinciales autonomes (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-412/1;
- Proposition de loi créant un Fonds fédéral du sport et instaurant des chèques-sport (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-441/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de stimuler le recours aux chèques sport et culture (de M. Marc Wilmots et Mme Christine Defraigne); n° 3-489/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 34 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les rentes et pensions d'origine étrangère (de M. Christian Brotcorne); n° 3-495/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (de Mme Annemie Van de Casteele et M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-496/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de mieux prendre en compte la dépendance de nos aînés au niveau fiscal (de M. René Thissen et consorts); n° 3-520/1;
- Proposition de loi insérant un article 117 dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déductibilité des cotisations payées aux clubs sportifs (de M. René Thissen et consorts); n° 3-557/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de permettre la déduction des frais afférents aux immeubles d'habitations (de M. René Thissen et consorts); n° 3-568/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'augmenter le montant des dépenses pour la garde d'enfants déductible de l'ensemble des revenus et d'augmenter la quotité du revenu exemptée d'impôt pour les enfants atteints de maladies graves (de M. René Thissen et consorts); n° 3-574/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 25, C, de la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques et l'article 289ter du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre une majoration de la quotité exemptée d'impôts pour les enfants qui poursuivent des études dans l'enseignement supérieur ainsi qu'une majoration du crédit d'impôt (de M. René Thissen et consorts); n° 3-576/1;
- Proposition de loi instaurant des chèques-sport et culture (de Mme Caroline Gennez et M. Lionel Vandenberghe); n° 3-584/1;

- Projet de loi relative à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des montants prévus aux articles 1409, 1409bis et 1410 du Code judiciaire lorsque ces montants sont crédités sur un compte à vue (de MM. Philippe Mahoux et Francis Poty); n° 3-586/1;
- Proposition de loi instaurant une réduction d'impôt pour les travaux effectués à l'habitation personnelle en vue de pouvoir y passer ses vieux jours (de M. Hugo Vandenberghe); n° 3-587/1;
- Proposition de loi tendant à la création d'un registre éthique et d'une interdiction d'obtention de marchés publics pour les personnes physiques et morales ayant contrevenu à la loi du 30 juillet 1981 (de Mme Amina Derbaki Sbaï et M. Jean Cornil); n° 3-636/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 21, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, visant à assurer une meilleure transparence du calcul des primes d'accroissement et de fidélité afférentes aux comptes épargne (de M. Francis Poty et Mme Christiane Vienne); n° 3-669/1;
- Proposition de loi interdisant à toute société faisant appel public à l'épargne en Belgique de détenir une participation directe ou indirecte dans une société ayant un siège social dans un paradis fiscal (de M. Pierre Galand); n° 3-705/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 23 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'instaurer une formation spéciale aux gestes de premiers secours dans le cadre des épreuves relative à l'obtention du permis de conduire (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-751/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité des indemnités de déménagement accordées par l'employeur (de M. Ludwig Caluwé); n° 3-760/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 34 et 171 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les pensions, rentes et allocations en tenant lieu octroyées aux travailleurs frontaliers (de Mme Christiane Vienne); n° 3-778/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 105novies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue d'y introduire l'obligation de facturer les appels téléphoniques à la seconde (de Mme Christine Defraigne); n° 3-793/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les abattages rituels (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-808/1;
- Proposition de loi instituant auprès du service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie un Conseil de l'investissement socialement responsable (de M. Philippe Mahoux); n° 3-835/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 68ter à 68quinquies de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière (de M. Patrik Vankrunkelsven et consorts); n° 3-855/1;

- Proposition de loi insérant un article 419bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 relatif à l'ordre d'imputation des paiements, afin de lutter contre le surendettement (de Mme Clotilde Nyssens et M. Christian Brotcorne); n° 3-856/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 66bis du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de permettre la déductibilité des équipements en matière de sécurité liés à l'utilisation d'une motocyclette pour les déplacements professionnels (de M. Christian Brotcorne); n° 3-865/1;
- Proposition de loi visant à instaurer la prise en considération des aspects environnementaux dans les comptes annuels et rapports de gestion des sociétés : inscription comptable, évaluation et publication d'informations (de MM. Philippe Mahoux et Jean Cornil); n° 3-961/1;
- Proposition de loi complétant la réglementation de la circulation routière par des dispositions relatives à la veste de sécurité (de M. Flor Koninckx); n° 3-1012/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 43bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue d'étendre les compétences du service de médiation pour les télécommunications (de MM. Luc Willems et Jacques Germeaux); n° 3-1043/1;
- Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue d'organiser la publicité des rémunérations des dirigeants d'ASBL, de mutualités et d'unions nationales de mutualités et d'organisations syndicales (de Mme Christine Defraigne et consorts); n° 3-1058/1;
- Proposition de loi insérant, dans la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport terrestre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, un article 4bis et un article 4ter portant des dispositions spéciales relatives à la modification et à la transformation de véhicules (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-1066/1;
- Proposition de loi relative au mécénat (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-1086/1;
- Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en vue d'introduire, pour certaines infractions, une cause de justification dans le chef des médecins agissant en situation d'urgence (de Mme Christine Defraigne); n° 3-1092/1;
- Proposition de loi modifiant les articles 30 et 30bis de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, dans le but d'équiper les véhicules à moteur de phares de jour (de M. Jacques Germeaux et consorts); n° 3-1096/1;
- Proposition de loi relative aux appels à la générosité de la population et modifiant les articles 104 et 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de Mme Clotilde Nyssens et consorts); n° 3-1108/1;

- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir le mécénat d'entreprises (de M. Christian Brotcorne); n° 3-1132/1;
- Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prévenir la fraude liée aux sociétés de liquidité (de M. Jan Steverlynck); n° 3-1185/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 147 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la réduction d'impôt sur les pensions (de M. Jan Steverlynck); n° 3-1189/1;
- Proposition de loi portant scission et démantèlement de l'intégration verticale de la société Electrabel S.A., portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, et abrogeant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-1201/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 11 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, en ce qui concerne les limitations de vitesse (de M. Flor Koninckx); n° 3-1211/1;
- Proposition de loi visant à modifier l'article 21 du règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la vitesse minimale imposée sur les autoroutes (de Mme Anke Van dermeersch et Frank Creyelman); n° 3-1215/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 11.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, dans le but d'augmenter la limitation de vitesse en dehors des agglomérations, sur les autoroutes et sur les voies à quatre bandes, à 130 kilomètre à l'heure (de M. Jean-Marie Happart); n° 3-1220/1;
- Proposition de loi relative à l'imputation sur l'impôt des personnes physiques d'un crédit d'impôt de 20 euros lors de l'introduction d'une déclaration électronique (de Mme Stéphanie Anseeuw et Jean-Marie Dedecker); n° 3-1236/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 147 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de M. Berni Collas et Mme Annemie Van de Casteele); n° 3-1257/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue d'abolir les monopoles et de promouvoir la libre concurrence dans le secteur de la production d'électricité (de MM. Bart Martens et Luc Willems); n° 3-1272/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 et insérant un article 104bis dans le même code, en ce qui concerne l'obligation de publication relative à l'affectation des fonds (de Mme Annemie Van de Casteele); n° 3-1397/1;

- Proposition de loi assurant la gratuité de la clôture des comptes à vue auprès des établissements de crédit (de Mmes Joëlle Kapompolé et Olga Zrihen); n° 3-1406/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, relative aux accords collectifs de consommation (de Mmes Joëlle Kapompolé et Olga Zrihen); n° 3-1407/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 145/28 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de majorer la réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir un véhicule à faible consommation qui émet entre 105 et 115 grammes de CO2 par kilomètre (de M. Christian Brotcorne); n° 3-1456/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, visant à mieux encadrer les ouvertures de crédit afin de lutter efficacement contre le surendettement (de Mmes Olga Zrihen et Joëlle Kapompolé); n° 3-1501/1;
- Proposition de loi rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, visant à plafonner les taux annuels effectifs globaux maxima des ouvertures de crédit avec un support carte, afin de mieux lutter contre le surendettement (de Mmes Olga Zrihen et Joëlle Kapompolé); n° 3-1623/1.

b. Rapports annuels – Débats – Auditions

- Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les abattages rituels (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-808/1-4.- Audition de :
 - M. Sami Aldeeb, Docteur en droit, Institut suisse de droit comparé;
 - Mme Françoise Lambotte, Conseillère à l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB-VSGB);
 - M. Saïd Bouharrak, constructeur d'abattoirs;
- a) Proposition de loi relative au mécénat (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-1086/1.-
- b) Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir le mécénat d'entreprises (de M. Christian Brotcorne); n° 3-1132/1.- Audition de :
 - Mme Colette Plasman, *Managing Director Stratego Finance*;
 - Mme Chantal Pirlot, Administrateur délégué de la fondation Prométhéa;
 - Mme Stéphanie Houx, Allen en Overy LLP;
 - Mme Amélie d'Oultremont, *General Manager Fortis Foundation Belgium*;
 - Maître Olivier Binder, avocat au Barreau de Paris, cofondateur d'Admical (Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial);
- a) Proposition de loi relative aux appels à la générosité de la population et modifiant les articles 104 et 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 (de Mme Clotilde Nyssens et consorts); n° 3-1108/1.-

- b) Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 et insérant un article 104bis dans le même code, en ce qui concerne l'obligation de publication relative à l'affectation des fonds d'organisations qui font appel à des dons (de Mme Annemie Van de Casteele); n° 3-1397/1.- Audition de :
 - M. Erik Todts, président de l'Association pour une Éthique dans la Récolte de Fonds asbl (AERF);
 - M. Jean-Marie Piret, président de AMADE asbl (Association nationale belge des amis de l'enfance);
 - M. Jean Reynaert, directeur de *Coprogram vzw, Vlaamse federatie van NGO's voor ontwikkelingssamenwerking*;
 - Mme Pascale Blaes, Fédération belge contre le cancer asbl;
 - Mme Solange Orrego d'Acodex asbl;
- a) Proposition de résolution relative à l'avenir des centrales nucléaires pour l'approvisionnement énergétique du pays (de M. Frank Creyelman et Mme Anke Van dermeersch); n° 3-1178/1.-
- b) Proposition de loi portant scission et démantèlement de l'intégration verticale de la société Electrabel S.A., portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, et abrogeant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales (de M. Jean-Marie Dedecker); n° 3-1201/1.
- c) Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue d'abolir les monopoles et de promouvoir la libre concurrence dans le secteur de la production d'électricité (de MM. Bart Martens en Luc Willems); n° 3-1272/1.- Audition de :
 - Prof. Dr. Frank Deconinck, Président du Conseil d'Administration du CEN;
 - Mme Christine Vanderveeren, Présidente du CREG;
 - M. André Jurras, Administrateur délégué de Essent Belgium N.V.;
 - M. Luc Sterckx, CEO de SPE/Luminus;
 - M. Jean-Pierre Hansen, Administrateur délégué d'Electrabel;
- Proposition de loi assurant la gratuité de la clôture des comptes à vue auprès des établissements de crédit (de Mmes Joëlle Kapompolé en Olga Zrihen); n° 3-1406/1.- Audition de :
 - de M. Jozef Van den Nieuwenhof, directeur Organisation et Informatique bancaire, et de Mme Anne Demelenne, conseillère, Febelfin;
 - MM. Jean-Philippe Ducart, porte-parole, et Nico De Bie, conseiller Lobby & Presse, Test-Achats;

- Proposition de résolution visant à faire équiper les véhicules à moteur de phares de jour (de M. Jacques Germeaux et consorts); n° 3-1481/1.- Audition de :
 - M. Theo Beeldens, Directeur général de l'asbl *Motor Action Group Belgium (M.A.G Belgium)*;
 - M. Roger Renoy, Président du *MotorCycle Coucil (MCC)*;
- a) Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, visant à mieux encadrer les ouvertures de crédit afin de lutter efficacement contre le surendettement (de Mmes Olga Zrihen et Joëlle Kapompolé); n° 3-1501/1.-
- b) Proposition de loi rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, visant à plafonner les taux annuels effectifs globaux maxima des ouvertures de crédit avec un support carte, afin de mieux lutter contre le surendettement (de Mmes Olga Zrihen et Joëlle Kapompolé); n° 3-1623/1.- Audition :
 - d'un représentant de Test-Achats;
 - de M. Adriaan Meirsman, conseiller CRIOC;
 - de Mme Monique Van Dieren, représentante du "Centre Communautaire des équipes populaires";
 - de M. Bernard Beyens, membre du Bureau, et de M. Marc Dechèvre, Secrétaire général, de l'Union Professionnelle du Crédit (UPC).
- c. Divers (voyages, visites, rencontres)
 - Visite des « entreprises nucléaires » dans la région de Mol/Dessel (8 novembre 2005).

*
* *

5. Intérieur et Affaires administratives

Président : Ludwig Vandenhove.

a. Législation

1. Projets de loi adoptés

- Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 8 juillet 2005 entre l'État fédéral et la Région flamande concernant la création d'une structure de Garde côtière et la coopération au sein de celle-ci; n° 3-1364/1 et 2;
- Procédure d'évocation
Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1447/1-7;
- Procédure d'évocation
Projet de loi-programme; n° 3-1492/1-8;

- Procédure d'évocation
Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1493/1-7;
- Procédure d'évocation
Projet de loi-programme; n° 3-1774/1-9;
- Procédure d'évocation
Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1775/1-10;
- Procédure d'évocation
Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; n° 3-1786/1-4;
- Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers; n° 3-1787/1-5;
- Procédure d'évocation
Projet de loi modifiant la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de district et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale; n° 3-1802/1 et 3.

2. Résolutions adoptées

- Résolution relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie et, en particulier, contre l'antisémitisme (de M. François Roelants du Vivier et Mme Christine Defraigne); n° 3-553/1-6.

3. Projets et propositions de loi en discussion

- Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, en vue d'inclure sur la carte d'identité électronique les enregistrements en matière de dons d'organes (de Mme Erika Thijs); n° 3-1117/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques en vue de l'inscription de données relatives au don d'organes et au groupe sanguin sur la carte d'identité électronique (de Mme Marie-José Laloy); n° 3-1203/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, dans le but de permettre l'accès à une base de données médicales (de Mme Myriam Vanlerberghe et M. Ludwig Vandenhove); n° 3-1290/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 1er de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, en ce qui concerne les gardiens de musée (de Mme Fatma Pehlivan); n° 3-1153/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 180bis du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger (de Mme Christine Defraigne et consorts); n° 3-1609/1;

- Proposition de loi spéciale modifiant l'article 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 13 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger (de M. Hugo Coveliers et consorts); n° 3-283/1 et 2;
- Proposition de loi spéciale modifiant les articles 25 et 26bis de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et les articles 13 et 21 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vue de permettre aux Belges résidant à l'étranger de voter aux élections législatives régionales (de M. François Roelants du Vivier et consorts); n° 3-284/1-3;
- Proposition de loi modifiant plusieurs lois électorales, en vue d'accorder le droit de vote aux Belges qui résident à l'étranger (de M. Hugo Coveliers); n° 3-297/1-3;
- Proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue de permettre aux Belges résidant à l'étranger, en dehors des États membres de l'Union européenne, de voter aux élections européennes (de M. François Roelants du Vivier et Mme Christine Defraigne); n° 3-368/1;
- Proposition de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Conseil flamand et la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone, en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger pour l'élection du Conseil régional wallon et du Parlement flamand, du Conseil régional bruxellois et du Conseil de la Communauté germanophone (de M. François Roelants du Vivier et Mme Christine Defraigne); n° 3-438/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 180bis du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger (de Mme Christine Defraigne et consorts); n° 3-1609/1;
- Proposition de loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (de M. Stefaan Noreilde et consorts); n° 3-1734/1-3;
- Proposition de loi réglant l'utilisation de caméras de surveillance (de Mme Fauzaya Talhaoui); n° 3-1522/1.

b. Débats – Auditions – Échanges de vue – Rapports annuels

- Exposé par M. P. Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, sur ses intentions de politique générale.
- Surveillance par caméra; n° 3-1413/1.-
Audition de :
 - M. Jan Cappelle, directeur, Direction Sécurité Privée, SPF Intérieur;
 - Mme Bea Vossen, conseillère, Direction générale de la Politique de Sécurité et de Prévention;
 - M. Michel Parisse, président de la commission de la protection de la vie privée;
 - M. Nicholas Paelinck, chef de corps de la zone de police Littoral Ouest;

- M. Alain Linniers, service juridique de la police fédérale;
 - M. Paul Pataer, administrateur, *Liga voor Mensenrechten*;
 - M. Julien Pieret, président de la commission Justice de la Ligue des droits de l'homme;
 - représentants de la police fédérale;
 - professeur De Hert (VUB);
 - M. Johan De Becker, chef de corps de la police de la zone de Bruxelles-Ouest;
 - M. Freddy Carlier, chef de corps de la police de la zone de Gand;
 - représentants de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB).
- *Avec la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre des représentants :*
 Évaluation de l'organisation des services de secours; n° 3-901/1.-
 Rapport intérimaire de la commission de la réforme de la protection civile.-
Audition de :
- M. Patrick Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur;
 - M. Camille Paulus, gouverneur de la province d'Anvers et président de la commission de la réforme de la protection civile.-
- Rapport final de la commission de la réforme de la protection civile.-
Échange de vues avec :
- M. Patrick Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur;
 - M. Camille Paulus, gouverneur de la province d'Anvers et président de la commission de la réforme de la protection civile.
- *Réunion à huis clos :*
Audition avec des candidats à une fonction de conseiller d'État auprès du Conseil d'État.
- Proposition de loi complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir la participation aux élections (de M. Christian Brotcorne); n° 3-720/1.-
 Avis donné à la commission des Finances et des Affaires économiques.
- a) Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, en vue d'inclure sur la carte d'identité électronique les enregistrements en matière de dons d'organes (de Mme Erika Thijs); n° 3-1117/1;
- b) Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques en vue de l'inscription de données relatives au don d'organes et au groupe sanguin sur la carte d'identité électronique (de Mme Marie-José Laloy); n° 3-1203/1;
- c) Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, dans le but de permettre l'accès à une base de données médicales (de Mme Myriam Vanlerberghe et M. Ludwig Vandenhove); n° 3-1290/1.-
- Audition du :
- dr. Frank Van Gelder, coordinateur en matière de transplantation (*UZ Leuven*);
 - dr. Marie-Hélène Delbouille, coordinatrice en matière de dons d'organes (CHU Liège).

- Traite des êtres humains; n° 3-1038/1.-
Audition de :
 - M. Rudi Veestraeten, directeur général du Directorate général "Affaires consulaires", SPF Affaires étrangères;
 - M. Freddy Roosemont, directeur général de l'Office des Étrangers;
 - M. Paolo De Francesco, chef de service du service Traite des êtres humains, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
 - *Avec la commission des Migrations, des Réfugiés et de la Population de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe :*
La situation des travailleurs migrants dans les agences de travail temporaire.-
Audition de :
 - M. Denis Pennel, directeur général, *International Confederation of Private Employment Agencies (CIETT)*;
 - Mme Cathelene Passchier, *European Trade Union Confederation (ETUC)*;
 - M. Sten Petersen, *International Trade Organisation (ITO)*, Bureau Moscou;
 - de Mme Helen Lowry, *Migrant Rights Centre*, Irlande;
 - de M. Yuri Streltsov, *International Association "Labour Migration" (IALM)*, Moscou, Russie.
 - La délinquance juvénile et la problématique des grandes villes; n° 3-1688.-
 - 2 échanges de vues avec M. P. Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur;
 - échange de vues avec M. Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances.
 - Audition de M. Jozef De Witte, directeur, et Mme Eliane Deproost, directrice adjointe, du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
- c. Divers (voyages, visites, rencontres)
- dans le cadre des caméras de surveillance : visite au *Home Office*, à Londres, le 6 juillet 2005;
 - dans le cadre de la Présidence européenne : conférence des présidents des commissions de l'Intérieur, Vienne, le 10 avril 2006.

*

* *

6. Affaires sociales

Présidente : Mme Annemie Van de Casteele.

a. Législation

1. *Projets de loi adoptés*

- Projet de loi relative aux pensions des travailleurs indépendants; n° 3-1293/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1447/1;
- Projet de loi relatif au Pacte de solidarité entre les générations; n° 3-1484/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1492/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1493/1;
- Projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et la loi du 27 décembre 2005 portant des dispositions diverses; nr. 3-1539/1;
- Projet de loi modifiant l'article 38, § 3quater, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés; n° 3-1571/1;
- Projet de loi concernant l'utilisation des défibrillateurs automatiques "externes"; n° 3-1586/1;
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé; n° 3-1613/1;
- Projet de loi complétant l'article 4 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de garantir la qualité des produits vendus en pharmacie; n° 3-1614/1;
- Projet de loi portant révision de la législation pharmaceutique; n° 3-1615/1;
- Projet de loi relatif à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des Médicaments et des produits de santé; n° 3-1730/1;
- Projet de loi-programme; n° 3-1774/1;
- Projet de loi portant des dispositions diverses; n° 3-1775/1;

2. *Propositions de loi adoptées*

- Projet de loi désignant les représentants des infirmières à domicile à la commission de conventions infirmières-organismes assureurs; n° 3-336/1;
- Proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des seniors; n° 3-1027/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de réduire le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut être adopté; n° 3-1145/1;
- Proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes; n° 3-1440/1;

- Proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des aînés; n° 3-1641/1;

3. Résolutions adoptées

- Proposition de résolution visant à reconnaître les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées en Belgique les personnes âgées gay, lesbiennes et bisexuelles; n° 3-703/1;
- Proposition de résolution visant à une interdiction mondiale de la production et de l'utilisation de l'amiante; n° 3-771/1;
- Proposition de résolution sur la relation entre êtres humains et animaux et l'influence bénéfique de cette relation sur la santé humaine; n° 3-832/1;
- Proposition de résolution pour un meilleur soutien des soins palliatifs; n° 3-1349/1;
- Proposition de résolution relative à la position des femmes âgées; n° 3-1589/1;

4. Projets et propositions de loi et propositions de résolution en discussion

- Proposition de loi visant à autoriser l'accès à tous lieux ouverts au public de personnes handicapées et des animaux les accompagnant; n° 3-79/1;
- a) Proposition de loi modifiant les conditions de prise de cours de la pension de retraite anticipée pour les travailleurs indépendants; n° 3-98/1;
- b) Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en vue de supprimer le coefficient de réduction en cas de retraite anticipée; n° 3-335/1;
- c) Proposition de loi modifiant le coefficient de réduction de la pension anticipée des travailleurs indépendants; n° 3-1000/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants; n° 3-104/1;
- Proposition de loi permettant aux caisses d'assurances sociales de renoncer aux majorations portant sur les cotisations sociales dues par les travailleurs indépendants; n° 3-106/1;
- a) Proposition de loi relative au cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire; n° 3-249/1;
- b) Proposition de loi modifiant la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie et d'une indemnité pour cause de maladie ou d'invalidité; n° 3-359/1;
- c) Proposition de loi visant à supprimer les limitations des activités professionnelles autorisées aux retraités; n° 3-1188/1;
- d) Proposition de loi modifiant la législation sur les pensions en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie avec les revenus résultant de la poursuite d'une activité professionnelle; n° 3-172/1;

- e) Proposition de loi supprimant l'interdiction de cumul entre une pension et un revenu du travail pour les personnes âgées de plus de 65 ans et entre une pension de survie et un revenu du travail pour les bénéficiaires ayant des enfants à charge; n° 3-361/1;
- f) Proposition de loi supprimant l'interdiction du cumul entre revenus du travail et pensions de retraite et de survie; n° 3-1205/1;
- a) Proposition de loi modifiant la réglementation en matière de congé de deuil; n° 3-289/3;
- b) Proposition de loi instaurant le congé de deuil; n° 3-306/1;
- a) Proposition de loi créant un Ordre des médecins; n° 3-373/1;
- b) Proposition de loi créant l'Ordre des médecins; n° 3-413/1;
- c) Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins; n° 3-1035/1;
- a) Proposition de loi modifiant l'article 100bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue d'instaurer une réglementation uniforme en matière d'obligation alimentaire des enfants en cas d'admission de personnes âgées dans une maison de repos; n° 3-471/1;
- b) Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos; n° 3-517/1;
- c) Proposition de loi visant à améliorer l'application de l'obligation alimentaire en cas d'admission de parents en maison de repos; n° 3-805/1;
- a) Proposition de loi modifiant l'article 211 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994; n° 3-510/1;
- b) Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue de permettre aux organisations professionnelles non mixtes de médecins de participer aux élections médicales; n° 3-1282/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé; n° 3-555/1;
- Proposition de loi créant un Ordre des pharmaciens; n° 3-675/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, à la suite de la fixation de la majorité civile à dix-huit ans; n° 3-679/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants en vue d'y insérer des dispositions relatives au congé d'adoption et à l'allocation d'adoption pour les travailleurs indépendants; n° 3-695/1;

- Proposition de loi créant une banque-carrefour des chiens et instituant un Conseil consultatif des chiens dangereux; n° 3-697/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en ce qui concerne la réglementation en matière d'incapacité de travail pour les travailleurs indépendants; n° 3-723/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable; n° 3-727/1;
- a) Proposition de loi relative au recrutement et à la sélection des travailleurs; n° 3-752/1;
- b) Proposition de résolution relative à l'adoption d'un code de conduite garantissant l'anonymat des candidatures aux emplois; n° 3-1159/1;
- c) Proposition de loi relative au recrutement et à la sélection de travailleurs; n° 3-1179/1;
- d) Proposition de loi favorisant la participation proportionnelle des allochtones au marché du travail; n° 3-1316/1;
- a) Proposition de résolution relative à la prévention du cancer du sein; n° 3-792/3;
- b) Proposition de loi visant à établir des normes de qualité pour les cliniques du sein; n° 3-1362/1;
- a) Proposition de loi complétant l'article 34 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en vue de permettre le remboursement des frais d'accompagnement et de traitement médical de la surcharge pondérale et de l'obésité; n° 3-831/3;
- b) Proposition de résolution visant à mieux prendre en compte les risques de la surcharge pondérale et de l'obésité en termes de santé publique; n° 3-1602/1;
- Proposition de loi visant à instituer une commission de ruling social chargée de prendre des décisions préalables concernant le statut des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants; n° 3-841/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 131bis de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions afin de lier la pension minimum garantie pour travailleurs indépendants à la garantie de revenus aux personnes âgées; n° 3-861/1;
- Proposition de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail; n° 3-916/1;
- Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un plan fédéral d'action concernant les enfants, la santé et l'environnement; n° 3-941/1;
- Proposition de loi modifiant la réglementation relative à l'utilisation d'un défibrillateur automatique dans le cadre d'une réanimation; n° 3-1018/1;
- a) Proposition de résolution visant à renforcer le Fonds social mazout; n° 3-1056/3;
- b) Proposition de loi modifiant l'article 204 de la loi-programme du 27 décembre 2004 relatif au fonds mazout; n° 3-1140/1;

- Proposition de loi portant modification de l'article 44 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, en vue d'améliorer le régime de la pension libre complémentaire des indépendants; n° 3-1090/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'augmenter la peine en cas de sévices occasionnés à un animal; n° 3-1146/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne l'acquisition d'un animal de compagnie; n° 3-1147/1;
- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants en vue de la remise des intérêts de retard en cas d'accords de paiement conclus avec les caisses d'assurances sociales; n° 3-1187/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public; n° 3-1252/1;
- Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne l'enregistrement et l'identification des chevaux; n° 3-1285/1;
- a) La politique en matière de lutte contre la pauvreté; n° 3-1306/1;
- b) Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale en vue de garantir les droits fondamentaux des personnes bénéficiant d'une aide d'un centre public d'aide sociale et notamment des sans-abri; n° 3-71/1;
- c) Proposition de loi visant à instaurer un complément logement au revenu d'intégration; n° 3-251/1;
- d) Proposition de résolution visant à créer un numéro vert en vue de faciliter l'accès aux sans-abri des structures mises à leur disposition afin de leur procurer l'aide de première nécessité, notamment un logement pour passer la nuit; n° 3-1338/1;
- Proposition de loi visant à réglementer les banques de sang de cordon; n° 3-1309/1;
- Proposition de loi modifiant l'article 100bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, en ce qui concerne la fixation de la part d'enfant en cas de recouvrements; n° 3-1314/1;
- Proposition de résolution visant à initier des pistes de réflexions et d'actions pour une politique cohérente et intégrée en matière de maladies environnementales; n° 3-1348/1;
- Proposition de loi visant à établir des normes de qualité pour les cliniques du sein; n° 3-1362;
- Proposition de loi modifiant l'article 8bis de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, en vue de réduire le délai de confirmation d'un handicap; n° 3-1473/1;

- Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de déontologie des professions des soins de santé et fixant les principes généraux pour la création et le fonctionnement des Ordres des professions des soins de santé; n° 3-1519/1;
 - La libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne; n° 3-1526/1;
 - Proposition de loi visant à compléter la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'action sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies, en vue de préciser la notion de politique sociale préventive en matière d'énergie; n° 3-1555/1;
 - Proposition de loi complétant l'article 10 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue d'obliger le vendeur d'animaux à informer l'acheteur particulier quant aux caractéristiques adultes de l'animal à acquérir ainsi qu'à l'espace de vie nécessaire à ce dernier; n° 3-1564/1;
 - Proposition de résolution visant à prévoir l'obligation d'informer l'acheteur particulier quant aux caractéristiques adultes de l'animal à acquérir ainsi qu'à l'espace de vie nécessaire à ce dernier; n° 3-1565/1;
 - Proposition de résolution relative à la position des femmes âgées; n° 3-1589/1;
 - Proposition de résolution relative à la sélection participative d'indicateurs pour le développement durable en Belgique; n° 3-1607/1;
 - Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté infantile; n° 3-1629/1;
 - Proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des aînés; n° 3-1641/1;
 - Proposition de résolution relative à l'accessibilité de l'hadronthérapie aux patients belges atteints du cancer; n° 3-1682/1;
- b. Débats – Auditions – Échanges de vues – Rapports annuels
- La politique en matière de familles et de personnes handicapées;
 - Échange de vues avec Mme G. Mandaila Malamba, secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées.
 - La politique en matière de titres-services;
 - Échange de vues avec M. P. Vanvelthoven, ministre de l'Emploi.
 - La politique en matière de lutte contre la pauvreté; n° 3-1306.
 - Le logement des demandeurs d'asile;
 - Échange de vues avec M. Ch. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances.
 - La stratégie européenne de croissance et d'emploi (Stratégie de Lisbonne);
 - Échange de vues avec M. Günter Verheugen, Vice-président de la Commission européenne chargé de l'Entreprise et de l'Industrie.
 - Le plan d'accompagnement des chômeurs;
 - Échange de vues avec M. P. Vanvelthoven, ministre de l'Emploi.

- Les résultats de la 11ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques;
 - Échange de vues avec M. Bruno Tobbacq, ministre de l'Environnement et des Pensions.
- La politique fédérale de développement durable;
 - Échange de vues avec Mme Els Van Weert, secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale.
- La problématique du dopage;
 - Échange de vues avec M. R. Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.
- Le pacte de solidarité entre générations;
 - Échange de vues avec M. B. Tobbacq, ministre de l'Environnement et ministre des Pensions.
- Le pacte de solidarité entre générations et la déclaration de politique générale du gouvernement fédéral;
 - Échange de vues avec Mme S. Laruelle, ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture.
- Présentation de l'agenda du prochain Conseil environnement de l'Union européenne.
- Le débat sur la fin de carrière;
 - Échange de vues avec M. P. Vanvelthoven, ministre de l'Emploi.
- La stratégie de vaccination du Gouvernement belge;
 - Échange de vues avec M. R. Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.
- Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les abattages rituels; n° 3-808/1;
 - Avis rendu à la commission des Finances et des Affaires économiques.
- Proposition de résolution relative à l'accessibilité de l'hadronthérapie aux patients belges atteints du cancer; n° 3-1682/1;
 - Audition :
 - de M. Paul Jacquet de Haveskercke, directeur général de la Fondation contre le Cancer;
 - de Mme Germaine Heeren, Coordinatrice, Réseau européen pour la thérapie par les ions;
 - du prof. Yolande Lievens, chef de clinique adjoint Oncologie, *UZ Gasthuisberg*;
 - de M. Wilfried Deneve, *Universiteit Gent*;
 - de M. Roger De Croock, *projectmanager*.

- a) Proposition de loi complétant l'article 34 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en vue de permettre le remboursement des frais d'accompagnement et de traitement médical de la surcharge pondérale et de l'obésité; n° 3-831/3;
- b) Proposition de résolution visant à mieux prendre en compte les risques de la surcharge pondérale et de l'obésité en termes de santé publique; n° 3-1602/1;
- Audition :
 - de Mme Annick Hirschböck, asbl *Lokaal gezondheidsoverleg (LOGO)* région de Louvain;
 - du dr. Danielle Moens, diététicienne;
 - de Mme Ann Tanghe, psychologue, *Obesitasteam Zeepreventorium vzw De Haan*;
 - du dr. Walter Burniat, pédiatre, Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola;
 - de M. Nicolas Guggenbühl, diététicien-nutritionniste;
 - de M. Jean-Paul Allonsius, BOLD, Association belge de patients obèses.
- La libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne;
 - Échange de vues avec :
 - M. P. Vanvelthoven, ministre de l'Emploi;
 - S.E. Dr. Ion Jinga, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Roumanie;
 - S.E. M. Iwo Byczewski, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Pologne;
 - M. Marc Vanheukelen, chef du cabinet adjoint du ministre des Affaires étrangères.
 - a) Proposition de résolution relative à l'adoption d'un code de conduite garantissant l'anonymat des candidatures aux emplois; n° 3-1159/1;
 - b) Proposition de loi relative au recrutement et à la sélection de travailleurs; n° 3-1179/1;
 - c) Proposition de loi favorisant la participation proportionnelle des allochtones au marché du travail; n°3-1316/1;
 - Audition :
 - de M. Jozef de Witte, directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;
 - du prof. dr. Marc De Vos, *Vakgroep Sociaal Recht, Universiteit Gent*;
 - de Mme Ann Cattelain, directeur, Federgon, *Recruitment, Search and Selection*;
 - de M. Jan Keuleers, directeur Ressources humaines, Euroclean;
 - du prof. Albert Martens, *Centrum voor Sociologisch Onderzoek, KULeuven*.

- a) Proposition de résolution relative à la prévention du cancer du sein; n° 3-792/3;
- b) Proposition de loi visant à établir des normes de qualité pour les cliniques du sein; n° 3-1362/1;
- Audition :
 - du dr. Luc Proot, *algemene, kinder- en vaatheelkunde, AZ Sint-Jan AV*;
 - du dr. Fabienne Liebens, vice-présidente, Europa Donna Belgium asbl (Coalition européenne contre le cancer du sein);
 - du dr. Birgit Carly, *European delegate*, Europa Donna Belgium asbl (Coalition européenne contre le cancer du sein);
 - du dr. Jean-Marie Nogaret, Institut Jules Bordet, Clinique chirurgie mammaire et pelvienne;
 - du prof. Simon Van Belle, chef de service oncologie médicale, *UZGent*, et président du Collège d'oncologie;
 - du prof.dr. Patrick Neven, chef de clinique adjoint, *Multidisciplinair Borstcentrum, UZ Leuven*.
- La problématique de la grippe aviaire;
 - Échange de vues avec M. P. Vantemsche, administrateur délégué de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA), et avec Mme I. Van Vlaenderen, collaborateur de cabinet de M. R. Demotte, ministre des Affaires sociales et la Santé publique;
 - Audition :
 - de M. Jo Indekeu, premier secrétaire d'ambassade au SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et coopération au développement, représentant de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères;
 - de M. Jean Plum, membre du Conseil supérieur de l'Hygiène;
 - du dr. Marc Van Ranst, virologue, département virologie et immuno., *KULeuven*;
 - du dr. Fernande Yane et du dr. Germaine Hanquet, virologues, Institut national scientifique de Santé publique;
 - du dr. Piet Vanthemsche, administrateur-délégué de l'AFSCA;
 - du dr. Thierry Vandenberg, chef du département de maladies des animaux de petit élevage, CERVA.
- a) Proposition de loi relative au recrutement et à la sélection des travailleurs; n° 3-752/1;
- 1. b) Proposition de résolution relative à l'adoption d'un code de conduite garantissant l'anonymat des candidatures aux emplois; n° 3-1159/1;
- c) Proposition de loi relative au recrutement et à la sélection de travailleurs; n° 3-1179/1;
- d) Proposition de loi favorisant la participation proportionnelle des allochtones au marché du travail; n° 3-1316/1;
- Audition :
 - de M. Paul Windey, président, Conseil national du Travail;
 - de M. Thierry Derycke, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons, FOREM;
 - de M. Luc Schingtienne, chargé de mission au Pacte territorial pour l'emploi en Région de Bruxelles-capitale, ORBEM;

- de M. Fons Leroy, administrateur général, *VDAB*.
- Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les abattages rituels; n° 3-808/1;
 - Audition :
 - de M. Sami Aldeeb, docteur en droit, Institut suisse de droit comparé;
 - de Mme Françoise Lambotte, conseillère à l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB-VSGB);
 - de M. Saïd Bouharrak, constructeur d'abattoirs.
- a) La politique en matière de lutte contre la pauvreté; n° 3-1306/1;
- b) Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale en vue de garantir les droits fondamentaux des personnes bénéficiant d'une aide d'un centre public d'aide sociale et notamment des sans-abri; n° 3-71/1;
- c) Proposition de loi visant à instaurer un complément logement au revenu d'intégration; n° 3-251/1;
- d) Proposition de résolution visant à créer un numéro vert en vue de faciliter l'accès aux sans-abri des structures mises à leur disposition afin de leur procurer l'aide de première nécessité, notamment un logement pour passer la nuit; n° 3-1338/1;
 - Audition :
 - de Mme Anne Devresse, présidente de l'Association des maisons d'accueil et des services aux sans-abri (AMA);
 - de M. Jean Peeters, Front commun SDF;
 - de M. Philippe De Craene, Volvox;
 - de Mme Paula Bemelmans et M. Dirk Vandergoten, Fondation Sant'Egidio;
 - de M. Johnny De Mot, prêtre de l'église N.D. du Bon-Secours, Bruxelles;
 - de Mme Pascale Perais, directrice de l'asbl CASU.
- La fonction de médiateur dans la psychiatrie;
 - Audition :
 - de Mme Ilse Weeghmans, coordinatrice *Vlaams Patiëntenplatform vzw*;
 - de M. François Wyngaerden, coordinateur, et Mme Christine Decantère, administratrice, asbl Psytoyens, plate-forme de patients en Santé Mentale;
 - de M. Paul Arteel, directeur de la *Vlaamse Vereniging Geestelijke Gezondheid (VVGG)* et Mme Anita Duprez, ancienne collaboratrice de la *VVGG* et médiateur externe pour la province du Limbourg.

- La problématique de la représentativité des organisations professionnelles de médecins au sein de l'INAMI et la participation de celles-ci aux élections;
 - Audition :
 - de M. Perl, président de la commission nationale médico-mutualiste;
 - du dr. M. Moens, président du conseil d'administration de l'ABSyM;
 - du dr. Vandermeeren, président du comité directeur du CARTEL, président du conseil national du GBO;
 - du dr. Rutsaert, président de l'ASGB;
 - du dr. Roelandt, président de l'UHAK;
 - du dr. Moermans, membre du bureau du SVH;
 - du dr. Piet Vanden Bussche, président *Vlaams Huisartsenparlement*;
 - du dr. Jos De Smedt, président de la WVVH;
 - du dr. Jean-Claude Hariga, médecin généraliste, membre du syndicat DOMINO;
 - du dr. Gruwez, président honoraire VBS-GBS.
- a) Proposition de résolution sur la relation entre êtres humains et animaux et l'influence bénéfique de cette relation sur la santé humaine; n° 3-832/1;
- b) Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en vue de réduire le délai d'attente après lequel un chien abandonné peut être adopté; n° 3-1145/1;
- c) Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'augmenter la peine en cas de sévices occasionnés à un animal; n° 3-1146/1;
- d) Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne l'acquisition d'un animal de compagnie; n° 3-1147/1;
 - Audition :
 - de M. Georges Potelle, président de l'ANSPA (Association nationale des sociétés de protection animale);
 - de M. Montegnies, directeur du refuge "Animaux en péril";
 - de Mme Françoise Sion, projects coordinator, asbl "Ethologia";
 - de Mme An Franssen, instructeur de chiens et ergothérapeute.
- Journée Mondiale du Diabète;
 - Échange de vues avec M. R. Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;
 - Audition :
 - du prof.dr. Chantal Mathieu, *KULeuven*, présidente de la *Vlaamse Diabetes Vereniging vzw*;
 - de M. Philippe Rees;
 - du prof.dr. Bart Keymeulen, *VUB*;
 - du dr. Krzentowski, CHU Charleroi, président de l'Association Belge du Diabète;
 - de M. Stijn Deceukelier, directeur de la *Vlaamse Diabetes Vereniging vzw*.

c. Divers (voyages, visites, rencontres)

- Voyage d'études en Roumanie et en Pologne

Une délégation de 8 personnes de la Commission des Affaires sociales a effectué un voyage d'études en Roumanie et en Pologne du 6 au 10 février 2006.

Ce voyage a été organisé dans le cadre de l'étude de l'impact sur le marché belge de l'emploi de la libre circulation des travailleurs issus des nouveaux États membres de l'Union européenne. Le gouvernement belge devait en effet décider avant le 1er mai 2006 d'une éventuelle prolongation des mesures de transition qui étaient en vigueur. Les membres de la délégation ont en outre porté un intérêt particulier à l'organisation des soins de santé en Roumanie et en Pologne.

- Journée d'étude « Environnement et maladies chroniques : un défi pour la santé publique » - 17 janvier 2006.

*

* *

7. Commission spéciale “Mondialisation”

Président : M. Pierre Galand.

a. Débats, auditions et formulation de recommandations

La commission s’est penchée sur six thèmes majeurs, selon le cas, en collaboration avec la commission spéciale « Mondialisation » de la Chambre des représentants. Il s’agit du commerce équitable (n° 3-867/1 e.s.), des paradis fiscaux (n° 3-1029/1), du *Doha Round* (n° 3-1409/1 e.s.), de la problématique de la dette des pays en voie de développement (n° 3-1432/1), du rôle des institutions financières internationales (IFI) dans la politique du développement (n° 3-1516/1) et de l’Accord de partenariat européen (APE) (n° 3-1728/1) :

- Le commerce équitable; n° 3-867/1 e.s.- Publication d’un rapport d’auditions tenues pendant de la session précédente ;
- Les paradis fiscaux ; n° 3-1029/1.- Auditions organisées par la Commission spéciale « Mondialisation » de la Chambre des représentants ;
- *Le Doha Round*; n° 3-1409/1.- Auditions :
 - M. Marc Maes, représentant d’11.11.11;
 - M. Thierry Kesteloot, représentant d’Oxfam-Solidarité;
 - M. Xavier Delwarte, représentant de la Fédération Unie de Groupements d’Elevateurs et d’Agriculture (FUGEA);
 - M. Ignace Coussement, représentant du Boerenbond (BB);
 - M. Christopher Wilson, Trade Policy Attaché at the US Mission to the EU ;
- La problématique de la dette des pays en voie de développement; n° 3-1432/1.- Auditions :
 - M. O. Henin, responsable de la Cellule des marchés financiers et internationaux au cabinet de M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances;
 - M. F. Godts, administrateur des Questions financières internationales et européennes (Trésorerie), Service public fédéral Finances;
 - Dr. Vandana Shiva, Director of the Research Foundation for Science, Technology and Ecology, New Delhi, India;
 - M. P. Brusten, collaborateur de M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement ;
- Le rôle des institutions financières internationales (IFI) dans la politique du développement (n° 3-1516/1).- Auditions :
 - Mme Francine Mestrum, professeur à l’ULB et la UGent;
 - M. Pierre Klein, professeur à l’ULB;
 - M. John Van Daele, journaliste au mensuel MO;
 - M. Alex Wilks, coordinateur à EURODAD (European Network on Debt and Development) ;
 - M. Willy Kiekens, Executive Director au Fonds monétaire international (FMI);
 - M. Gino P. Alzetta, Executive Director de la Banque mondiale ;

- M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances ;
- M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au Développement ;
- Les Accords de partenariat européen (APE) (n° 3-1728/1).- Auditions :
 - M. Jacques Wunenburger, chef d'unité en charge des APE (Accords de Partenariat Economique), direction générale du commerce à la Commission Européenne;
 - M. Geert Laporte, coordinateur de programme, responsable des relations institutionnelles, European Centre for Development Policy Management;
 - M. Marc Maes, chargé des politiques commerciales européennes 11.11.11 - Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging.-
 - S.E.M. Sutiawan Gunessee, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Maurice;
 - M.Fernando Matos Rosa, honorary representative of the European Business Council Africa-Meditarrenean (EBCAM);
 - Mme Gabriëlle Clotuche, conseillère chargée du dossier APE à la Confédération européenne des syndicats (CES-ETUC) ;

b. Visites - Rencontres

- visite à Oxfam et Magasins du Monde (Wavre et Gand) ;
- visite à l'OMC et la CNUCED (voyage d'études à Genève) ;
- rencontre avec Douwe Egberts (le commerce équitable, n° 3-867/1 e.s.) ;
- rencontre avec Efico Foundation (le commerce équitable, n° 3-867/1 e.s.).

c. Colloque

La commission a organisé, le 16 mai 2006, un colloque sur le « Microfinancement ». Ce colloque a été tenu en présence de S.A.R. la Princesse Mathilde.

*

* *

8. Groupe de travail “Bioéthique”

Président : M. Patrik Vankrunkelsven.

a. Législation

1. Propositions de loi en discussion

- Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation; n° 3-97/1;
- Proposition de loi relative à la stérilisation contraceptive et thérapeutique; n° 3-419/1;

2. Avis adoptés

- Proposition de loi visant à réglementer les banques de sang de cordon; n° 3-1309/1;
- Proposition de loi relative aux mères porteuses; n° 3-417/1;
- Proposition de loi réglementant la maternité de substitution; n° 3-1230/1;
- Proposition de loi relative aux mères porteuses; n° 3-1271/1;

b. Débats – Auditions – Échanges de vues

- La problématique de l'acharnement thérapeutique chez les nouveau-nés;
 - Auditions :
 - du dr. Eduard Verhagen, pédiatre, *Universitair Medisch Centrum Groningen*;
 - du professeur Luc Deliens, sociologue, Department of Medical Sociology and Health Sciences, et président du Onderzoeksgroep Zorg rond het levenseinde, VUBrussel;
 - du professeur Christian Debauche, chef de clinique, service de néonatalogie, Cliniques Universitaires Saint-Luc;
 - du professeur Jacques Rigo, chef du service de néonatalogie, CHU Liège;
 - du professeur Hugo Devlieger, service des soins intensifs néonataux, UZ Leuven;
 - du professeur Christel Van Geet, chef de l'hôpital des enfants, UZ Leuven.
- Le rapport d'activités des comités de bioéthique locaux pour les années 2002, 2003 et la période du 1/1/2004 au 30/4/2004;
 - Audition :
 - de M. Léon Cassiers, ancien président du Comité consultatif de bioéthique;
 - de Mme Micheline Roelandt, ancienne présidente du Comité consultatif de bioéthique;
 - de M. Axel Liégeois, faculté de théologie de la *KULeuven*, commission d'éthique locale du *Neuro-Psychiatrisch Centrum Sint-Camillus, Sint-Denijs-Westrem*.

- Proposition de loi relative à la stérilisation contraceptive et thérapeutique; n° 3-419/1;
 - Auditions :
 - du dr. Michel Dubois, gynécologue, Centre Hospitalier Régional de la Citadelle, Liège;
 - de Mme Micheline Roelandt et de M. Leon Cassiers, membres du Comité consultatif de bioéthique.

- Proposition de loi visant à réglementer les banques de sang de cordon; n° 3-1309/1;
 - Audition :
 - du professeur Yves Beguin, directeur médical de la banque de sang de cordon de l'ULg;
 - de M. Marc Waeterschoot, biologiste clinique, directeur de CRYO-SAVE Labs.

*
* *

9. Groupe de travail “Vieillessement de la population”

Présidente : Mme Christel Geerts.

En application de l’article 26 du Règlement du Sénat, un groupe de travail “Vieillessement de la population” a été créé, le 29 janvier 2004, qui a pour mission de rendre un avis sur des propositions de loi, lorsqu’une commission en fait la demande. Le groupe de travail, qui s’est réuni une première fois le 18 mars 2004, peut également traiter des thèmes de sa propre initiative mais ne peut cependant voter des projets ou propositions de loi, ni des amendements.

Avis rendus à la commission des Affaires sociales :

- Proposition de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des seniors; n° 3-1027/1;
 - Échange de vues avec M. Ch. Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances;
 - Auditions de :

- M. Jul Geeroms, secrétaire de *OOK-Vlaamse Ouderenraad*, et de M. Pieter Vanparys, vice-président de *OOK*;
 - M. Christian Dhanis, président de la CAS, et de Mme Renée Coen, vice-présidente de la CAS;
 - M. Luc Jansen, président du Comité consultatif pour le secteur des pensions;
 - Mme Estelle Ceulemans, collaboratrice du cabinet de M. Rudy Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;
 - M. Pierre Rondal, Conseil wallon du troisième âge;
 - M. Alphonse Radermecker, président du *Rat der Seniorinnen und Senioren*;
 - Mme Hélène Aronis-Brykman, présidente Section "Hébergement", Conseil consultatif bruxellois, francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.
- Proposition de résolution relative à la position des femmes âgées; n° 3-1589/1;
- Auditions de :
 - M. Oswald Van Ooteghem et Mme Mie Moerenhout, *OOK-Vlaamse Ouderenraad*;
 - Mme Renée Coen, vice-présidente de la C.A.S.;
 - Mme Herlindis Moestermans, collaboratrice du *Nederlandstalige Vrouwenraad*;
 - Mme Marie-Noëlle Vroonen-Vaes, vice-présidente du Conseil des Femmes Francophones de Belgique;
 - Mme Khadija Aznag, *Steunpunt allochtone meisjes en vrouwen*;
 - Mmes Nouzha Bensalah et Rachida El Idrissi, représentantes du Groupe Féminin Pluriel - Commission Femmes Maghrébines.

*

* *

10. Groupe de travail « Espace »

Président : M. François Roelants du Vivier

Le Sénat a créé, le 3 février 2004, le Groupe de travail « Espace », qui succède ainsi au premier groupe de travail créé le 13 juillet 2000 à l'instigation du Président du Sénat, M. Armand De Decker.

Formellement, le groupe de travail est une « sous-commission » de la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat, mais il jouit d'une grande autonomie. Cela donne un organe qui associe à ses activités, outre les membres, des représentants des institutions européennes pertinentes, du gouvernement fédéral, du monde scientifique et de l'industrie. Les membres belges du Parlement européen participent également aux travaux. Le Comité d'avis chargé des questions scientifiques et technologiques de la Chambre des représentants prend part lui aussi aux activités. Le groupe de travail s'inscrit ainsi dans la mission de réflexion du Sénat.

Au cours de cette législature, le groupe de travail souhaite attirer l'attention sur les points suivants :

- la politique spatiale européenne et la coopération entre la Commission européenne et l'ASE;
- l'importance de l'espace pour l'industrie et le monde scientifique en Belgique ;
- l'information véhiculée par les médias dans le domaine de l'espace ;
- la mobilisation de la jeunesse autour du projet spatial (éducation, futures carrières, actions destinées à motiver les jeunes à choisir des études en sciences exactes, etc).

Afin de récolter les informations nécessaires sur l'évolution du secteur, le groupe de travail a organisé des auditions avec :

- des représentants du secteur spatial belge, en préparation de la 7^{ème} Conférence interparlementaire européenne de l'Espace à Paris du 15 au 18 juin 2005, le 9 juin 2005 – Sénat 3-1320/1 ;
- Mme Françoise Bouzitat (Directeur financier d'Arianespace), concernant l'importance stratégique pour l'Europe d'un accès autonome à l'espace, le 7 juillet 2005 – Sénat 3-1322/1 ;
- M. Marc Verwilghen (ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique) concernant la préparation du Conseil ministériel de l'ASE à Berlin, le 17 novembre 2005 – Sénat 3-635/2 et Sénat 3-1428. En préparation au Conseil ministériel de l'ASE, le Sénat a adopté une résolution visant à fixer les lignes directrices de la position belge durant le Conseil ;
- M. Marc Verwilghen (ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique), concernant les résultats du Conseil ministériel de l'ESA à Berlin, le 19 janvier 2006 – Sénat 3-635/3 ;
- M. Philippe Busquin (Président de l'Intergroupe Ciel et Espace du Parlement européen), concernant la politique spatiale européenne, le 9 février 2006 – Sénat 3-635/4 ;
- M. Michel Praet (Chef de cabinet du Directeur général de l'ESA à Bruxelles), concernant la politique spatiale européenne, le 9 mars 2006 – Sénat 3-635/5 ;
- Mme Françoise Le Bail (Directeur général adjoint de la Commission européenne, DG Industrie), concernant le rôle de la Commission européenne dans la politique spatiale européenne, le 3 mai 2006 – Sénat 3-635/6 ;
- M. Herbert von Bose (Commission européenne, DG Industrie, Chef d'Unité 'politique spatiale'), concernant l'espace, la sécurité et la défense, le 6 juillet 2006 – Sénat 3-968/1.

Des rencontres ont été organisées avec :

- des représentants d'Arianespace, au Sénat, le 16 novembre 2005 ;
- M. Karel Van Miert, ancien médiateur pour Galileo, et des représentants de l'industrie belge active dans le programme Galileo, au Sénat, le 15 décembre 2005.

Certains membres ont représenté le groupe de travail lors de plusieurs conférences et événements, dont :

- « Journée de l'Air », Euro Space Center, Redu, 24 juillet 2005 ;
- « Nuit des étoiles », Euro Space Center, Redu, 10 août 2005 ;
- « De la montgolfière à la fusée Ariane – l'Europe de la science au 18e siècle et aujourd'hui », Domaine du Château de Seneffe, 21 – 25 septembre 2005 ;
- « European Aeronautics and Space in Belgium », Palais des Académies, Bruxelles, 7 octobre 2005 ;
- « ERRIN Seminar on Space Research : Regional Dimension of Space Research », Bruxelles, 19 octobre 2005 ;
- Réunion d'information concernant la préparation du Conseil de l'ASE à Berlin (5-6 décembre 2005), Planétarium, Bruxelles, 25 octobre 2005 ;
- « VRI Workshop : Looking for alternative industrial space strategies », Palais des Académies, Bruxelles, 27 octobre 2005 ;
- 25 ans d'Arianespace, Sénat de Belgique, Bruxelles, 16 novembre 2005 ;
- « Les vols habités russes : témoignages des cosmonautes Sergueï Zaliotine et Frank De Winne », Planétarium, Bruxelles, 22 février 2006 ;
- « L'astronomie au féminin », Euro Space Center, Redu, 8 mars 2006 ;
- Conférence sur l'espace par MM. Dirk Frimout et Frank De Winne, Saint-Trond, 16 mai 2006, avec contribution du vice-président du groupe de travail, M. Ludwig Vandenhove ;
- « De sterren voor iedereen toegankelijk », Europlanetarium Genk, 20 mai 2006 ;
- « Space Science and Exploration » et « La place de l'Europe dans la stratégie spatiale mondiale », conférences par M. Roger-Maurice Bonnet, Directeur de l'Institut international des sciences spatiales à Berne, Centre Spatial de Liège, 22 – 23 mai 2006 ;
- Inauguration d'une maquette Ariane IV et d'une balade des légendes, Euro Space Center, Redu, 23 mai 2006 ;
- « Wallonia Space Days », Université de Liège, 28 – 29 mai 2006 ;
- « Role of Space in Security Operations » - présentation d'un DVD, Bruxelles, 6 juin 2006, avec contribution du président du groupe de travail, M. François Roelants du Vivier ;
- « Recherche spatiale et innovation : comment décrocher la lune », conférence par Mme Claudie Haignéré, astronaute, et M. Philippe Busquin, membre du Parlement européen, Euro Space Center, Redu, 26 juin 2006 ;
- Journée de l'air et de l'espace, Euro Space Center, Redu, 23 juillet 2006.

Les visites suivantes ont été organisées :

- visite à Alcatel Alenia Space, Rome, 23 novembre 2005 ;
- visite du Centre spatial guyanais et suivi du lancement des satellites Thaicom 5 et Satmex 6, Kourou (Guyane française), 23 – 28 mai 2006.

Le groupe de travail représente le Sénat de Belgique à la Conférence interparlementaire européenne sur l'Espace (CIEE). Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un forum de coopération européen au sein duquel sont représentés les groupes parlementaires chargés de l'espace en Belgique, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni. Créés en 1999, ces groupes se réunissent tous les six mois pour discuter de la politique spatiale européenne. En 2006, la République tchèque a adhéré à la CIEE.

En 2006, le Groupe de travail « Espace » du Sénat a présidé la CIEE. Dans ce cadre, trois événements ont été organisés :

- Le mercredi 26 avril 2006, la présidence belge de la CIEE a organisé au Sénat belge, en collaboration avec le Service de la Politique scientifique fédérale et l'Université de Louvain (KUL), un colloque sur le droit spatial, intitulé "Vers un cadre légal pour les activités spatiales et leurs applications : perspectives belges, comparatives et européennes". L'avant-midi a été consacré à l'étude des différentes législations nationales en matière spatiale et à l'examen de possibles initiatives européennes. L'après-midi a porté sur les implications juridiques de l'utilisation des applications spatiales dans les politiques de transport, d'environnement et de sécurité.
- La 8e Conférence interparlementaire européenne de l'Espace, sous la présidence belge, s'est tenue du lundi 12 au mercredi 14 juin 2006, au Parlement belge. Des délégations des parlements nationaux des pays membres de l'ASE, de l'UE et des principaux pays concernés par l'espace, ainsi que des représentants des différents organes internationaux compétents, des représentants du monde scientifique et de l'industrie, ont participé aux travaux. Une nouvelle charte pour la CIEE et les conclusions finales reflétant le contenu des débats, ont été adoptées. Les thèmes abordés furent les grands projets spatiaux européens (Galileo, GMES), la politique spatiale européenne et la coopération industrielle internationale, les applications spatiales et les vols habités, et la relation entre l'espace et l'éducation.
- Du lundi 18 au vendredi 22 septembre 2006, la présidence belge de la CIEE a organisé, en collaboration avec l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale et avec le soutien d'Arianespace, de l'ASE et du CNES, un séminaire sur l'espace, la défense et la sécurité. Ce séminaire s'est tenu à Kourou, en Guyane française.

En vue de préparer la présidence belge de la CIEE et de finaliser la charte de coopération et les conclusions de la conférence de juin, des contacts bilatéraux ont été organisés avec:

- la délégation française : Bruxelles, 18 janvier 2006;
- la délégation britannique : Londres, 3 février 2006;
- la délégation italienne : Rome, 10 février 2006;
- la délégation allemande : Berlin, 16 février 2006;
- la délégation tchèque : Prague, 21 avril 2006;

- la délégation espagnole : Madrid, 9 mai 2006;
- toutes les délégations : Berlin, 18 mai 2006.

Le 18 février 2005, le Fonds Prince Philippe a organisé une première table ronde sur le thème « Espace et enseignement ». Cette table ronde, qui fut présidée par MM. Philippe Busquin et Frank De Winne, s'est penchée sur le rôle de l'espace dans l'enseignement et a mis en exergue le risque de pénurie de jeunes ayant les qualifications nécessaires pour occuper les emplois du secteur spatial, dont le nombre augmente de manière exponentielle en Europe. Il a été décidé de créer un Forum composé de plusieurs groupes de travail chargés de formuler des propositions visant à remédier à ce problème.

Le 20 mai 2005, le Forum a procédé à l'installation de 5 groupes de travail (Toolkit enseignement, Appel aux projets, formation ASE, Actions grand public, Concours enseignement fondamental). Le 23 septembre 2005, le Forum a approuvé ses objectifs et sa structure d'organisation. Le 14 novembre 2005, il a présenté officiellement l'initiative « Espace et enseignement » au Sénat de Belgique, en présence du Prince Philippe. Le 10 mai 2006, une réunion d'information a été organisée pour informer les écoles de l'appel à projets lancé dans le cadre de ce Forum. Les membres et le secrétaire du groupe de travail ont participé à ces travaux.

Le **Prix Odissea** est décerné par le Sénat à un(e) étudiant(e) de l'enseignement supérieur universitaire ou non-universitaire pour couronner une thèse relative au thème de l'espace, au sens le plus large.

Ce prix a été remis le mercredi 26 octobre 2005 à Alain Sarlette, 24 ans, étudiant à l'Université de Liège, pour sa thèse portant sur « la caractérisation du spin et de l'altitude de la sonde Huygens de l'ASE pendant sa descente vers Titan à partir de données utilisées pour le contrôle des opérations ».

Ce prix, d'une valeur de 8 000 euros, est destiné à couvrir les frais de séjour à l'étranger dans une organisation ou une société spatiale européenne ou russe. En remettant ce prix, le Sénat entend susciter l'intérêt des jeunes pour la science, en général, et pour les questions spatiales, en particulier.

« Odissea » renvoie à la mission réalisée en novembre 2002 par la station spatiale internationale ISS, à laquelle a participé notre astronaute ASE Frank De Winne.

L'initiative de cette récompense revient à M. Frank De Winne et au sénateur Ludwig Vandenhove, vice-président du Groupe de travail « Espace ». Ce dernier a, en tant que président du comité organisateur, évoqué l'initiative du Prix Odissea, après quoi M. Dirk Frimout, président du jury, a brièvement présenté les cinq candidats. Ensuite, Mme Anne-Marie Lizin, Présidente du Sénat, a proclamé les résultats et remis le prix au lauréat.

Le Sénat décernera de nouveau le Prix Odissea en 2006, en coopération avec le Haut Représentant pour la politique spatiale belge.

Le 15 novembre 2005, la fête du Roi a été organisée au Parlement fédéral, en présence de la Famille royale ; elle avait pour thème « Les Belges et l’Espace ».

Les invités d’honneur furent M. Paul Verhaert, CEO Verhaert Design & Development, et M. Claude Jamar, Directeur du Centre Spatial de Liège. Les deux invités ont été décorés.

Une exposition a été organisée au Parlement fédéral, du 14 au 19 novembre 2005, en marge de cette « semaine spatiale ».

*
* *

11. Comité d’avis pour l’égalité des chances entre les femmes et les hommes (2006)

Présidente : Mme Fatma Pehlivan.

a. Avis et recommandations concernant

- la proposition de loi du 14 mai 2004 modifiant les articles 223, 1447 et 1479 du Code civil et les articles 587, 594 et 1280 du Code judiciaire en matière d'éloignement préventif du domicile familial et portant d'autres mesures de suivi et de répression de la violence entre partenaires, n° 3-701/1;
- la proposition de loi du 24 juin 2004 visant à réprimer la violence familiale et à compléter l'article 458 du Code pénal, n° 3-776/1;
- la proposition de loi du 28 octobre 2005 modifiant diverses dispositions en vue de lutter contre la violence entre partenaires, n° 3-1417/1;
- la proposition de résolution relative à l'image des femmes et des hommes dans la publicité, n° 1341/1;
- la proposition de résolution relative à la position des femmes âgées, n° 3-1589/1 et 3 (avec le groupe de travail « Vieillesse de la population ») ;
- 100 ans des Conseils des femmes, n° 3-1749/1;
- les résultats de la 50e session de la Commission des Nations Unies de la Condition de la femme (27 février – 10 mars 2006), n° 3-1687/1.

b. Auditions et échanges de vues

- sur la lutte contre la violence familiale :
 - Mmes Françoise Guilitte en A. Williams, Amnesty International Belgique francophone, Secteur femmes;
 - Mme Pascale Franck, coordinatrice du projet relatif à la violence intrafamiliale, *Stichting Welzijnzorg*, province d’Anvers;
 - Mme Lutgart Van Parijs, *Beweging tegen geweld* – asbl *Zijn*;
 - des représentants du monde médical;

- Mme Ingrid Stals, projectcoördinator intrafamiliaal geweld, Politie Antwerpen;
- Mme Thérèse Delattre, ONE, Service d'aide et prévention Enfants-Parents de Charleroi;
- M. Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances, sur la mise en oeuvre du Plan National contre la violence à l'égard des femmes;
- sur l'image de la femme dans les médias :
 - Mme Karine Laes, Secrétaire du Jury d'Ethique Publicitaire (JEP);
 - Mme Sandrine Sepul, directrice du Conseil de la publicité;
 - Mme Marie-Noëlle Vroonen, vice-présidente du Conseil des femmes francophones de Belgique, responsable de la section Belgique du réseau La Meute, contre la publicité sexiste;
 - Mme Corine Van Hellemont, chercheuse *vrouwenstudies*, *Universiteit Antwerpen*, *project manager ZORRA (Zien, Onderzoeken en reageren op Rolpatronen in Advertenties)*;
- sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes :
 - Mme Fatima Yassir, collaboratrice stratégique de l'emploi de M. Peter Vanvelthoven, ministre de l'Emploi et de l'Informatisation;
 - Mme. Sadrine Debunne, consultante dans le domaine de l'égalité hommes-femmes pour la Cellule stratégique de M. Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances;
 - M. Tom Vandenbrande, collaborateur *Hoger Instituut voor de Arbeid (HIVA)*;
 - Mme Karen Geurts, collaboratrice *Steunpunt Werkgelegenheid, Arbeid en Vorming*, rédactrice *genderzakboekje "Zij en hij op de arbeidsmarkt 2005"*;
 - Mme A. Cornet, professeur, HEC-Ecole de gestion de l'ULG, responsable Unité de recherches EgiD (Etudes sur le genre et la diversité en gestion);
 - M. Paul Windey, président du Conseil National de Travail (CNT);
 - Mmes Sile O'Dorchai et Salima Sissoko, chercheuses au département d'économie du travail et de l'emploi, ULB;
 - Mme Van Varenbergh, Conseil de l'Egalité des chances entre les femmes et les hommes;
 - Mmes de Vos et Peemans, Comité de liaison des femmes;
- sur la position des femmes âgées (avec le Groupe de travail "Vieillissement de la population") :
 - M. Oswald van Ooteghem et Mme Mie Moerenhout, *OOK-Vlaamse Ouderenraad*;
 - Mme Renée Coen, vice-présidente de la C.A.S.;
 - Mme Francly Van Der Wildt, présidente du *Nederlandstalige Vrouwenraad*;
 - Mme Marie-Noëlle Vroonen-Vaes, vice-présidente du Conseil des Femmes Francophones de Belgique;
 - Mme Khadija Aznag, *Steunpunt Allochtone meisjes en vrouwen*;

- Mmes Nouzha Bensalah et Rachida El Idrissi, représentantes du Groupe Féminin Pluriel – Commission Femmes Maghrébines;
- sur les objectifs du millénaire pour le développement, avec M. Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement;
- sur les résultats de la 50e session de la Commission des Nations Unies de la Condition de la femme (27 février-10 mars 2006), avec Mme Erika Thijs, sénatrice et membre de la délégation belge à de la 50e session de la Commission des Nations Unies de la Condition de la femme et M. Christian Dupont, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances;
- sur le plan d'action de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, avec Mme Veerle Pasmans, directrice adjointe de l'Institut.

c. Divers (conférences, visites, rencontres)

- Rencontre avec Mme Fadela Amara, présidente du mouvement « Ni putes ni soumises », à l'occasion de la remise des insignes de docteur honoris causa à l'Université Libre de Bruxelles;
- Rencontre avec le Conseil des Femmes Francophones de Belgique et le *Nederlandstalige Vrouwenraad*;
- Voyage d'études à Stockholm.

Une délégation de 7 membres du comité d'avis a effectué un voyage d'études à Stockholm du 21 au 24 mai 2006.

Ce voyage d'étude s'inscrivait dans les travaux de la commission relatifs à l'examen de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur le marché du travail.

*

* *

12. Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

Président de la délégation du Sénat : M. Philippe Mahoux.

a. Résolutions adoptées

Proposition de résolution relative à la mobilité des patients dans l'Union européenne; n° 3-578.

b. Suivi des questions européennes

- Échanges de vues avec le Premier ministre avant et après chaque réunion du Conseil européen; n^{os} 3-1533, 3-1627, 3-1830.
- Échange de vues avec le Premier ministre sur le thème "L'avenir de l'Union européenne – De quelle Europe avons-nous besoin ?".
- Auditions concernant la problématique de la grippe aviaire:
- M. Jo Indekeu, premier secrétaire d'ambassade au SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, représentant de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères;
- M. Jean Plum, membre du Conseil supérieur d'hygiène;
- le docteur Marc Van Ranst, virologue, département de virologie et d'immunologie de la KULeuven;
- les docteurs Fernande Yane et Germaine Hanquet, virologues, Institut scientifique de Santé publique de Belgique;
- le docteur Piet Vanthemsche, administrateur délégué de l'AFSCA;
- le docteur Thierry Vandenberg, chef du département de maladies des animaux de petit élevage, CERVA.
- Échange de vues avec Mme Margot Wallström, vice-présidente de la Commission européenne, sur la contribution de la Commission à la période de réflexion sur le Traité constitutionnel européen et au-delà (Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat).
- Échange de vues avec M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, sur les priorités de la présidence belge de l'OSCE.
- Échange de vues avec M. Didier Donfut, secrétaire d'État aux Affaires européennes, sur l'état de la transposition des directives européennes en droit belge; n° 3-1584.
- Échange de vues avec S.E.M. Franz Cede, ambassadeur de la République d'Autriche, sur la présidence autrichienne de l'Union européenne; nr 3-1598.
- Échange de vues avec M. Jan De Bock, représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne, et avec Mme Geneviève Tuts, représentant permanent adjoint, sur le programme législatif et de travail de la Commission européenne pour 2006; n° 3-1628/1.

- Échange de vues avec M. Louis Michel, commissaire européen, sur le programme législatif et de travail de la Commission européenne pour 2006 et sa stratégie politique pour 2007; n° 3-1628/2.
- Échange de vues avec M. Günter Verheugen, vice-président de la Commission européenne, chargé de l'Entreprise et de l'Industrie, sur la stratégie européenne de croissance et d'emploi (stratégie de Lisbonne).
- Échange de vues avec M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, sur l'avenir de l'Europe.
- Échange de vues avec S.E.M. Antti Sierla, ambassadeur de Finlande, sur la présidence finlandaise de l'Union européenne.
- Échange de vues avec M. Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, et M. Peter Vanvelthoven, ministre de l'Emploi et de l'Informatisation, sur le plan d'action de la Belgique dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

c. Visites, rencontres et participations à des réunions interparlementaires

- Rencontre avec une délégation du Parlement bulgare conduite par M. Gueorgui Pirinski, président de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie.
- Participation à la Conférence semestrielle des organes spécialisés en affaires communautaires des parlements de l'Union européenne, COSAC (voir le point VI.5).
- Des membres du comité d'avis ont régulièrement pris part à des conférences interparlementaires, à des rencontres parlementaires et à des réunions de commission conjointes au Parlement européen.

*
* *

13. Commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité

Présidente : Mme Anne-Marie Lizin.

Réunions à huis clos

- L'affaire EPSI.-
Enquête du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité concernant les activités des services de renseignements dans la lutte contre la prolifération à l'occasion d'un dossier d'exportation; n° 3-1542/1.-
La commission du suivi a adopté des recommandations.

- L'affaire ERDAL.-
Échange de vues avec Mme L. Onkelinx, vice-première ministre et ministre de la Justice.
- Vols CIA.-
L'éventualité d'une utilisation de l'infrastructure aéroportuaire belge par des vols affrétés par la CIA pour transporter des détenus suspects d'être liés au terrorisme islamique.
- Islamisme radical.-
La commission du suivi a décidé d'établir un rapport sur le suivi de l'islamisme radical par les services de renseignements.
- L'affaire SWIFT.-
Enquête de contrôle concernant la communication de transactions financières internationales par la société SWIFT.-
Échange de vues avec le Comité permanent R et avec la Commission de la protection de la vie privée.
- Nomination de nouveaux membres du Comité permanent R.-
Audition de candidats pour le mandat de président et président suppléant du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.-
Audition de candidats pour un mandat près du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.

Avec la commission spéciale chargée de l'accompagnement parlementaire du comité permanent de contrôle des services de police de la Chambre des représentants

Réunions à huis clos

- Mise en oeuvre des lois du 5 août 1992 et du 7 décembre 1998; n° 3-1414/1.-
Échange de vues avec Mme L. Onkelinx, vice-première ministre et ministre de la Justice, et avec M. P. Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur.
- Rapport général d'activités 2004 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité; n° 3-1150/1.-
Les recommandations de la commission du suivi ont été adoptées à l'unanimité.
- Les commissions de suivi ont décidé de charger les Comités permanents R et P d'une enquête de contrôle dans l'affaire Erdal.
- Rapport général d'activités 2005 du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.-
Discussion en présence des membres du Comité permanent R.

Voyages, visites, rencontres, ...

- Journée d'étude consacrée au contrôle démocratique des services de renseignements en Europe, Sénat, Bruxelles, vendredi 16 septembre 2005.
- Mise en oeuvre des lois du 5 août 1992 et du 7 décembre 1998 (avec la commission spéciale chargée de l'accompagnement parlementaire du comité permanent de contrôle des

services de police de la Chambre des représentants).- Val Duchesse, lundi 26 septembre 2005.

- Avec le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie : Conférence interparlementaire « Le rôle et la place des parlements dans la lutte contre le terrorisme international », Moscou, 18-19 octobre 2005.
- Visite d'une délégation parlementaire tchèque de la commission compétente pour le contrôle des services de renseignements, 16 novembre 2005.
- Visite de travail au SGRS, mardi 17 janvier 2006.
- Auditions Parlement européen concernant les vols CIA, Bruxelles, 6 mars 2006.
- Auditions Parlement européen concernant l'affaire SWIFT, Bruxelles, 4 octobre 2006.
- Journée d'étude contrôle parlementaire sur les services de renseignements, Boukarest, 17-19 octobre 2006.

*

* *

14. Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques

Présidente : Mme Anne-Marie Lizin.

Les missions et les compétences de la Commission de contrôle sont les suivantes :

1. elle contrôle le respect des dispositions légales en matière de limitation des dépenses électorales et d'origine des fonds par les partis politiques et les candidats pour les élections des Chambres fédérales et du Parlement européen;
2. elle contrôle le respect, par les partis politiques, les listes, les candidats et les mandataires politiques, de l'obligation d'enregistrement concernant tout don de 125 euros et plus émanant de personnes physiques;
3. elle contrôle les communications officielles des autorités publiques fédérales;
4. elle examine les rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes.

La Commission de contrôle a :

pour ce qui concerne sa deuxième mission :

- procédé au contrôle des dons enregistrés de 125 euros et plus effectués en 2005 par des personnes physiques aux partis politiques ainsi qu'à leurs composantes, aux listes, aux candidats et aux mandataires politiques;
- discuté d'une note sur l'opportunité d'élaborer une réglementation légale spécifique en matière de sponsoring;

pour ce qui concerne sa troisième mission :

- rendu de nombreux avis après examen des notes de synthèse introduites en application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;

pour ce qui concerne sa quatrième mission :

- examiné et approuvé les onze rapports financiers relatifs à la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes pour l'année 2004, après avoir demandé préalablement l'avis obligatoire de la Cour des comptes (voir doc. Sénat, n^{os} 3-1172/1 à 3);
- entamé l'examen des rapports financiers relatifs à l'exercice 2005 (voir doc. Sénat, n^{os} 3-1676/1 et 2);
- organisé une audition concernant l'adaptation du modèle de rapport financier, avec :
 - 1) l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;
 - 2) la Commission des normes comptables;
 - 3) la Banque nationale de Belgique (centrale des bilans).

Par ailleurs, la Commission de contrôle a, dans la perspective des élections locales du 8 octobre 2006 :

- procédé à un échange de vues au sujet d'un conflit de compétence surgi entre les autorités fédérales et les régions en ce qui concerne le pouvoir normatif en matière de dépenses électorales pour les élections locales;
- marqué son accord sur deux protocoles d'accord conclus sur l'initiative de la Conférence des présidents des sept assemblées parlementaires :
 - 1) le protocole d'accord du 13 juin 2006 concernant le contrôle, pendant la période électorale précédant les élections locales du 8 octobre 2006, des communications et campagnes d'information destinées au public des présidents d'assemblée, du gouvernement fédéral ou d'un ou de plusieurs de ses membres, des gouvernements de communauté ou de région ou d'un ou de plusieurs de leurs membres et d'un ou plusieurs secrétaires d'État régionaux visés à l'article 41 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

- 2) le protocole d'accord du 20 juillet 2006 entre les Chambres législatives fédérales et les parlements des régions concernant l'application des réglementations en matière de contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de district ainsi que pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale du 8 octobre 2006.

Enfin, la Commission de contrôle s'est unanimement ralliée à l'avis défavorable de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du Sénat à propos de la proposition de loi du sénateur Christian Brotcorne complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir la participation aux élections (doc. Sénat, n^{os} 3-720/1 et 2).

*

* *

III. Commission parlementaire de concertation

Présidents: M. Herman De Croo et Mme Anne-Marie Lizin.

Cette commission, composée paritairement de sénateurs et de députés, s'est réunie 10 fois.

Ces réunions ont été consacrées essentiellement à la détermination ou à la prorogation des délais d'évocation et d'examen, conformément aux articles 80 à 82 de la Constitution et à l'article 2, 1° à 4°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation.

La commission a été invitée, à 38 reprises, à déterminer le délai d'évocation et le délai d'examen pour le Sénat après que le gouvernement avait demandé l'urgence au moment du dépôt d'un projet.¹ En outre, elle a dû examiner 26 demandes de prorogation du délai d'examen pour des projets dont le Sénat (15) ou la Chambre des représentants (11) avaient été saisi².

Bien que la commission n'ait pas eu à régler de conflits de compétences formels, elle s'est concertée sur six projets de loi concernant la procédure législative à suivre ce qui donna lieu à une « requalification » partielle à cinq reprises³. Dans un cas, la concertation a abouti à une demande d'avis motivé du Conseil d'Etat⁴.

Enfin, la commission est restée l'enceinte par excellence où la Chambre et le Sénat s'informent mutuellement des initiatives envisagées en matière de procédure législative et se mettent d'accord sur le calendrier parlementaire.

*
* *

¹ Dans un seul cas, la demande d'urgence avait été reportée pour cause de doute sur la bonne qualification du projet. Après une « requalification » partielle, la demande a enfin été examinée.

² Dans 8 de ces 11 cas, la commission a dû, à strictement parler, fixer un nouveau délai d'examen, la Chambre ayant laissé passer le délai initial de 60 jours.

³ Projet de loi relatif à l'analyse de la menace, n° 3-1611; Projet de loi tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant, n° 3-1645; Projet de loi sur la protection de la concurrence économique, n° 3-1664; Projet de loi relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, n° 3-1689; Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'aide juridique et l'assistance judiciaire, n° 3-1674.

⁴ Projet de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux médiateurs fédéraux, aux commissions de nomination pour le notariat et à la commission de la protection de la vie privée, n° 3-1060.

V. Assemblées internationales

1. Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux se compose de 49 parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois. La délégation du Sénat au Conseil du Benelux est composée des sénateurs Happart, Willems et Talhaoui. Le sénateur Van den Brande fait également partie du Conseil du Benelux, mais en sa qualité de membre du Parlement flamand.

En 2005 et 2006, le Conseil du Benelux a été présidé par M. de Nerée tot Babberich, membre de la Deuxième Chambre néerlandaise.

La coopération interparlementaire au sein du Benelux porte principalement sur la coopération politique et la concertation entre les trois pays du Benelux sur les questions européennes et étrangères, le fonctionnement de l'Union économique du Benelux, la coopération transfrontalière, la coopération culturelle et la coopération en matière d'enseignement.

Au cours de l'année parlementaire écoulée, le Conseil du Benelux a évidemment été attentif à l'avenir de la coopération Benelux. Le Traité instituant l'Union économique de Benelux, signé à La Haye le 3 février 1958 et entré en vigueur le 1er novembre 1960, est d'application pour une période de 50 ans.

S'il n'est pas dénoncé au plus tard un an avant l'expiration de ce délai, il est reconduit tacitement pour des périodes successives de 10 ans. Toutefois, une reconduction tacite ne semble pas être une option envisageable, surtout pour la Belgique, eu égard aux changements intervenus dans la structure de l'État belge. En effet, le texte du Traité ne tient pas encore compte de la structure fédérale de l'État belge ni des compétences propres aux Communautés et aux Régions.

C'est pourquoi, au cours de l'année parlementaire passée, le Conseil du Benelux s'était penché, en assemblée plénière ainsi qu'au sein de groupes de travail, sur l'opportunité de maintenir la coopération Benelux ainsi que sur la forme et le contenu qu'elle pourrait avoir le cas échéant.

Cette réflexion s'est poursuivie au cours de l'année parlementaire en cours et un point de vue motivé devrait être formulé d'ici la fin de l'année 2006.

Le Conseil du Benelux continue entre-temps à oeuvrer en faveur d'une concertation et d'une coopération aussi adéquate que possible entre les trois pays dans les matières d'intérêt commun.

Dans ce cadre, des thèmes tant économiques que non économiques ont été abordés. Le Conseil et les commissions qui le composent se sont penchés entre autres sur la problématique de l'énergie et de la sécurité de l'approvisionnement énergétique, le développement durable, la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la problématique de la drogue, la coopération policière transfrontalière, un certain nombre de dossiers d'infrastructures d'intérêt collectif,

comme l'Escaut occidental, le Rhin de fer, les liaisons TGV vers les Pays-Bas et la réhabilitation d'anciens sites industriels.

Plusieurs de ces thèmes ont été examinés en coopération avec l'Assemblée balte et le Conseil nordique. En effet, le Conseil du Benelux continue d'entretenir des relations privilégiées avec ces partenariats régionaux de petits pays, notamment par l'organisation d'activités conjointes sur des sujets d'intérêt commun et au travers d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

Outre la problématique de la drogue et la lutte contre le terrorisme, déjà cités plus haut, le Conseil a examiné aussi des thèmes liés à l'enseignement, comme l'enseignement et le marché du travail, la formation professionnelle, ainsi que des thèmes tels que l'immigration illégale ou les conséquences environnementales de l'installation de gazoducs.

2. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Les sénateurs qui font partie de la délégation en tant que délégués effectifs sont Mme M.-J. Laloy, M. L. Van den Brande et M. P. Wille.

Les sénateurs qui font partie de la délégation en tant que délégués suppléants sont Mme M. Bousakla, Mme C. Defraigne, Mme F. Pehlivan et M. K. Van Overmeire.

La délégation belge est présidée par le député M. J.-P. Henry. Le sénateur M. L. Van den Brande est vice-président de la délégation. Il assume aussi la fonction de président du groupe politique PPE/DC (Parti populaire européen/Démocrates chrétiens) à l'Assemblée parlementaire.

Depuis septembre dernier, l'Assemblée a tenu quatre sessions ordinaires à Strasbourg, à savoir en octobre 2005, en janvier, en avril et en juin 2006. À cela s'ajoutent quatre réunions de la Commission permanente, qui agit au nom de l'Assemblée dans l'intervalle des sessions plénières.

Parmi les grands sujets débattus lors de ces réunions, citons, entre autres, la condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires, la résurgence de l'idéologie nazie, les violations des droits de l'homme en République tchèque, la situation au Proche-Orient, la grippe aviaire, etc. Il y a également lieu de mentionner le dossier sur les allégations de détentions secrètes par la CIA dans les pays membres du Conseil de l'Europe, un sujet très sensible qui (a) fait couler beaucoup d'encre, également en Belgique.

Au cœur des débats étaient également les suites du Troisième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des pays membres du Conseil de l'Europe, qui s'est tenu à Varsovie en mai 2005. Ainsi, lors de sa session d'avril 2006, l'Assemblée a tenu un débat joint sur le suivi du Troisième Sommet et les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. Les trois grands thèmes du débat étaient le rapport du Premier Ministre luxembourgeois, M. J.-C. Juncker, sur les relations entre les deux institutions européennes (dans lequel il propose entre autres d'adhésion de l'Union européenne au Conseil de l'Europe d'ici l'an 2010), le

mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Au cours de ses travaux, l'Assemblée a continué à contrôler le cheminement vers la démocratie de ses États membres qui font encore l'objet de la procédure de suivi, tels que la Géorgie, la Moldavie ou l'Ukraine. L'Assemblée prépare actuellement un rapport de suivi sur la Russie, dossier pour lequel le sénateur L. Van den Brande est co-rapporteur.

L'Assemblée a également consacré un débat d'urgence au Bélarus (pays candidat à l'adhésion depuis 1993 dont le Statut d'Invité Spécial a été suspendu en 1997) suite à l'élection présidentielle du 19 mars 2006.

Lors de sa session d'octobre 2005, l'Assemblée a adopté une résolution relative à «l'accès aux soins et les problèmes linguistiques dans la région de Bruxelles-Capitale en Belgique». Deux pétitions déposées à l'Assemblée étaient à l'origine de cette résolution: l'une fait état de discriminations contre les néerlandophones dans les hôpitaux de Bruxelles et ses environs et l'autre de discriminations contre les francophones habitant dans les communes de la périphérie bruxelloise (en Région flamande).

Les deux pétitions avaient été renvoyées à la Commission des questions sociales pour rapport (rapporteur : Mme M. Cliveti) et à la Commission des questions juridiques (rapporteur : M. B. Cilevičs). Dans sa résolution, l'Assemblée constate que «l'accès aux soins et les problèmes linguistiques dans la région de Bruxelles-Capitale doivent être appréciés dans le contexte général du développement constitutionnel de la Belgique et de son régime linguistique complexe qui résulte de l'évolution historique et de compromis obtenus à l'issue de longues négociations», et qu'«il est évident qu'une solution à la problématique ne doit pas être recherchée dans une modification de la législation linguistique mais se situe plutôt dans le domaine du contrôle de l'application des dispositions de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative».

L'Assemblée formule quelques recommandations aux représentants politiques des communautés linguistiques dans la Région de Bruxelles-Capitale, telles que l'augmentation des moyens administratifs et judiciaires pour assurer le bilinguisme des services dans les hôpitaux bruxellois, la mise en œuvre de moyens nécessaires pour développer l'offre de personnel bilingue dans les hôpitaux bruxellois ou encore la création d'un réseau de médecins bilingues.

Dans le cadre d'un rapport général sur «la ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales par les États membres du Conseil de l'Europe», dossier figurant à l'ordre du jour de la commission des questions juridiques, une audition avait été organisée à Paris le 22 novembre 2005. Lors de cette audition, des représentants des huit pays n'ayant pas signé ou ratifié la Convention-cadre, - à savoir Andorre, la Belgique, la France, la Grèce, l'Islande, le Luxembourg, Monaco et la Turquie -, avaient été invités afin de venir informer les membres de la commission. La Belgique était représentée par l'Ambassadeur de la Kethulle.

Lors de la session de juin 2005, le sénateur L. Van den Brande a présenté pour la commission politique un rapport sur «le Conseil de l'Europe et la politique européenne de voisinage de l'Union européenne».

Lors de la session d'avril 2006, le sénateur P. Wille a présenté pour la commission des questions économiques un rapport sur «les conséquences pour l'Europe de l'essor économique en Chine».

Lors de la réunion de la Commission permanente fin mai, le sénateur P. Wille a présenté pour la commission des questions économiques les rapports sur «les budgets du Conseil de l'Europe pour l'exercice 2007», ainsi que sur «les dépenses de l'Assemblée pour l'exercice 2007».

Le sénateur K. Van Overmeire a présenté, lors de la réunion de la Commission permanente en mai, un rapport pour la commission du règlement sur «l'obligation pour les nouveaux membres de l'Assemblée relative aux objectifs et aux principes fondamentaux du Conseil de l'Europe». Il s'agit plus précisément de l'obligation pour les membres de l'Assemblée de signer une déclaration solennelle affirmant leur adhésion aux objectifs et aux principes fondamentaux du Conseil de l'Europe. Il a également été désigné comme rapporteur dans le dossier sur «les lignes directrices pour les droits et obligations de l'opposition dans un parlement démocratique».

La sénatrice M.-J. Laloy a été désignée comme rapporteur pour la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur «l'image des femmes dans la publicité». Dans le cadre de ce rapport, une audition avait été organisée à Paris le 16 mai 2006. Elle a également été désignée comme rapporteur (pour avis) pour la commission des questions sociales sur «l'avortement et ses conséquences pour les femmes et les jeunes filles en Europe».

La sénatrice F. Pehlivan a été désignée comme rapporteur (pour avis) pour la commission des questions sociales sur «*la présence turque en Europe: travailleurs migrants et nouveaux citoyens européens*».

La sénatrice M. Bousakla a été désignée comme rapporteur (pour avis) pour la commission des migrations sur «*les communautés musulmanes européennes face à l'extrémisme*», ainsi que sur «*l'agriculture et l'emploi irrégulier en Europe*». Elle a également été désignée comme rapporteur pour la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur «*l'enlèvement et la «rééducation» de femmes et d'enfants musulmans ayant adopté une orientation trop «occidentale*».

3. Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a été fondée en 1954 par le Traité de Bruxelles modifié qui contient une clause de défense collective et qui lie la sécurité des États membres de l'UEO à l'OTAN. Le Traité crée aussi une Assemblée aujourd'hui composée de 370 parlementaires nationaux (effectifs et suppléants) de 28 pays européens, dont tous les États membres de l'Union européenne et les pays candidats à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. Son travail consiste à suivre les activités intergouvernementales européennes en matière de sécurité et de défense, y compris au niveau de la coopération dans le domaine des systèmes d'armement. Depuis le transfert des activités opérationnelles de l'UEO à l'UE, l'Assemblée joue aussi un rôle important en tant que plate-forme interparlementaire pour la politique européenne de sécurité et de défense.

La délégation du Sénat à l'Assemblée de l'UEO est composée comme suit :

- membres effectifs : Mmes Christine Defraigne et Marie-José Laloy, M. Luc Van Den Brande
- membres suppléants : Mmes Mimount Bousakla et Fatma Pehlivan, MM. Karim Van Overmeire et Paul Wille

Avec les parlementaires désignés par la Chambre, la délégation belge compte au total 14 membres qui participent aux travaux de l'Assemblée. Elle est présidée par le député Stef Goris.

La délégation a participé aux séances plénières de l'Assemblée qui se sont tenues à Paris (du 5 au 7 décembre 2005 et du 19 au 21 juin 2006) ainsi qu'aux réunions des diverses commissions de l'Assemblée.

Elle a également participé aux colloques suivants qui ont été organisés par l'Assemblée :

- Strasbourg (France), le 22 juin 2005 : réunion commune de l'Assemblée de l'UEO et du Conseil de l'Europe à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Assemblée ;
- Bruxelles (Belgique), les 20 et 21 septembre 2005 : Maintien de la paix en Afrique subsaharienne : une approche concrète ;
- Londres (Royaume-Uni), les 25 et 26 avril 2006 : « Construisons une Europe sûre dans un monde meilleur : la responsabilité et l'action des parlements pour mobiliser l'opinion publique sur les questions de sécurité et de défense ».

Le 8 février 2006, les principales commissions de l'Assemblée ont rencontré les ambassadeurs de l'UEO qui, dans la plupart des cas, représentent aussi leur pays au sein du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne. C'est un des seuls forums où le Conseil de l'UE et les parlementaires nationaux se concertent au plus haut niveau.

Le 24 mars 2006, les commissions de l'Assemblée ont visité le quartier général du SHAPE et celui de l'OTAN. Au cours de ces visites et de la réunion annuelle avec le Conseil permanent de l'OTAN, on a approfondi la question des relations entre l'Union européenne et l'OTAN ainsi que celle du développement d'une défense européenne.

M. Stef Goris, député et président de la délégation belge, a présidé l'Assemblée de l'UEO du 1er décembre 2004 au 7 décembre 2005.

4. Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Les sénateurs Lionel Vandenberghe et Jean-Marie Dedecker ont participé au Forum d'automne organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Sveti Stefan au Montenegro consacré à "La gouvernance démocratique dans les sociétés multiethniques et les institutions et de la protection des minorités" et à la coopération méditerranéenne (7 au 10 octobre 2005).

En sa qualité de chef de la délégation belge à l'AP OSCE et rapporteuse pour la Dimension humaine, Mme Lizin s'est rendue en Arménie du 31 octobre au 1 novembre 2005. Elle s'y est entretenue avec M Kotcharian, Président de la République, M Baghdassarian, Président de l'Assemblée nationale, avec les membres du groupe d'amitié Arménie-Belgique, avec sa Sainteté Garéguine II, Catholico de tous les Arméniens, avec M Margarian, Premier ministre, avec M Oskanian, ministre des Affaires étrangères et avec Mme Alaverdian, ombudsman. Les sénateurs Francis Delperée (CDH) et Luc Willems (VLD) l'ont rejointe le 1 novembre pour assister à la session inaugurale de la conférence organisée par l'Assemblée nationale arménienne à l'occasion de son quinzième anniversaire ainsi qu'à la soirée de gala où Mme Lizin fit une brève allocution.

Mme Lizin a conduit la délégation du Parlement fédéral à la cinquième session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue à Vienne les 23 et 24 février 2006. Le sénateur Lionel Vandenberghe a aussi participé à la session en tant que délégué.

En tant que rapporteuse, Mme Lizin, a présenté la structure du rapport qu'elle prépare pour la session de Bruxelles.

La délégation du Parlement fédéral a participé du 3 au 7 juillet 2006 à la 15ème session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE dont le Parlement fédéral était l'hôte et qui s'est donc tenue à Bruxelles dans les locaux du Parlement européen.

Les représentants du Sénat, Mme Anne-Marie Lizin (PS), chef de la délégation belge, M Dedecker (VLD) et M. Lionel Vandenberghe (SP.A) ont participé aux travaux et plus précisément :

- à la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité (M. Dedecker)
- à la Commission de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires (Mme Lizin et M Vandenberghe).

Au cours de sa réunion plénière du 7 juillet 2006, l'assemblée parlementaire de l'OSCE a adopté une déclaration sur la base des rapports et résolutions examinés par les trois commissions permanentes. Le thème central était : « Renforcer la Sécurité humaine dans la Région de l'OSCE ».

Mme Lizin, rapporteuse de la Commission générale pour la Démocratie, les Droits de l'Homme et les Questions humanitaires a présenté un rapport principalement axé sur les missions d'observation électorales, les crimes d'honneur, le contrôle parlementaire des services de police et de sécurité, la tolérance religieuse et la protection des minorités.

Mme Lizin a également présenté un rapport et des recommandations à la suite de sa visite du camp de détention de Guantanamo Bay le 3 mars 2006, en sa qualité de Représentant spécial sur Guantanamo. Dans ce second rapport sur Guantanamo, Mme Lizin a mis l'accent sur les points suivants :

- la dégradation de l'image des Etats-Unis mais aussi globalement de celle de la lutte contre le terrorisme .due à la prison de Guantanamo ;

- l' évolution des techniques de détention et d'interrogatoire à Guantanamo, soulignant qu' il n'y avait plus torture ni de traitements dégradants ;
- la nécessité d'accélérer les transferts de détenus sans que soit mise en danger la vie d'autres personnes, le camp de détention comptant selon elle, de 70 à 75 détenus très dangereux ;
- la nécessité de mise en place d'un groupe d'experts juridiques afin d'analyser comment il serait possible de combler le vide juridique actuel, soulignant que les terroristes sont des combattants supranationaux, formés dans des camps d'entraînement dont la situation ne correspond pas à celles des combattants des conflits classiques tels que prévus dans les conventions de Genève ;
- En conclusion, elle a invité les Etats-Unis à présenter au plus vite un calendrier de démantèlement du camp de détention qui s'échelonne de juillet 2006 à décembre 2007 au plus tard.

Mme Lizin a aussi déposé une résolution relative à la gestion du risque. Cette résolution constate l'importance grandissante pour la future sécurité internationale et globale, de la gestion du risque systémique et le besoin d'une coopération accrue, entre les Etats participants de l'OSCE, les partenaires méditerranéens de l'OSCE pour la coopération et les partenaires de l'OSCE pour la coopération, dans cette matière vitale pour la protection et la santé des citoyens et la défense de leur environnement.. La résolution souligne la nécessité de développer des actions concrètes en matière de gestion du risque et suggère à l'OSCE de développer un partenariat avec le International Risk Governance Council (IRGC) en vue de l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'actions et de gestion efficaces des risques systémiques. Ce point supplémentaire qui faisait suite à la Conférence en la matière organisée à l'initiative de Mme Lizin au Sénat n'a fait l'objet d'aucun amendement et fut adoptée à l'unanimité.

Mme Anne-Marie Lizin a été élue Présidente de la Commission de la Démocratie des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires .

5. Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires des parlements de l'Union européenne («COSAC »).

La COSAC est une forme de coopération interparlementaire qui offre un forum aux membres des commissions des parlements nationaux de l'Union européenne qui ont les affaires européennes dans leurs attributions et de la commission compétente du Parlement européen. Les parlements des États candidats à l'adhésion participent également à ces conférences. Les réunions sont organisées deux fois par an par le parlement de l'État membre qui assure la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Lors de la 34ème COSAC, qui s'est tenue à Londres les 10 et 11 octobre 2005 (n° 3-1425) et à laquelle ont participé les sénateurs Mahoux, Van den Brande et Germeaux, les points suivants ont été abordés :

- le contrôle par les parlements nationaux de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne ;

- le contrôle parlementaire sur les évaluations d'impact réalisées par la Commission européenne. Durant ce débat, M. Mahoux, président de la délégation du Sénat, a souligné que les évaluations d'impact devaient être neutres et objectives. La transparence doit aussi être de mise en ce qui concerne la justification de la sélection des cas. En vertu du principe de proportionnalité, il importe également que l'analyse d'impact soit réalisée le plus rapidement possible ;
- échange de vues avec M. John Prescott, vice-Premier ministre britannique. Le sénateur Luc Van den Brande a déclaré que la discussion entre les États membres sur les instruments à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de l'Union européenne ne doit pas faire perdre de vue les objectifs communs. Dans ce contexte, une plus grande responsabilité démocratique est nécessaire à l'égard du citoyen. Il faut également élaborer une bonne politique pour faire fonctionner les institutions européennes de manière plus efficace, plus transparente et plus économique. Enfin, le sénateur juge que l'expérience du Conseil de l'Europe doit être prise en compte dans le cadre de la création de l'Agence européenne des droits fondamentaux ;
- aspects parlementaires de la ratification de la Constitution européenne.

Au cours de la 35ème COSAC, qui s'est tenue à Vienne les 22 et 23 mai 2006 (n° 3-1747) et à laquelle ont participé les sénateurs Mahoux, Roelants du Vivier et Noreilde, les sujets suivants ont été abordés :

- échange de vues avec M. Wolfgang Schüssel, Chancelier fédéral autrichien, sur le thème « Europe : perspectives et pragmatisme » ;
- l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe et le contrôle du principe de subsidiarité par les parlements nationaux ;
- échange de vues sur les Balkans occidentaux et la politique européenne de voisinage avec Mme Ferrero-Waldner, membre de la Commission européenne, et M. Ehrard Busek, représentant spécial de l'Union européenne chargé de la coordination du pacte de stabilité pour l'Europe.

6. Union interparlementaire

L'Union interparlementaire est l'organisation mondiale des parlements nationaux. Elle existe depuis 1889. Actuellement, 146 parlements en sont membres. La Belgique est l'un des neuf États membres fondateurs.

Les sénateurs ci-après font partie du Bureau du Groupe belge de l'UIP, qui compte 14 membres : Mme Pehlivan (vice-présidente du Groupe), M. Destexhe, Mme Leduc, Mme Thijs, M. Willems (depuis le 26 avril 2006, en remplacement de M. Germeaux) et Mme Laloy. Durant la législature en cours, le groupe est présidé par le député de Donnea.

Le Bureau du Groupe s'est réuni le 5 octobre et le 7 décembre 2005 ainsi que le 7 février et le 24 avril 2006. L'assemblée générale du Groupe s'est tenue le 7 février 2006.

Sessions statutaires de l'assemblée de l'UIP

Mme Pehlivan, M. Destexhe et Mme Laloy ont participé à la 114^{ème} assemblée de l'UIP, qui s'est tenue du 6 au 12 mai 2006 à Nairobi (Kenya). Un débat général a été organisé sur la situation politique, économique et sociale dans le monde, sur le thème global : "Promouvoir la démocratie et concourir au renforcement des institutions démocratiques". En outre, des résolutions ont été adoptées sur les sujets suivants :

- Le rôle des parlements dans le renforcement de la lutte contre le trafic des armes légères et de petit calibre, ainsi que de leurs munitions (commission I : Paix et sécurité internationale).
- Le rôle des parlements dans la gestion de l'environnement et la lutte contre la dégradation de l'environnement à l'échelle mondiale (commission II : Développement durable, financement et commerce).
- Comment les parlements peuvent-ils et doivent-ils promouvoir une lutte efficace contre la violence à l'égard des femmes dans tous les domaines ? (commission III : Démocratie et droits de l'homme).
- La nécessité d'une aide alimentaire d'urgence pour combattre la famine et la pauvreté induites par la sécheresse en Afrique, d'une accélération de l'aide à apporter au continent par les nations les plus industrialisées et d'efforts particuliers pour tendre la main à des populations pauvres et désespérées (point d'urgence).

À l'initiative de Mme Pehlivan, la délégation belge a déposé un amendement à la proposition de résolution de la commission III. L'amendement concernait l'accès à l'information pertinente pour tous les fonctionnaires associés à la prévention et à la répression de la violence à l'égard des femmes. L'assemblée a partiellement repris cet amendement. L'idée que les services d'urgence nécessaires doivent s'adresser aussi bien aux victimes qu'aux auteurs des violences, n'a toutefois pas été retenue. La résolution de l'UIP ne parle que de l'aide aux victimes.

L'assemblée a approuvé une déclaration relative à la sécheresse dans le Nord-Est du Kenya. La déclaration a été rédigée après la visite d'une délégation restreinte de l'assemblée dans la région touchée. Le sénateur Destexhe faisait partie de cette délégation.

Des débats en panel ont eu pour thèmes : "Le développement de l'Afrique : objectifs et défis" et "Le VIH/SIDA et les enfants".

Mme Laloy a suivi surtout les travaux du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP, dont elle est membre suppléant depuis septembre 2003. Cet important comité s'occupe de cas concrets de violation des droits de l'homme dont des parlementaires sont victimes. Il se réunit durant les assemblées statutaires semestrielles et tient en outre deux sessions distinctes par an à Genève. Mme Laloy a pris part également à la session du Comité qui s'est tenue à Genève du 10 au 14 juillet 2006.

Le comité directeur du Groupe des Douze Plus s'est réuni au Sénat le 22 septembre 2006 en vue de préparer la prochaine réunion de l'assemblée en octobre 2006. Le Groupe des Douze Plus, qui est l'un des six groupes géopolitiques de l'UIP, se compose des pays du Conseil de

l'Europe et d'un certain nombre d'autres démocraties occidentales (Israël, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). La Belgique avait déjà assuré la présidence du groupe d'octobre 2003 à octobre 2005 en la personne du député Geert Versnick. En octobre 2005, une parlementaire canadienne a été élue présidente. Elle a toutefois perdu son siège parlementaire au printemps de l'année 2006. C'est la raison pour laquelle, à Nairobi, la Belgique a été invitée à assumer à nouveau, par intérim, la présidence du groupe. Un nouveau président sera désigné au cours de la session d'octobre 2006.

Autres conférences de l'UIP

- Conférence parlementaire à l'occasion de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information, Tunis, 17 novembre 2005 : M. Koninckx a participé à cette réunion.
- Session de la Conférence parlementaire sur l'OMC (en marge de la Sixième conférence ministérielle de l' OMC), Hong Kong, 12 et 15 décembre 2005 : Mme Zrihen a participé à cette réunion. La délégation belge (qui se composait par ailleurs de quatre députés) a pris une part active dans la déclaration qui a été adoptée par la conférence parlementaire. Elle s'est réunie les 1^{er} et 8 décembre 2005 en vue de discuter le projet de texte de la déclaration et a déposé plus de 30 amendements, dont un grand nombre ont été insérés.
- Conférence parlementaire à l'occasion de la 50^{ème} session de la Commission des Nations unies sur la condition de la femme, New York, 1^{er} mars 2006 :
La Présidente du Sénat, Mme Lizin, et Mme Thijs ont participé à cette réunion. Mme Lizin a été l'un des orateurs qui ont introduit le débat sur le thème : « Égalité entre les sexes : l'apport des parlementaires ».
- Session parlementaire dans le cadre de la Réunion de haut niveau des Nations unies sur le VIH/SIDA, New York, 1^{er} juin 2006 : M. Mahoux a participé à cette réunion.
- Session parlementaire dans le cadre de la Réunion de haut niveau des Nations unies sur la mise en oeuvre du plan d'action de Bruxelles concernant les pays les moins développés, New York, 15 septembre 2006 : Mme Van de Castele a participé à cette réunion.

Contacts bilatéraux du Groupe belge de l'UIP

Le Groupe belge de l'UIP comporte 84 sections bilatérales, ainsi qu'un groupe de travail Balkans et un groupe de travail Palestine. Ils sont répartis en huit groupes régionaux (Europe occidentale, Europe méridionale, Europe centrale, Europe de l'Est, Eurasie, Moyen-Orient/Afrique du Nord, Afrique, Asie/Océanie et Amérique). Parmi ces sections et groupes de travail, auxquels les membres du Parlement fédéral s'affilient de leur propre initiative, 43 sont présidés par des sénateurs.

Une délégation de la section Belgique/Russie s'est rendue en Russie du 23 au 29 septembre 2005. M. Destexhe faisait partie de cette délégation. Une délégation de parlementaires russes a rendu visite à notre pays du 17 au 21 avril 2006.

M. Galand, président de la section Belgique-Liban, a conduit la délégation qui s'est rendue au Liban du 25 au 28 octobre 2006. M. Destexhe a participé également à cette mission.

Une délégation du Bureau du Groupe interparlementaire s'est rendue en visite en Arabie Saoudite du 25 au 28 novembre 2005, à l'invitation du Parlement de ce pays. M. Germeaux faisait partie de cette délégation.

Mme Leduc, en qualité de présidente de la section Belgique-Pérou, a accompagné le ministre de la Coopération au développement au cours de la visite qu'il a rendue au Pérou du 14 au 21 janvier 2006.

Une délégation parlementaire française a rendu visite à notre pays du 21 au 23 mars 2006, à l'invitation de la section Belgique-France.

Une délégation de la section Belgique-Pays-Bas, sous la conduite de M. Hugo Vandenberghe, président de la section, s'est rendue en visite aux Pays-Bas le 16 juin 2006. M. Van den Brande faisait également partie de cette mission.

Monsieur Willems, président de la section Belgique-Bulgarie, a conduit la délégation de la section qui s'est rendue en Bulgarie du 24 au 27 juin 2006. Mme Pehlivan et M. Destexhe faisaient également partie de cette délégation.

Des rencontres ont par ailleurs été organisées à Bruxelles avec des délégations parlementaires, des ambassadeurs ou d'autres représentants des pays et des territoires suivants : Australie, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Chypre, Cuba, États-Unis, France, Géorgie, Inde, Indonésie, Israël, Kazakhstan, Liban, Mali, Palestine, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal et Venezuela.

À l'initiative de Mme Laloy, présidente du groupe de travail Palestine, le groupe régional Moyen-Orient/Afrique du Nord a rencontré, le 20 avril 2006, les ambassadeurs des pays de ce groupe en vue de discuter de l'évolution de la situation au Moyen-Orient au lendemain des élections en Israël et en Palestine.

7. Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM)

Une délégation du Parlement fédéral a participé à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne qui s'est tenue à Rabat du 19 au 22 novembre 2005 à l'occasion du dixième anniversaire du Processus de Barcelone.

Le Sénat y a délégué Mme Fatma Pehlivan (SP.A) qui siège dans la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture.

Mme Pehlivan s'est ensuite exprimée au nom du Sénat belge en séance plénière. Elle a souligné le long travail effectué en commission des Affaires étrangères du Sénat en vue de l'adoption d'une résolution sur le processus de Barcelone. Sans entrer dans les détails de la résolution (qui fut d'ailleurs distribuée à tous les participants), Mme Pehlivan a mis l'accent sur la meilleure implication des parlements nationaux pour stimuler la volonté politique et accroître la visibilité qui ont sans doute manqué au processus de Barcelone. Mme Pehlivan s'est dite inquiète de constater que le processus de Barcelone n'avait pas permis d'améliorer la situation des droits de l'homme chez les partenaires méditerranéens, notamment pour tout ce qui relève

des droits de la femme et de la liberté d'expression. Rappelant que le processus de Barcelone est une politique à très long terme, elle a dit estimer qu'il serait injuste de le juger à ce stade et de négliger les résultats non négligeables déjà engrangés. Elle a conclu en disant qu'il était totalement inenvisageable que l'Europe renonce à sa politique en faveur de soutien de la Méditerranée.

Mme Fatma Pehlivan a également participé à la deuxième session de l'APEM qui s'est déroulée à Bruxelles au Parlement européen du 26 au 28 mars 2006, aux réunions de la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture le 19 septembre 2005 et le 27 février 2006 à Rome. Elle a aussi pris part aux travaux du groupe de travail sur les relations entre l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et la Fondation Anna Lindh le 9 janvier 2006 à Paris et aux trois premières réunions de la Commission ad hoc sur la situation de la femme dans la zone euro-méditerranéenne (les 26 et 28 mars 2006 à Bruxelles et le 26 juin 2006 à Varsovie). Elle a notamment plaidé pour que l'on se penche aussi sur la condition des femmes d'origine immigrée dans les sociétés du Nord et a proposé un amendement à la résolution de Bruxelles demandant que les Etats membres soutiennent les organisations non gouvernementales d'immigrés afin qu'elles puissent jouer un rôle important pour stimuler le dialogue entre les pays d'origine et les pays de destination. Il fut adopté à l'unanimité sans débat.

8. L'assemblée parlementaire Asie-Europe (ASEP)

L'ASEP est le pendant parlementaire de l'ASEM (Asia-Europe Meeting), la structure de concertation entre l'Union européenne et ses partenaires asiatiques. Le sénateur Paul Wille qui avait participé aux travaux du groupe de travail chargé d'élaborer le règlement de l'ASEP, a participé à la quatrième session de l'ASEP qui s'est tenue les 4 et 5 mai 2006 à Helsinki.

*

* *

V. Relations internationales

1) Visites officielles de la Présidente du Sénat à l'étranger

- **27/10 au 28/10/2005 : Suisse/Lucerne** : Participation au « Summit on Missing and Exploited Children », organisé par Child Focus
- **31/10 au 2/11/2005 : Arménie/Erevan** : visite officielle d'une délégation sénatoriale composée de M. Francis Délpérée et de M. Luc Willems conduite par Mme la Présidente du Sénat à l'invitation de M. Artur Baghdassarian, Président de l'Assemblée Nationale de la République d'Arménie
- **26/12 et 27/12/2005 : République démocratique du Congo /Kinshasa** : visite officielle
Audiences avec :
 - Monseigneur Pierre Marini Bodho, Président du Sénat
 - S.E.M. Olivier Kamitatu, Président de l'Assemblée Nationale
 - S.E.M. Joseph Kabila, Président de la République démocratique du Congo
- **3/1 et 4/1/2006 : Rwanda/Kigali** : visite officielle
 Rencontres avec :
 - Le Docteur Vincent Biruta, Président du Sénat
 - Le Docteur Charles Mirigande, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Ministère
 - S.E.M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda
- **22/1 au 23/01/2006 : Grèce/Athènes** : « End human trafficking now ! » - Round table or business community against the trafficking of human beings
- **22/3 au 26/03/2006 : Brésil** : visite officielle d'une délégation sénatoriale composée de M. Paul Wille et M. Christian Brotcorne conduite par Mme Anne-Marie Lizin
 Rencontres avec :
 - S.E.M. Renan Calheiros, Président du Sénat
 - M. Roberto Saturnino, Sénateur, Président de la Commission des Relations extérieures du Sénat
 - M. Heraclito Fortes, Sénateur, Président du Groupe brésilien de l'UIP
 - M. Marco Aurelio Garcia, assesseur spécial du Président pour les relations internationales

- **22/8 au 23/8/06 : Kosovo** : visite officielle d'une délégation conduite par Mme Anne-Marie Lizin
Rencontres avec :
 - S.E.M. Fatmir Sejdiu, Président
 - S.E.M. A. Ceku, Premier Ministre
 - M. Beqiri, Maire de la Ville de Pristina + délégation de plusieurs maires du Kosovo

2) Les personnalités étrangères suivantes, accompagnées telles que décrites, ont été reçues en audience par la Présidente du Sénat ou par des Vice-Présidents:

- 31/08/2005 **Visite de courtoisie d'une délégation de membres du gouvernement du Togo:**
 1. M. Tchessa Abi, Ministre de la Justice
 2. Mme Loreta Mensah Acouetey, Ministre des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Réconciliation
 3. M. Anani Nyawouame, Ministre-Conseiller de l'Ambassade du Togo à Bruxelles

- 6/10/2005 **Dans le cadre du Séminaire international "Femmes et politique" rencontre avec une délégation latino-américaine**
 - Mme Nor Del Valle Giménez, Conseillère municipale de Salta (Argentine)
 - Mme Susana Carmen Sanz, Directrice Nationale au Conseil des Femmes (Argentine)
 - Mme Graciela Pinto, Conseillère municipale de Sucre (Bolivie)
 - Mme Cira Flores Villaroel, Official Mayor de Tarija (Bolivie)
 - Mme Iris Tavares Farias, Députée de l'Etat de Ceará (Brésil)
 - Mme Consuelo Corredor Martinez, Directrice du Département du Bien-être social du district de Bogota (Colombie)
 - Mme Doris Solis Carrion, Bourgmestre de Cuenca (Equateur)
 - Mme Marie Corina Machado, Présidente de l'ONG Sumate (Vénézuéla)

- 12/10/2005 **Visite de M. WANG Yingfan, Member of the Standing Committee of the National People's Congress (NPC), Chairman of NPC Group for relations with EP**
 - Mr. Zhang Chunsheng, Member of the Legal Affairs Committee of NPC, Member of NPC Group for relations with EP
 - Mr. He Keng, Member of the Standing Committee of NPC, Member of the Financial and Economic Affairs Committee of NPC
 - Mr. Losang, Deputy to NPC, Member of NPC Group for relations with EP
 - Mr. Zhong Ronglai, Deputy Director-general of the Foreign Affairs Bureau of the Standing Committee of NPC
 - Mr. Gu Hui, Deputy Director of the European Department of the Foreign Ministry
 - Mr. Hou Kun, Senior Staff of the Foreign Affairs Bureau of the Standing Committee of NPC
 - Ms. Qian Yanqing, French interpreter
 - Mr. Sun Ning, English interpreter
 - Mme Zhang Qiyue, Ambassadeur de la République populaire de Chine au Royaume de Belgique
 - M. Fu Huaqiang, Conseiller de l'Ambassade de Chine au Royaume de Belgique
 - M. Wei Min, Conseiller de la Mission de Chine auprès de l'UE
 - M. Cao Xiongwei, Attaché de la Mission de Chine auprès de l'UE

- 18/10/2005 **Visite d'Etat de S.E. Monsieur Jorge SAMPAIO, Président de la République Portugaise**
 - S.E.M. Manuel Pinho, Ministre de l'Economie et de l'Innovation
 - S.E.M. Fernando Neves, Ambassadeur, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes
 - S.E.M. Jorge Pedreira, Secrétaire d'Etat à l'Education
 - S.E.M. Joao Diogo Nunes Barata, Ambassadeur du Portugal en Belgique

- 20/10/2005 **Visite de S.E.M. Robert KOCHARIAN, Président de la République d'Arménie**
 - Mr. Tigran Torossian, Deputy Chairperson of the National Assembly
 - Mr. Vardan Oskanian, Minister of Foreign Affairs
 - Mr. Karen Chshmaritian, Minister of Trade and Economic Development
 - Mr. Viguen Tchitetchian, Ambassador of the Republic of Armenia

- Mr. Armen Gevorgian, First Assistant of the President
 - Mr. Avet Adonts, Head of Foreign Relations department, Office of the President
 - Mr. Vigen Sargsian, Assistant to the President
 - Mr. Victor Sogomonyan, Spokesperson for the President
 - Mr. Eduard Panoyan, Head of European Department Ministry of Foreign Affairs
 - Mr. Vahagn Atabekian, Interpreter
 - Mr. Vahagn Melikian, Head of the State Protocol Service
 - Mr. Arman Aghadjanian, State Protocol Service
 - Mr. Armen Gitshyan, State Protocol Service
 - Mr. Tigran Balayan, Third Secretary, Embassy of Armenia
- 21/10/2005 **Visite de M. Adem SALIHAI, Vice-Premier Ministre du Gouvernement du Kosovo**
- M. Samet Dalipi, Haut Conseiller Politique
 - M. Gani Azemi, Représentant à Bruxelles du Président du Kosovo, Ibrahim Rugova
- 21/10/2005 **Visite de S.E. Monsieur Rajkeswur PURRYAG, Président de l'Assemblée Nationale de la République de Maurice**
- M. Christian Harold Richard, Secrétaire Parlementaire Privé
 - M. Dhanraj Boodhoo, Membre du Parlement
 - Ms Krnaree Rajeshree, Membre du Parlement
 - M. Rajesh Anand Bhagwan, Membre du Parlement
 - M. Nandcoomar Bodha, Membre du Parlement
 - M. Ram Ranjit Dowlutta, Greffier de l'Assemblée Nationale
- 16/11/2005 **Visite de S.E. Monsieur Roustam Nurgalievich MINNIKHANOV, Premier Ministre de la République du Tatarstan**
- S.E.M. Vadim Loukov, Ambassadeur de Russie en Belgique
 - M. Boris Pavlov, Premier Vice-Premier Ministre du Tatarstan
 - M. Khafiz Salikhov, Ministre du Commerce et de la Coopération économique du Tatarstan
 - M. Iskander Youssoupov, Représentant commercial du Tatarstan en France
 - Madame Gouzel Salikhova, Représentant commercial du Tatarstan en Suisse
 - M. Mikhail Zima, Conseiller à l'Ambassade de Russie en Belgique
- 16/11/2005 **Visite officielle de S.E.M. Amadou Toumani TOURE, Président de la République du Mali**
- S.E.M. Moctar Ouane, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
 - S.E.M. Seydou Traoré, Ministre de l'Agriculture

- S.E.M. Hamed Diane Semega, Ministre des Mines et de l'Energie
 - S.E.M. Ousmane Thiam, Ministre de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises, Porte-parole du Gouvernement
 - S.E.M. Abdoulaye Koita, Ministre de l'Equipeement et des Transports
 - S.E.Mme Ba Hawa Keita, Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle
 - S.E.M. Modibo Diarra, Ambassadeur, Directeur du Protocole de la Présidence
 - S.E.M Mamadou Traoré, Ambassadeur, Conseiller diplomatique du Président
 - Monsieur Seydou Sissouma, Conseiller à la Communication du Président
 - Monsieur Yaya Hane, Invité du Président
 - S.E.M. Boubacar Sidiki Touré, Ancien Ministre, Ambassadeur, Directeur National de la Coopération au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
 - Lieutenant-colonel Seydou Diakité, Médecin du Président
 - Commandant Abidina Guindo, Aide de camp du Président
- 20-22/11/2005 **Visite officielle d'une délégation parlementaire de la République de Moldavie, conduite par S.E.M. Marian LUPU, Président du Parlement de la République de Moldavie**
- M. Vladimir Ciobanu, Membre de la Commission parlementaire pour l'administration publique, de l'écologie et du développement du territoire
 - Mme Angela Leahu, Membre de la Commission parlementaire pour la Culture, la Science, l'Enseignement, la Jeunesse, le Sport et les Moyens d'Information
 - M. Igor Dodon, Vice-Ministre de l'Economie et du Commerce
 - S.E.M. Victor Gaiciuc, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Moldavie en Belgique
 - S.E.M. Eugen Carpov, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Moldavie auprès de l'Union Européenne
 - Mme Mariana Zolotco, Conseillère du Président du Parlement de la République de Moldavie
 - M. Alexandru Gasca, Chef du Service de Presse du Parlement
 - Mme Viorica Gradinaru, Consultante supérieure de la Direction des Relations Parlementaires extérieures
 - M. Veaceslav Eshanu, Premier Secrétaire de l'Ambassade de la République de Moldavie en Belgique

- **25/11/2005** **Visite de S.E. Monsieur Christian STROHAL, Ambassadeur, Directeur du Bureau des Institutions démocratiques et des Droits humains de l'OSCE**
 - M. Toralv Nordbo, First Deputy Director OSCE ODIHR
 - M. Gerald Mitchell, Head of the Elections Section OSCE ODIHR
 - M. Maximilian Hennig, Special Advisor to the Director
 - Prof. Simon Petermann, Professeur à la Faculté des Sciences Politiques et Relations internationales – Université de Liège
 - Mme Jozefien Van Damme, Human Dimension Officer, OSCE Task Force, Service public fédéral des Affaires étrangères

- **7/12/2005** **Visite officielle de Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi**
 - S.E.Mme Antoinette Batumubwira, Ministre des Relations extérieures et de la Coopération Internationale
 - S.E.M. Jérémie Ngendakumana, Ambassadeur, chef du Protocole d'Etat
 - S.E. Mme Hafsa Mossi, Conseiller principal, chargé de la Presse
 - S.E. M. Jean Rigi, Ambassadeur, Conseiller au Cabinet de la Ministre des Relations extérieures et de la Coopération Internationale
 - S.E.M. Adolphe Nahayo, Ambassadeur, Conseiller à la Direction générale pour l'Europe, Ministère des Relations extérieures et de la Coopération Internationale
 - M. Léonidas Habonimana, Collaborateur de Madame la Ministre des Relations extérieures et de la Coopération au Développement
 - M. Désiré Nkurunziza, Officier d'Ordonnance
 - M. Rutuna Mustapha, Officier de Sécurité
 - Le Docteur Eraste Mukenga, Médecin du Président
 - Mme Jeanine Namushodu-Mpozi, Conseiller, Desk Officer pour l'Europe

- **8/12/2005** **Visite de travail de S.E.M. Gervais RUFYIKIRI, Président du Sénat du Burundi**
Accompagné de
 - M. Melchior Simbaruhije, Conseiller politique et diplomatique
 - Mme Léocadie Kabogoye, Conseiller d'Ambassade à Bruxelles
 - M. Jérôme Ndikuriyo, agent de sécurité

- 8/12/2005 **Visite de travail de S.E.M. Vincent BIRUTA, Président du Sénat du Rwanda**

- 14/12/2005 **Visite de S.E. Monsieur Guela BEJOUASHVILI, Ministre des Affaires étrangères de Géorgie**
 - S.E. Mme Salome Samadahsvili, Ambassadeur
 - M. Giorgi Manjgaladze, Vice-Ministre des Affaires étrangères
 - M. Giorgi Choladze, Directeur adjoint d'administration

- 19/12/2005 **Visite officielle de M. Mohamed BENAÏSSA, Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc**
 - S.E.M. Mustapha Saladhine, Ambassadeur du Royaume de Maroc en Belgique
 - M. Youssef Amrani, Ambassadeur, Directeur Général des relations internationales

- 24/01/2006 **Visite de S.E.M. Murat Magometovich ZYAZYKOV, Président de la République d'Ingouchie**
 - S.E.M. Vadim Loukov
Ambassadeur de la Fédération de Russie en Belgique
 - M. Vassily Lickhatchev
Membre du Conseil de la Fédération, Président du groupe Parlementaire de la coopération avec les Parlements des pays du Bénélux
 - M. Boris Jilko, Ministre-Conseiller de l'Ambassade de la Fédération de Russie, Assistant de M. Zyazikov
 - M. Mikhaïl Zima, Conseiller de l'Ambassade de la Fédération de Russie

- 16/02/2006 **Visite de Mme ORLOVA, Vice-Présidente du Conseil de la Fédération de Russie**

- 23/02/2006 **Visite de S.E.M. TESHOME TOGA, Président de la Chambre des représentants des Peuples de la République fédérale démocratique d'Éthiopie**
 - M. Brook Debebe, Ministre, Chef de mission, Chargé d'affaires a.i. auprès de l'Ambassade de la République fédérale démocratique d'Éthiopie
 - M. Mesfin Midekssa, Premier Secrétaire d'Ambassade

- 6/03/2006 **Visite de S.E. Madame Ellen JOHNSON-SIRLEAF, Présidente de la République du Libéria**
 - Mr Abel Massaley, Senator, Chairman of Foreign Relations Committee
 - Mr Edwin Yuan, Membr of the House of Representatives
 - H.E. George W. Wallace Jr, Minister of Foreign Affairs

- Hon. Antoinette M. Sayeh, Minister of Finance
- Amb. Youngor Telewoda, Ambassador to the Kingdom of Belgium and the E.U.
- Amb. Edward L. Dunn JR, Chief of Protocol to the President
- Mr J.C.N. Howard, Senior Economist Dep. NAO, Ministry of Planning

- 07/03/2006

Visite de S.E. Madame Immaculée NAHAYO, Présidente de l'Assemblée nationale de la République du Burundi

- M. Salvator Siboniyo, Chargé d'Affaires a.i. auprès de l'Ambassade de la République du Burundi
- Ambassadeur Jean Ngendanganya, Conseiller chargé des questions politiques et diplomatiques
- M. Zéphyrin Maniratunga, Chef du Protocole
- Ambassadeur Ildéphonse Nkeramihigo, Directeur du Département Europe et Amérique du Nord au Ministère des Relations extérieures et de la Coopération internationale
- M. Denis Nkengurutse, Premier Secrétaire

07/03/2006

Visite de S.E. Monsieur Sulejman TIHIC, Président de la Bosnie-Herzégovine

- S.E.M. Mladen Ivanic, Ministre des affaires étrangères
- Mme Sehada Kolenovic, Chef de Cabinet du Président
- M. Almir Sahovic, Conseiller du Président
- M. Vasilj Zarkovic, Conseiller de SEM Borislav Paravac, membre de la Présidence
- M. Davor Cordas, Conseiller de SEM Ivo Miro Jovic, membre de la Présidence
- M.Mirsad Besic, Chef du Protocole de la Présidence
- Mme Evelina Pjano, Attachée de Presse de la Présidence
- S.E.M. Sven Alkalaj, Ambassadeur de Bosnie-Herzégovine en Belgique

14/03/2006

Visite de Madame NDIAYE, Secrétaire générale adjointe de l'OIM

16/05/2006

Visite de Sa Sainteté Sri Sri RAVI SHANKAR, Fondateur de l'ONG « The Art of Living »

01/06/2006

Rencontre – audience avec Sa Sainteté le DALAI LAMA

- 08/06/2006 **Visite officielle d'une délégation de Chefs coutumiers des trois dynasties du Katanga, conduite par M. Godefroid Mwenda-Bantu Munongo, Président national de l'Alliance des Autorités traditionnelles de la République démocratique du Congo**
- 15/06/2006 **Visite du Dr. Lam Akol AJAWIN, Ministre des Affaires étrangères de la République du Soudan**
- Dr. Ali Yousif Ahmed, Ambassadeur du Soudan à Bruxelles
 - S.E.M. Mohamed Salah Eldin, Directeur du Département européen du Ministère des Affaires étrangères
 - M. Muburak Mahjub, Premier Secrétaire - Ministère des Affaires étrangères
 - M. Elobeid Mohamed, Ministre plénipotentiaire de l'Ambassade du Soudan à Bruxelles
- 20/6/2006 **Visite du Dr Jean-Jacques BMUNGANI, consul général de la République Démocratique du Congo**
- 22/06/2006 **Visite de S.E.M. Sali BERISHA, Premier Ministre de la République d'Albanie – Allocution dans l'hémicycle**
- M. Glori Hysi, Conseiller du Premier Ministre
 - M. Dritan Mishta, Conseiller du Premier Ministre
 - S.E.M. Arthur Kuko, Ambassadeur de la République d'Albanie
 - M. Thoma Haxhi, Conseiller d'Ambassade
- 28/06/2006 **Visite de S.E.M. Tamir IQBAL, Ministre pakistanais des affaires du Cachemire**
- Mr. Majid Trambo,
 - Mr. Ali raza Syed
 - Mr. P .j. Mir
 - Mr. Sajjad
 - Mr. Shakeel
 - Ms Mariana Baabar
 - Mr. Ghauri
- 29/06/2006 **Visite de M. Martti AHTISAARI, Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies pour le processus du futur statut du Kosovo**
- Mr. Kai Sauer, Senior Advisor to the Special Envoy
 - Ms. Anna Elfving, Special Assistant to the Special Envoy
 - Ms. Hua Jiang, Spokesperson of the Special Envoy

- 4/07/2006 **Visite de S.E.M. Ranko KRIVOKAPIC, Président du Parlement de la République du Monténégro**
- Mme Jelena Durovic, membre du cabinet
 - M. Bojan Sarkic, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'U.E.
 - M. Vaso Petricevic
- 13/07/2006 **Visite de S.E.M. Oleksandr MOROZ, Président du Parlement d'Ukraine**
- 31/08/2006 **Visite de Madame NDIAYE, Directeur général adjoint de l'OIM**
- 4/09/2006 **Visite de S.E.M. Faure Essozimme GNASSIGBE, Président du Togo**
- M. Barry Moussa Barque, Ministre d'Etat, Conseiller spécial du Président
 - M. Zarifou Ayeva, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine
 - M. Charle Kondi Agba, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
 - M. Pascal Bodjona, Ministre, Directeur de cabinet du Président
 - M. Kokou Tozoun, Ministre de la Communication et de la Formation civique
 - M. Tchessa Abi, Ministre de la Justice
 - Mme Kanny Sokpo-Diallo, Ministre de la Population, des Affaires sociales et de la Promotion féminine
 - M. Kokouvi Dogbe, Ministre de l'Equipement, des Transports et des Postes et télécommunications
 - M. Gabriel Sassouvi Dosseh-Anyron, Ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs
 - M. Gilbert Bawara, Ministre délégué au Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coopération
 - M. Yves Madow Nagou, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique
 - M. Solitoki Eso, Ancien Ministre et Chef de cabinet du Président
 - Général Zakari Nanadja, Chef d'Etat Major des Forces Armées togolaises
 - M. Kokou Tcharie, Haut Commissaire aux Rapatriés et à l'Action humanitaire
- 11/09/2006 **Visite d'une délégation de ministres et politiques de l'Afrique de l'Est**
- Hon. Eriya Tukahirwa Kategaya, Premier Ministre et Ministre chargé des affaires de l'Afrique de l'Est, Ouganda
 - Hon. Andrew Chenge, Ministre de la Coopération pour l'Afrique de l'Est, Tanzanie

- Hon. John Koech, Ministre pour les affaires de l'Afrique de l'Est, Kenya
- Hon. Dr. Charles Murigande, Ministre des affaires étrangères et de la Coopération, Rwanda
- Hon. Antoinette Batumubwira, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Burundi
- Mr. Gerd D. Bossen, Directeur du Bureau KAS, Kenya
- Dr. P. Koppinger, Directeur du projet KAS à Bruxelles
- Ms Emily Gavrilla, Seminar and Project Manager KAS à Bruxelles

12/9/2006

**Visite de S.E. Madame Gloria MAGAPAGAL-ARROYO,
Présidente de la République des Philippines**

- M. Alberto G. Romulo, Secrétaire des Affaires étrangères
- S.E. Mme Cristina G. Ortega, Ambassadeur de la République des Philippines
- M. Peter Favila, Secrétaire du Commerce et de l'Industrie
- M. Raphael Lotilla, Secrétaire de l'Energie
- Mme Miriam Defensor-Santiago, Président de la Commission des Relations extérieures du Sénat
- M. Antonio Alvarez, Membre de la Chambre des représentants
- M. Ignacio T. Arroyo, Membre de la Chambre des représentants
- M. Augusto Baculio, Membre de la Chambre des représentants
- Mme Nanette Castelo-Daza, Membre de la Chambre des représentants
- Mme Consuelo A. Du, Membre de la Chambre des représentants
- M. Benasing Macarambon Jr, Membre de la Chambre des représentants
- Mme Corazon Malanyon, Membre de la Chambre des représentants
- M. Monico Puentevella, Membre de la Chambre des représentants
- M. Danilo E. Suarez, Membre de la Chambre des représentants
- Mme Ma. Amelita Villarosa, Membre de la Chambre des représentants
- M. Norberto Gonzales, Conseiller à la Sécurité Nationale
- M. Erlinda Basilio, Sous-Secrétaire des Affaires étrangères pour la département Police et les affaires étrangères
- M. Adolph Edward Plaza, Gouverneur de Province
- M. Ben Evardone, Gouverneur de Province
- M. Ben Loong, Gouverneur de Province
- M. Ignacio Bunye, Secrétaire de la Sécurité Nationale

- 12/09/2006 **Rencontre avec M. GUTTIEREZ, Haut Commissaire aux Réfugiés**
- 13/09/2006 **Visite de S.E.M. Pervez MUSHARRAF, Président du Pakistan**
- 21/09/2006 **Visite de S.E.M. Marian LUPU, Président du Parlement de la République de Moldavie**
- Mme Irina Vlah, Député, membre de la Commission juridique du Parlement (PCRM, Partie des communistes de la République de Moldavie)
 - M. Serafim Urechean, Député, membre de la Commission pour la protection sociale, santé et famille (Alliance « Moldova Noastra »)
 - M. Marchel Raducan, Député, membre de la Commission pour l'agriculture et industrie alimentaire (PD, Partie démocrate)
 - Mme Angela Leahu, Députée, membre de la Commission pour la culture, science, enseignement, jeunesse, sport et media (PPCD, Partie populaire chrétien-démocrate)
 - S.E.M. Victor Gaiciuc, Ambassadeur de la République de Moldavie auprès du Royaume de Belgique
 - Mme Mariana Zolotco, Conseiller du Président du Parlement de la République de Moldavie

3) Les ambassadeurs étrangers suivants ont été reçus par la Présidente du Sénat:

- 6/10/2005 Visite de S.E.M. Nassir Al-Assaf, Ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite – visite d'adieu
- 12/10/2005 Visite de S.E.M. Ferdinand Nyabenda, Ambassadeur de la République du Burundi – visite d'adieu
- 26/10/2005 Visite de S.E.M. Berhane Gebre-Christos, Ambassadeur de la République fédérale démocratique d'Ethiopie
- 9/12/2005 Visite de S.E.M. Tom Korologos, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
- 21/12/2005 Visite de S.E.M. Sidi Ould Khalifa, Ambassadeur de la République islamique de Mauritanie
- 21/12/2005 Visite de S.E. Madame Qiyue Zhang, Ambassadeur de la République populaire de Chine
- 11/01/2006 Visite de S.E. Monsieur Elio Rodriguez, Ambassadeur de Cuba

- 16/01/2006 Visite de S.E. Monsieur Fuat Tanlay, Ambassadeur de la République de Turquie
- 16/01/2006 Visite de S.E. Monsieur Alphonse Berns, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg
- 24/01/2006 Visite de S.E.M. Tom Korologos, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
- 24/01/2006 Visite de courtoisie de S.E.M. Dimitri Tsikouris, Ambassadeur de la République hellénique, accompagné de Mme Vassiliki Dicopoulou, Premier Conseiller de l'Ambassade de la République hellénique
- 6/02/2006 Visite de courtoisie avec S.E.M. José Jérônimo Moscardo de Souza, Ambassadeur du Brésil
- 6/06/2006 Visite de travail avec S.E.M. Vigen Tchitetchian, Ambassadeur d'Arménie et S.E.M. Mamedov, Ambassadeur d'Azerbeïdjan
- 8/06/2006 Petit déjeuner de travail avec S.E.M. Gerhan Berg, Ambassadeur de Suède et Madame Peten
- 8/6/2006 Visite de S.E.M. Christian Strohal, Ambassadeur, Directeur du Bureau des Institutions démocratiques et des Droits humains de l'OSCE
- 20/07/2006 Ambassadeurs de la Ligue Arabe :
 - S.E.M. Hamed Ahmed Elhouderi, Secrétaire du Bureau Populaire de la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, Doyen du Corps Diplomatique Arabe
 - S.E.M. Mehrez Ben Rhouma, Ambassadeur de la République Tunisie, Président du mois du Conseil des Ambassadeurs
 - S.E.M. Fawzi Fawaz, Ambassadeur de la République Libanaise,
 - S.E.M. Abdulaziz Al-Sharikh, Ambassadeur de l'Etat du Koweït
 - S.E.M. Mustapha Saladhine, Ambassadeur du Royaume du Maroc
 - S.E.Mme Leila Shahid, Déléguée Générale de Palestine
 - S.E.M. Abdelouahab Derbal, Chef de la Mission permanente de la Ligue des Etats Arabes
- 20/07/2006 Visite de S.E. M. Humayun Tandar, Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan

- 04/09/2006 Visite de S.E. M. Stéphane de Loecker, Ambassadeur de Belgique au Liban
- 05/09/2006 Visite de S.E. M. Fawzi FAWAZ, Ambassadeur du Liban
- 22/09/2006 Audience d'au revoir de M Franck De Coninck, Grand Maréchal de la Cour
- 22/09/2006 Visite de S.E.M. Arif Mamedov, Ambassadeur d'Azerbaïdjan

4) Les délégations parlementaires suivantes ont été reçues par le Sénat en cette période:

- 19/1/2006 **Rencontre avec des parlementaires du Liban :**
 - M. Ayman Choucair, Membre du Bureau - Membre de la commission de l'Agriculture et du Tourisme
 - M. Ali Khreiss, Membre de la commission de l'Éducation nationale et de la Culture et de la commission de la Femme et de l'Enfant
 - M. Edgard Maalouf, Membre de la commission de la Défense, de l'Intérieur et des Municipalités
 - M. Pierre Serhal, Membre de la commission de la Défense, de l'Intérieur et des Municipalités, de la commission des Affaires étrangères et de la commission de la Femme et de l'Enfant
 - M. Riad Rahhal, Membre de la commission de la Santé et des Affaires sociales, de la commission de l'Agriculture et du Tourisme et de la commission des Technologies nouvelles
 - M. Jamal Jarrah, Membre de la commission des Travaux publics, de l'Énergie et du Transport et de la commission de la Femme et de l'Enfant
 - M. Elie Khoury, Directeur du Projet conjoint PNUD/Assemblée nationale
- 13-20/02/2006 **Stage de formation pour les Questeurs et Secrétaires généraux de l'Assemblée nationale et du Sénat de la République du Burundi**
 - Honorable Gabriel Toyi, Questeur de l'Assemblée nationale
 - Honorable Marie Thérèse Toyi, Questeur de l'Assemblée nationale
 - Honorable Chantal Ruvakubusa, Questeur de l'Assemblée nationale
 - M. Marc Rwabahungu, secrétaire général administratif de l'Assemblée nationale
 - Honorable Louis Ntureka, Questeur du Sénat
 - Honorable Déo Busuguru, Questeur du Sénat

- Honorable Catherine Nzoyisaba, Questeur du Sénat
- M. Jean Sindayiga, secrétaire général administratif du Sénat
- 13-17/02/2006 **Mission d'étude au Parlement fédéral d'une délégation de fonctionnaires de l'Assemblée nationale de la République du Bénin**
 - M. Mariano Ogoutolou, Chef de la Cellule chargée de la Coopération interparlementaire
 - M. Deen Amadou, Chef du Service du Protocole
- 07/03/2006 **Visite d'une délégation parlementaire du Royaume d'Espagne**
 - S.E. Mme M^a Victoria Morera Villuendas, Ambassadeur d'Espagne en Belgique
 - Mme Rosa Delia Blanco Terán, Présidente de la Commission
 - Mme Clemencia Torrado Rey, Porte-parole adjointe du Groupe Socialiste
 - M. Isidro Fernández Rozada, Premier Vice-président de la Commission, Groupe Populaire
 - Mme Elvira Velasco Morillo, Porte-parole adjointe du Groupe Populaire
 - M. Ignacio Carbajal Iranzo, Avocat de la Commission
 - Mme María José Méndez Rodríguez, Direction des Relations Parlementaires du Congrès des Députés d'Espagne
 - Mme Emma Aparici Vázquez de Parga, Chef de Service, Bureau du Conseiller Parlementaire du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
 - M. José Arconada Rodríguez, Interprète

5) Divers

1. Projets éducatifs

- 7/9/2005 SPECQUE – Simulation de Parlement
- 21/4+24/4/200€ Signature de la Charte + Fête des Langues

2. Autres activités

- 4/10/2005 Journée d'étude à l'occasion du 175ème anniversaire de l'Indépendance de la Belgique sur le thème « La constitution d'hier, d'aujourd'hui et de demain »
- 5/10/2005 Séminaire Pékin + : L'égalité des chances dix ans après la Conférence Mondiale sur les Femmes de Pékin

- 6/10/2005 Portail Démocratie – Présentation à la presse du projet « Reporters de la démocratie »
- 17/10/2005 Journée Mondiale du Refus de la pauvreté en présence de S.A.R. la Princesse Astrid de Belgique
- 18 – Colloque “La place et le rôle des Parlements dans la lutte contre le terrorisme international », en coopération avec le Conseil de la Fédération de l’Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie
- 19/10/2005
- 24/10/2005 Vernissage de l’Exposition « For a better world : a United Nations poster exhibition »
- 14/11/2005 Forum « Espace et enseignement », en présence de S.A.R. le Prince Philippe
- 16/11/2005 Déjeuner en l’honneur de Madame Fadela Amara, Présidente de « Ni putes, ni soumises »
- 16/11/2005 Réception à l’occasion du 25ème anniversaire d’Arianespace
- 28/11/2005 Session informative et déjeuner avec les 55 ambassadeurs des pays membres de l’OSCE et les membres belges de l’Assemblée parlementaire de l’OSCE
- 6-7/12/2005 Journées d’étude: “Le choc numérique. Les droits d’auteur au coeur de la mondialisation”
- 13/12/2005 Réunion de travail bilatérale entre les délégations parlementaires russe et belge auprès de l’Assemblée parlementaire de l’OSCE
- 14/12/2005 Déjeuner en l’honneur du Baron Daniel Cardon de Lichtbuer, Président de l’International Centre for Missing and Exploited Children (ICMEC)
- 15/12/2005 Déjeuner en l’honneur de M. Karel Van Miert, médiateur de l’Union européenne dans le cadre du projet Galiléo
- 16/12/2005 Déjeuner de travail avec M. Spencer Oliver, Secrétaire Général de l’Assemblée parlementaire de l’OSCE
- 17/01/2006 Colloque « environnement et maladies chroniques »
- 19/01/2006 Déjeuner en l’honneur de Madame Khadidiatou Diallo, Femme de l’Année 2005

- 23/01/2006 Réception à l'occasion du 55e anniversaire de l'Organisation internationale pour les Migrations et de la présentation de la Conférence pan-européenne sur la Gestion des Migrations
- 26/01/2006 Présentation du livre « La Constitution de 1830 à nos jours et même au-delà » du Sénateur Francis Delpérée
- 02/02/2006 Premières rencontres économiques internationales Belgo – Luxembourgeoises – Monégasques
- 6-8/02/2006 Représentations théâtrales « La Constituante » à l'occasion du 175ème anniversaire de l'adoption de la Constitution par le Congrès National en présence de S.A.R. le Prince Philippe
- 07/02/2006 Séance académique consacrée à la Constitution à l'occasion du 175ème anniversaire de l'adoption de la Constitution par le Congrès National en présence de LL. AA . RR . le Prince Philippe, la Princesse Astrid et le Prince Laurent, sénateurs de droit
- 29/01/2006 Dîner en l'honneur de Mme Nino Burjanadze, Présidente du Parlement de la République de Géorgie
- 06/03/2006 Déjeuner en l'honneur de SE Mme Julie Finley, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique pour l'OSCE
- 09/03/2006 Réunion de travail avec les ambassadeurs des pays membres de l'OSCE, sur la visite de la base de Guantanamo Bay, par Madame Anne-Marie Lizin, Représentante spéciale du Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
- 30/03/2006 Visite d'une délégation de l'International Physicians for the Prevention of Nuclear War
- 18/04/2006 Réception à l'occasion du 100e anniversaire du Comité Olympique International Belge en présence de M. Beckers, Président du COIB et de M. Rogge, Président du CIO
- 18-19/04/2006 Colloque « Risk Management in Europe »
- 25/04/2006 Colloque « Africa Malaria Day »
- 22/04/2006 Senate Meets Senate. Assemblée générale extraordinaire de JCI Senate Belgium
- 26/04/2006 Space Law Conference

- 27/04/2006 Déjeuner-rencontre avec M. Gérard Mestrallet (Suez) et M. Jean-Pierre Hansen (Electrabel)
- 2/05/2006 Colloque « de la Terre à l'Homme »
- 4/05/2006 Réception en l'honneur de Mme Huang Qingyi, Vice-Présidente de la Fédération Nationale des Femmes chinoises
- 9/05/2006 Vernissage de l'exposition Iriba (Burundi) « Les Batwa, une communauté oubliée »
- 9/05/2006 Réunion du Centre de Recrutement de l'Armée Belge
- 18/05/2006 Colloque « Microfinance » en présence de S.A.R. la Princesse Mathilde
- 01/06/2006 Déjeuner-rencontre avec M. Guy Dollé, Président-Directeur général d'Arcelor
- 06/06/2006 Déjeuner en l'honneur de M. Shashi Tharoor, Secrétaire général adjoint des Nations Unies
- 12-14/6/2006 VIIIth European Interparliamentary Space Conference
- 15/06/2006 Déjeuner-rencontre avec M. Lakshmi Mittal, Président-Directeur général de Mittal Steel
- 20/06/2006 Déjeuner en l'honneur de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne
- 28/06/2006 Déjeuner en l'honneur de S.E. Monsieur René Préval, Président de la République d'Haïti
- 06/7/2006 Déjeuner en l'honneur du Docteur Ismaïl Serageldin, Directeur de la Bibliothèque d'Alexandrie
- 13/07/2006 Remise du Prix André Ryckmans
- 4/09/2006 Séance académique et déjeuner de l'Interfraternelle des Brigades d'Irlande
- 12/9/2006 Réception en l'honneur Félix-Marie Brasseur, Champion du Monde d'Attelage

- 30/09/2006 Assemblée générale de la Confédération Nationale des Prisonniers politiques
- 02/10/2006 Déjeuner en l'honneur de M. Mark Malloch Brown, Vice-Secrétaire de l'ONU

3. Au nom du Sénat, des sénateurs ont participé aux conférences, séminaires, colloques et voyages ministériels suivants :

- Du 14 au 16.09.2005 : Sommet des Nations Unies à New York (M. Pierre Galand)
- Du 19 au 23.09.2005 : Assemblée générale des Nations Unies à New York (M. Paul Wille)
- Le 06.10.2005 : Séminaire OCDE sur la Chine et ses défis économiques, à Paris (Mme Nathalie de 't Serclaes)
- Du 19 au 22.10.2005 : Séminaire parlementaire sur l'Afrique, à Londres (Mme Margriet Hermans)
- Du 4 au 10.11.2005 : Assemblée générale des Nations Unies à New York (Mme Sabine de Bethune)
- Du 17 au 19.11.2005 : Sommet ONU sur la société d'information à Tunis (M. Flor Koninckx)
- Le 28.11.2005 : Conférence interparlementaire sur les Droits de l'homme et la liberté de religion, à Marrakech (Mme Marie-Hélène Crombé-Berton)
- Du 11 au 19.12.2005 : 6e Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong (Mme Olga Zhrihen)
- Du 28.2 au 1.3.2006 : 50e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU à New York (Mme Erika Thijs)
- Du 2 au 4.4.2006 : Conférence interparlementaire de l'UE sur la directive INSPIRE, à Gävle (M. Luc Willems)
- Du 19 au 20.06.2006 : Conférence des femmes parlementaires sur les droits de l'enfant, à Sofia (M. Luc Paque)
- Du 31.5 au 2.6.2006 : Réunion de haut niveau des Nations Unies sur le VIH/SIDA à New York (M. Philippe Mahoux)
- Du 10 au 11.6.2006 : Séminaire sur les armes légères et de petit calibre à Tbilisi (M. Alain Destexhe)
- Le 13.9.2006 : Conférence du Conseil de l'Europe sur les personnes âgées, à Paris (Mme Christel Geerts)
- Du 15 au 19.9.2006 : Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la mise en oeuvre du plan d'action de Bruxelles sur les pays les moins avancés, à New York (Mme Annemie Van de Casteele)
- Du 28 au 29.9.2006 : 2e Conférence euro-méditerranéenne sur l'agriculture à Strasbourg (M. Jean-Marie Happart)
- Du 16 au 17.10.2006 : Conférence annuelle EPTA (European Parliamentary Technology Assessment) à Oslo (M. Luc Willems)

4. Des sénateurs ont été envoyés en qualité d'observateurs aux élections :

- le 04.12.2005 : au Kazakhstan (M. Flor Koninckx)
- le 26.03.2006 : en Ukraine (M. Wouter Beke)
- le 30.07.2006 : au Congo (M. Jean-Marie Dedecker, M. Wouter Beke, Mme Marie-José Laloy)

5. Association des Sénats d'Europe

a Réunion de Berne (le 21 avril 2006)

Le thème choisi par le Conseil suisse des États était "La contribution des Sénats à une politique plus proche du citoyen".

Dans son intervention, M. Francis Delpérée, Premier Vice-Président de la Commission des Affaires institutionnelles (qui représentait Mme Anne-Marie-Lizin, Présidente du Sénat) a exposé que, tant en raison de sa composition, qu'en raison de son rôle de Chambre de réflexion, le Sénat belge n'est pas une chambre de proximité. Toutefois, notre Assemblée établit un dialogue de proximité en assurant l'« éducation citoyenne », en contribuant à ouvrir le « débat citoyen », en favorisant la « participation citoyenne » et le « contrôle citoyen ». De par son caractère fédéral, le Sénat belge peut aussi contribuer à concilier les préoccupations individuelles des citoyens et les préoccupations plus collectives des communautés et des régions.

b. Réunion de Prague (les 28 et 29 septembre 2006)

À l'occasion du dixième anniversaire de son rétablissement, le Sénat de la République tchèque a organisé une réunion extraordinaire de l'Association, consacrée au sujet suivant : « les Chambres hautes des Parlements et leurs fonctions au 21ème siècle ».

M. Delpérée développa le thème du « Sénat de Belgique, un et multiple ». Notre Assemblée exerce d'abord des tâches partagées avec la Chambre, dans le domaine de la confection de la loi. Il remplit ensuite des tâches parallèles, sur le plan de certaines activités de contrôle. Enfin, il peut encore assumer des tâches propres. En conclusion, l'intervenant plaida pour une cohérence dans l'action du Sénat un et multiple.

*

* *

VI. Communication

1. Relations avec les médias

a. *Flashes info*

Chaque jour, le service Communication transmet à des catégories spécifiques de journalistes des flashes info électroniques ciblés comportant un commentaire succinct mais précis de la séance plénière, des réunions de commission, des rencontres, des colloques, etc., qui ont lieu au Sénat. Du 21 juillet 2005 au 31 décembre 2006, plus de 500 courriers électroniques, rédigés chaque fois dans deux langues au moins, ont été transmis à la presse.

Pour recevoir les flashes info :

Monique Schaeck: tél. 02/501.78.49 – ms@senate.be

Outre cette approche proactive, le service Communication a répondu à de nombreuses questions de journalistes, par téléphone et par mail.

Informations :

Patrick Peremans – 02/501.73.37 ou 0477/79.79.01 – pp@senate.be

Thibaut Cardon – 02/501.74.24 ou 0473/47.48.58 – tcdl@senate.be

Peter Vercammen – 02/501.78.52 ou 0473/47.49.07 – pv@senate.be

b. *Rencontres avec la presse*

De 2005 à 2006, la présidente du Sénat et les présidents de commission ont organisé de nombreuses conférences de presse, points de presse, déjeuners de presse, colloques, événements qui ont bénéficié d'une large attention de la part de la presse. Grâce à son dynamisme, le Sénat a ainsi pu se positionner dans le monde des médias.

Une dizaine de colloques et de journées d'étude furent organisés pendant cette période et ont porté sur le choc numérique, le lien entre l'environnement et les maladies chroniques, l'inscription du développement durable dans la Constitution, le droit spatial, la recherche agricole et la coopération au développement, la microfinance, 50 ans d'immigration albanaise, la commémoration de l'insurrection de Budapest, les vingt ans de protection et de bien-être des animaux ainsi que sur le rôle de la Belgique au sein du conseil de sécurité des Nations unies.

Citons aussi plusieurs événements au Sénat auxquels la presse s'est largement fait l'écho :

le vote du « Grand Franchimont », le colloque sur le refus de la misère en présence de la Princesse Astrid, les auditions sur la problématique de la grippe aviaire, la remise du Prix Odissea, la Fête du Roi sous le signe de 175 ans de la Monarchie, de nombreuses rencontres avec les responsables politiques de la région des Grands Lacs, la visite de la Présidente à Guantanamo dans le cadre de la présidence belge de l'OSCE, la publication de cahiers du Sénat sur la privatisation de la police, la comparaison des soins de santé entre la Belgique et la Nouvelle-Zélande, la lutte contre les violences intrafamiliales, la collaboration avec les

nouveaux pays émergents (les BRIC), la visite du Dalaï Lama, de Shashi Tharoor (ONU), de José Manuel Barroso (Commission européenne), du premier ministre albanais Sali Berisha, de Marti Ahtisaari (envoyé spécial de l'ONU au Kosovo), de Jaap de Hoop Scheffer (OTAN), de Gloria Arroyo (Présidente des Philippines), du président pakistanais Musharraf, d'Antonio Gutierrez (UNHCR), de Gisèle Halimi, la visite d'un immeuble squatté à Bruxelles, du président azéri Ilham Aliyev, de l'Emir du Qatar, du président Kosovar Sejdiu, de Sergueï Mironov (Conseil de la fédération russe), de Christian Poncelet (Sénat français) et de Yunus Qanooni (Parlement afghan).

La presse a relayé également les rencontres avec des responsables économiques de renom. Citons notamment Jean-Pierre Hansen (Electrabel) et Gérard Mestrallet (Suez), Guy Dollé (Arcelor), Lakshmi Mittal (Mittal Steel) qui ont été reçus par la Présidente du Sénat Anne-Marie Lizin.

Pour les 175 ans de la Constitution, le Sénat a fêté l'événement comme il se doit : une séance académique en présence des trois sénateurs de droit, une remise de médaille au Roi Albert II et un spectacle théâtral féérique sur l'adoption de la première Constitution belge dans l'hémicycle du Sénat pour quelques 3000 écoliers venus du Nord et du Sud du pays. Un timbre poste « 175 ans de la Démocratie » fut pour la première fois estampillé au Parlement fédéral et est en vente dans tous les bureaux de poste.

La présidence belge de l'OSCE a marqué évidemment les esprits. Le Sénat n'est pas demeuré en reste puisqu'il a organisé pendant toute l'année 2006 de nombreuses activités dans ce cadre, dont notamment deux conférences interparlementaires belgo-russes au Sénat sur la sécurité et la gestion du risque et sur la sécurité énergétique.

c. Caméras

Le service Communication met gratuitement à disposition des enregistrements audiovisuels professionnels des séances plénières et de certaines réunions de commission.

Toutes les séances plénières du Sénat depuis janvier 2006 peuvent être visionnées à présent sur le nouveau site web du Sénat.

Commandes *de cassettes* :

Guy Goossens – 02/501.79.16 ou 0473/47.40.11 – ggo@senate.be

c. Photos

Les **photos numériques professionnelles** réalisées par les photographes du Sénat sont également mises à la disposition de la presse écrite. Plusieurs photos prises par notre service ont figuré dans les pages de journaux tels que De Morgen, Metro, la Gazette diplomatique, La Libre Belgique, Anadolu (Turquie), Het Laatste Nieuws, Kazakhstan Outpost for the Consolidation of Peace, Grenz Echo.

Enfin, plusieurs photos du service de la Communication du Sénat servent d'illustration sur de nombreux sites web extérieurs au Sénat (sites web personnels / blogs de sénateurs, ONG, associations, organisations internationales...).

Commandes :

Guy Goossens – 02/501.79.16 ou 0473/47.40.11 – ggo@senate.be

2. Relations publiques

a. Courriers électroniques grand public

De 2005 à 2006, le service Communication a répondu à quelque 600 courriers électroniques et appels téléphoniques de citoyens.

b. Nouveau site web (service Communication et service TIC)

Le site web a également fait peau neuve : il s'est agrandi et a été rendu plus convivial. La nouvelle interface utilisateur du site comporte plusieurs nouveautés : une nouvelle présentation, une nouvelle structure de menu, un nouveau contenu, une terminologie plus simple et bien d'autres modifications encore, comme la suppression des groupes-cibles (« Journalistes », « Sénateurs », « Public »).

Structure des menus

En ce qui concerne les menus, on a choisi de remplacer les longues dénominations officielles de l'ancien site web par des noms plus courts, plus clairs et plus accessibles (par exemple « Ordres du jour » au lieu d'« Activités parlementaires »). Cette démarche a naturellement aussi été appliquée au reste du site.

Le cadre supérieur de la page contient désormais un menu vertical composé de sept rubriques principales qui correspondent aux différentes facettes de l'activité de base du Sénat (« Actualités », « Législation », « Questions », « Séance plénière », « Commissions », « Événements » et « International »).

Le cadre supérieur contient aussi un menu horizontal qui comprend plusieurs rubriques classiques, comme « Qui est qui ? », « FAQ », « Plan du site », « Recherche », « Liens », ...

Le cadre de gauche affiche les sous-rubriques de la rubrique principale sélectionnée (du menu vertical ou du menu horizontal)

Le cadre de droite comprend le contenu proprement dit de la page.

Nouvelle page d'accueil

La page d'accueil se compose désormais de petits cadres, afin de présenter l'information de manière plus schématique. Ce principe a également été appliqué aux pages d'accueil de chaque rubrique principale. L'ancien site proposait toujours une page de présentation, sous la forme d'un texte suivi accompagné d'une série de liens. Ces pages d'accueil de rubrique ont toutes reçu une structure plus conviviale. Elles ont été complètement relookées.

Recherche

Le nombre d'étapes nécessaires pour retrouver un document du Sénat a été fortement réduit. En outre, les documents législatifs depuis 1834 ont été mis en ligne. Le site propose aussi des dossiers comprenant l'historique des documents à partir de 1988. Depuis quelque temps, les questions écrites et les réponses à ces questions sont aussi disponibles beaucoup plus rapidement.

De plus, une rubrique FAQ détaillée a été ajoutée.

c. Revue du Sénat

La revue du Sénat paraît semestriellement. Depuis fin 2005, deux périodiques ont été publiés. Tirés chaque fois à quelque 34.000 exemplaires, ils sont distribués gratuitement aux écoles, aux bibliothèques, aux acteurs de la société civile et aux citoyens intéressés.

L'album photo, le dépliant (actualisé) et le tout nouveau film DVD sur le Parlement fédéral (à télécharger gratuitement sur www.senat.be ou à commander au prix de 2 €) sont toujours disponibles au service de la Communication.

Commandes :

Monique Schaeck – tél. 02/501.78.49 – ms@senate.be

d. Visites

De mi-2005 à fin 2006, plus de 40.000 personnes ont visité la Chambre et le Sénat dans le cadre d'une visite de groupe, d'une journée portes ouvertes ou à l'occasion d'un débat auquel elles ont assisté.

Réservations :

Léon Tombal – 02/501.73.55 ou 02/501.73.69 – lt@senate.be

Le 21 juillet, une journée portes ouvertes a eu lieu au Parlement fédéral à l'occasion de la Fête nationale.

Visites artistiques

Le Sénat regorge d'oeuvres d'art belges des 19^e, 20^e et 21^e siècles. Ce patrimoine insoupçonné est à présent ouvert au grand public à partir du 20 janvier 2007 jusqu'au 3 mars 2007 le vendredi soir et samedi. Pour réserver une visite gratuite en groupe (jusqu'à 16 personnes) : *Léon Tombal* – 02/501.73.55 ou 02/501.73.69 – lt@senate.be

Un catalogue édité chez les éditions Racine et Lannoo est également en vente au Sénat.

Disponible à la vente auprès de Bert De Meerleer, rue de Louvain 7, 1000 Bruxelles, ou en versant la somme de 20 euros au compte n° 000-0009119-01 de la Questure de Sénat, en indiquant en communication « livre d'art », la langue désirée (N, F ou F/D), ainsi que vos nom et adresse.

e. Événements

De 2005 à 2006, le Sénat a participé à l'organisation d'un certain nombre d'événements pour les jeunes : « Place aux Enfants », le « Scholierenparlement » et le forum « *Yes for Democracy* » qui a organisé un duplex avec des jeunes à Kaboul.

Quelque 200 jeunes du Rotary sont venus symboliquement remettre leurs fanions à la Présidente du Sénat cet été, dans l'hémicycle du Sénat.

La fête des langues draine de nombreux jeunes polyglottes dans l'enceinte du Sénat : 2000 ont fait le déplacement en avril 2006 pour venir dialoguer lors d'ateliers multilingues dans les salles du Sénat.

Depuis plusieurs mois, les services du Sénat collaborent avec le **Portail Démocratie** de la Fondation Roi Baudouin pour l'encadrement pédagogique des écoles au Parlement fédéral. Cette initiative a pour but d'aider les élèves de la cinquième année du primaire à la dernière année du secondaire à comprendre l'organisation de nos institutions démocratiques, de les sensibiliser à leur fonctionnement et de les motiver aux défis posés à la démocratie.

Le programme d'animation "**reporter de la démocratie**" du Portail permet aux élèves de se mettre dans la peau d'un journaliste pour un jour, de réaliser un reportage dans les allées du parlement, d'interviewer les parlementaires. Le film tourné au Parlement est ensuite commenté et analysé en classe.

Plus d'infos sur notre site web www.senat.be

Enfin, le 19 décembre 2006, le Sénat décerne son **prix « ODISSEA »** .

Ce prix a été remis pour la deuxième fois par la Présidente du Sénat, Mme Anne-Marie Lizin, à un étudiant en dernière année d'une université ou haute école qui a défendu une thèse ou étude sur l'espace au sens large du terme.

Le jury a choisi parmi 5 candidats, Charles HANOT, étudiant à la faculté des Sciences appliquées de l'Ulg. Son travail est intitulé : « *Investigation of a down scoped version of the Darwin mission* ».

Le prix Odissea représente une bourse de 8000 euros, offerte par M. Marc Verwilghen, ministre de la Politique scientifique. Le montant pourra couvrir la participation du lauréat dans une organisation ou entreprise à vocation spatiale en Europe. En remettant ce prix, le Sénat entend susciter l'intérêt des jeunes pour la science, en général, et pour les questions spatiales en particulier.

Calendrier des événements prévus en 2007

- 20 janvier 2007 – 3 mars 2007 : visites guidées artistiques consacrées au patrimoine artistique du Sénat
- 16 mars 2007 : le Sénat fête le 50^e anniversaire du Traité de Rome par un débat public avec 250 lecteurs de journaux. Le Sénat a invité l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors pour débattre avec le public. Un concours de photographies est également organisé à cette occasion.
- 23 mars 2007 : Forum Jeunesse de l'Eau au Sénat. - 150 jeunes issus des trois communautés discuteront avec des sénateurs sur le thème de l'eau.
- Du 26 au 30 mars 2007 et du 16 au 20 avril 2007 : Expo : "*Troubled Waters*" - L'eau potable est un bien rare
- 27-28-30/04/2007 : Fêtes des Langues – Portes ouvertes
- 04/05/2007 : *Scholierenparlement*
- 21/07/2007 : Portes ouvertes à l'occasion de la Fête nationale
- 20/10/2007 : Place aux Enfants

3. Plate-forme Démocratie et Citoyenneté.

La Plate-forme Démocratie et Citoyenneté du Sénat souhaite rassembler dans un site portail toutes les initiatives belges dans le domaine de la démocratie et de la citoyenneté. Le but est de proposer à toute personne ou organisation concernée par la formation au sens large (jeunes, enseignants, associations socioculturelles,...) un site portail afin d'informer, de répondre aux questions, d'aiguiller vers les initiatives appropriées et de mettre les différentes initiatives en contact les unes avec les autres en promouvant l'interaction.

En outre, la Plate-forme Démocratie et Citoyenneté se veut un espace pour l'éducation à la mémoire, notamment sur le thème de la Seconde Guerre mondiale. Par le biais du site web et l'organisation d'événements, la Plate-forme vise à promouvoir activement le dialogue entre les

témoins de la guerre et les jeunes en vue d'une meilleure citoyenneté, plus de solidarité, de paix et de démocratie.

L'accompagnement de la Plate-forme Démocratie et Citoyenneté est assuré par un comité composé comme suit: Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat, les sénatrices Jeannine Leduc, Sabine de Bethune, Christine Defraigne, Marie-Hélène Crombé-Berton, les sénateurs Philippe Mahoux, Staf Nimmegeers et Francis Delpérée et, en qualité d'experts, le professeur Frank Fleerackers (K.U.B.) et Claire Pahaut (Démocratie ou barbarie).
